

Georgi Dimitrov

LA DÉMOCRATIE POPULAIRE

Rapport politique
du Comité central du Parti ouvrier (communiste) bulgare
présenté au 5e congrès du Parti
le 19 décembre 1948

lesmaterialistes.com

Le quotidien communiste



Le Parti ouvrier (communiste) bulgare que le Congrès nommera de nouveau à l'unanimité, je n'en doute pas, Parti communiste bulgare, remonte loin dans le passé.

Ses fondements, en tant que parti social-démocrate, ont été posés en 1891 au congrès de Bouzloudja. Cependant, il ne s'est formé comme parti de la classe ouvrière, que sous la direction de Dimitre Blagoév et de ses compagnons de lutte, Guéorgui Kirkov et Gavril Guéorguiev, après la scission en 1903, avec les « chiroki » (socialistes de droite), c'est-à-dire après s'être débarrassé de l'aile réformiste.

Notre Parti a grandi dans une lutte incessante contre les influences étrangères, bourgeoises et petites-bourgeoises, pour faire prendre aux ouvriers une conscience de classe, la conscience d'une force sociale indépendante, avec une idéologie et une organisation propres.

De petit groupement grandissant, appliqué au développement de la conscience de classe parmi les ouvriers, à leur organisation pour la défense de leurs intérêts vitaux, d'une organisation avant tout d'agitation et de propagande socialiste, qu'il était à la fin du siècle dernier et au début de celui-ci, le Parti s'est graduellement développé ; déjà lors de la première guerre mondiale de 1914-1918 et surtout après elle, il devint un parti politique de masse de la classe ouvrière.

Sous l'influence de la grande Révolution socialiste d'Octobre, que notre Parti et les travailleurs accueillirent avec une joie et un enthousiasme indicibles, et dont il adopta les grandes idées, le Parti se transforma en 1919 en *Parti communiste bulgare* et, sous la direction du Parti bolchevik, prit part à la création de l'Internationale communiste, dont il resta un membre actif jusqu'à sa dissolution volontaire, en 1943.

Trente ans durant, surtout après l'insurrection de septembre 1923, en surmontant les survivances non-bolchéviks, legs du socialisme « étroit », en luttant contre les différentes tendances et groupes de liquidation de droite et de gauche, en son propre sein et dans le mouvement ouvrier, profitant des enseignements du Parti bolchevik et accumulant une expérience propre toujours plus riche, notre Parti se développa, se transforma et se réarma dans l'esprit marxiste-léniniste.

Il s'affirma comme un parti marxiste-léniniste, comme l'avant-garde organisée et consciente de la classe ouvrière, comme un parti de type nouveau, capable de l'organiser et de la mener à une lutte résolue, d'organiser et de diriger l'union de combat de cette classe avec les autres couches travailleuses des villages et des villes, de renverser la dictature féroce du fascisme, de prendre en main les destinées de notre pays, avec la ferme décision de le conduire à la victoire du socialisme et au triomphe complet du communisme.

Au cours de son développement, le Parti avait à parcourir un chemin épineux, difficile et sinueux, plein d'héroïsme et de fidélité inébranlable à la classe ouvrière et au peuple travailleur. Notre Parti fut soumis pendant longtemps aux conditions de l'illégalité, il a connu de graves revers, il a consenti des sacrifices douloureux, mais il n'a pas cessé un seul instant d'exister et de lutter.

Le Parti a toujours été fidèle à la mission libératrice de la classe ouvrière. Pendant toute son existence, en dépit d'erreurs, de faiblesses et d'hésitations, il s'est efforcé d'être toujours parmi les masses, de marcher avec elles en avant, de les éduquer dans l'esprit d'une lutte de

classe intransigeante et de l'internationalisme prolétarien, de défendre honnêtement et avec abnégation leurs intérêts, de les guider courageusement dans leur combat contre leurs ennemis jurés.

Pendant les années les plus dures de la dictature monarcho-fasciste et de l'occupation allemande, le Parti a courageusement pris la direction de la lutte contre le fascisme et les conquérants étrangers ; il a organisé et dirigé la Résistance, créé le Front de la patrie, et par la direction intrépide et juste, réussit à conduire le pays à la victoire du 9 septembre, forçant les sympathies et la confiance des masses populaires.

Par la récente fusion du parti social-démocrate, adhérant au Front de la patrie, avec notre Parti, fusion opérée sur la base marxiste-léniniste et dans la reconnaissance des statuts et de la discipline de ce dernier, il fut définitivement mis fin aux derniers éléments de division parmi la classe ouvrière, qui possède maintenant un parti politique unique.

Le fait que notre Parti est aujourd'hui reconnu comme la force directrice dans le gouvernement de l'Etat et dans toute la vie politique, sociale, économique et culturelle de la nation, est parfaitement naturel et conforme aux lois du développement social.

Les mérites incontestables de notre Parti, l'intérêt général avec lequel ce congrès est accueilli et les espoirs que le peuple fonde sur ses décisions, témoignent clairement de la mission historique qui lui incombe pour l'essor du pays, en posant les fondements de la société socialiste, société sans exploitation de l'homme par l'homme.

Il ne peut subsister aucun doute que le Parti des communistes bulgares, avec la classe ouvrière en tête, soutenu par la confiance du peuple travailleur, toujours fidèle à la doctrine marxiste-léniniste victorieuse, pourra accomplir avec succès sa mission historique.

Les décisions de notre congrès actuel en seront également le gage.

I — PRINCIPALES PÉRIODES DU DÉVELOPPEMENT DU PARTI

Avant d'examiner l'état actuel de notre Parti et ses tâches immédiates, il serait juste de tracer un aperçu général critique de son développement, depuis sa formation jusqu'à l'heure actuelle. Ceci est important, non seulement pour l'histoire, mais aussi pour la politique actuelle du Parti, pour notre peuple et notre pays. Il est indispensable de mettre en lumière une série de problèmes, ayant trait au passé de notre Parti.

Son histoire peut se diviser en ces quelques grandes périodes :

La première s'étend de la formation du Parti, en 1891, jusqu'à la scission avec les socialistes de droite, en 1903.

La deuxième va de la formation du Parti, en tant que parti marxiste de la classe ouvrière, en 1903, jusqu'à la Révolution d'Octobre, sa transformation en un Parti communiste en 1919, et sa participation à la fondation de l'Internationale communiste.

La troisième s'étend de 1919 au soulèvement de septembre 1923.

La quatrième est celle qui va de ce soulèvement à la deuxième guerre mondiale de 1940.

La cinquième comprend les années de la deuxième guerre mondiale, jusqu'à la victoire du soulèvement du 9 septembre 1944.

La sixième va du soulèvement du 9 septembre à nos jours.

Chacune de ces périodes fondamentales se divise naturellement en plusieurs étapes.

Examinons les traits les plus caractéristiques de ces périodes dans le développement du Parti.

LA PÉRIODE DES SOCIAL-DÉMOCRATES DE GAUCHE (« TESNI » SOCIALISTES)

Avant de procéder à l'examen de la période des « tesni » socialistes, il me faut relever que la première période depuis la formation du Parti en 1891 et jusqu'en 1903, est caractérisée par une propagande intense et tenace des idées socialistes, ainsi que par une lutte incessante contre les idéologues bourgeois et petits-bourgeois, qui niaient les possibilités d'un mouvement socialiste dans les conditions des rapports sociaux peu développés d'alors.

Il fallait démontrer que le développement du capitalisme, dans lequel le pays s'était engagé, préparait le terrain au socialisme ; que la classe ouvrière naissante était le champion du socialisme, la classe de l'avenir et qu'elle devait posséder un parti politique indépendant. Une lutte se livrait sur cette importante question, même au sein du Parti, entre le courant révolutionnaire marxiste, ayant à sa tête Dimitre Blagoév, d'une part, et le courant réformiste, dirigé par Yanko Sakazov, d'autre part.

On sait que dans cette lutte idéologique prolongée, le marxisme révolutionnaire l'emporta sur le socialisme petit-bourgeois de droite.

Les principaux mérites du Parti durant la période « tesni » consistaient en sa profonde fidélité au marxisme, au socialisme et à l'internationalisme prolétarien, en son intransigeance de classe à l'égard de la bourgeoisie et de ses instruments réformistes, en sa foi inébranlable dans les forces et l'avenir de la classe ouvrière, en sa consciente discipline de fer.

La loi fondamentale des « tesni », c'était la soumission complète de la vie et des intérêts privés, des désirs personnels du militant aux intérêts et à la volonté du Parti prolétarien.

Ces principales particularités de notre Parti, durant la période précédant la première guerre mondiale et immédiatement après celle-

ci, garantirent ses grands succès. Elles lui assurèrent la possibilité de devenir l'organisateur et le dirigeant des luttes ouvrières et de déloger les « Obchtodeltzi » (Socialistes de droite, prêts à composer avec les partis bourgeois.) de leur principale position dans le mouvement ouvrier.

Durant la première guerre mondiale, elles l'aidèrent à adopter une courageuse attitude internationaliste, à se rapprocher des bolcheviks, et après la Révolution socialiste d'Octobre et la création de l'Internationale communiste, à s'engager dans la voie de sa bolchévisation.

Pendant la période des « tesni », notre Parti se débarrassa de l'opportunisme, assura l'indépendance du développement politique de la classe ouvrière, comme clashes ayant pris conscience d'elle-même, et mena une lutte intransigeante contre la bourgeoisie dominante.

Classe contre classe — telles furent la devise et la figure du Parti pendant cette période. Il prit la direction des luttes grandissantes, menées par les ouvriers pour la journée de travail de 8 heures, pour une législation sociale, pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail, contre la politique intérieure et extérieure de la bourgeoisie réactionnaire.

Il organisa et dirigea le mouvement syndical ouvrier. Il dirigea la grande grève des mineurs de Pernik en 1906, de même que les autres grèves et luttes de la classe ouvrière pendant les années suivantes. Il n'était de grève qui ne fût sous sa direction ou son influence pendant cette période.

Le Parti éduquait les travailleurs dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien. Il prit l'initiative d'organiser la Fédération balkanique des partis socialistes et y participa activement, travaillant de toutes ses forces au renforcement de la solidarité entre les travailleurs bulgares, les travailleurs des autres pays balkaniques et ceux du monde entier. L'intransigeance du socialisme « étroit » envers le réformisme et les

réformistes de toutes nuances, le fait que les « tesni » ne pouvaient souffrir les agents bourgeois dans le mouvement ouvrier, leur lutte héroïque en faveur des intérêts vitaux et des droits de la classe ouvrière, tout cela faisait d'eux un courant révolutionnaire marxiste original dans le mouvement international ouvrier et au sein de la II^e Internationale et qui, de tous les autres courants social-démocrates de gauche, se rapprochait le plus des bolcheviks.

Mais il n'en résulte pas qu'entre notre Parti et les bolcheviks, il n'y ait point eu de différences sur les questions de base.

L'opinion prépondérante, régnant alors au sein du Parti, et selon laquelle le socialisme « étroit » aurait été le bolchévisme, adapté aux conditions bulgares, et qu'il aurait suffi de conformer à la nouvelle situation internationale, était très dangereuse.

Il me faut souligner, d'ores et déjà, que cette opinion erronée du Parti et particulièrement de sa direction, avec Dimitre Blagoév en tête, le maintint longtemps sur les positions de l'ancien marxisme et l'empêcha de s'assimiler à temps ce qu'il y avait de nouveau dans le marxisme, l'apport fait par le génial Lénine, qui analysa les nouvelles conditions créées par l'époque de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme.

Ceci a été pour beaucoup dans le ralentissement de la bolchévisation du Parti et dans la prise d'une position erronée de ses dirigeants, lors des événements de Vladaya (1918) et surtout lors du coup d'Etat militaire-fasciste du 9 juin 1923.

Il est vrai que le socialisme des « tesni », surtout par son intransigeance de classe, par sa lutte contre le menchévisme bulgare et par sa rigoureuse discipline de fer, était le courant le plus proche du bolchévisme. Mais il n'est pas moins vrai que ce courant diffère profondément du bolchévisme, du léninisme, sur nombre de questions fondamentales de principe et de tactique.

En quoi consistaient les principales différences entre les « tesni » et les

bolcheviks ?

Pour le socialisme des « tesni », la dictature du prolétariat n'était pas la question fondamentale de la révolution prolétarienne. Cette question ne figurait pas au programme de notre Parti.

N'ayant pas encore pris conscience de la nouvelle phase du capitalisme, en tant que dernière phase précédant immédiatement la révolution prolétarienne, il ne posait pas concrètement la question du pouvoir, celle de l'insurrection armée, comme moyen pour renverser la domination de la bourgeoisie.

Le socialisme des « tesni » n'adoptait pas des positions tout à fait léninistes sur la question relative au rôle du Parti, en tant qu'avant-garde de la classe ouvrière dans la révolution, dans la lutte pour le pouvoir, bien que par sa structure, son organisation et sa discipline, notre Parti approchât la théorie léniniste concernant le Parti.

Notre Parti ne se considérait pas comme une forme supérieure d'organisation de la classe ouvrière bulgare, apte à diriger toutes les autres organisations des travailleurs, à établir les liens les plus étroits avec les masses et à assurer ainsi une action révolutionnaire efficace.

Le socialisme des « tesni » n'était pas exempt d'un certain respect pour le caractère spontané du mouvement ouvrier. Il se trouvait sous l'influence de la conception social-démocrate du jeu automatique des lois sociales objectives.

Il pensait que sa tâche consistait avant tout à mener une agitation et une propagande pour expliquer l'action des lois objectives du développement social, à organiser et éduquer les ouvriers et les travailleurs dans l'esprit socialiste, à élever la conscience de classe des ouvriers, à diriger leurs luttes quotidiennes en vue de l'inévitable révolution socialiste, résultat des conditions objectives mûrissantes.

Le Parti ne se considérait pas comme une force active, appelée, non seulement à organiser, à instruire les travailleurs et à guider leurs luttes

quotidiennes, une force non seulement destinée à expliquer les événements, mais aussi à participer à la préparation des actions révolutionnaires, à les diriger, à être le facteur prépondérant dans la préparation, l'organisation et le développement de la révolution prolétarienne.

De là, ce manque d'initiatives et cette passivité du Parti en des moments de luttes de classes aiguës, de là, son isolement sectaire des masses soulevées.

Le socialisme des « tesni » érigeait en dogmes de nombreuses positions théoriques du marxisme, par suite de quoi, le Parti versait dans le sectarisme et gênait le développement ; de ses liens avec les larges masses des travailleurs.

Ainsi par exemple, mettant en pratique une ligne de lutte intransigeante contre la classe bourgeoise, s'opposant avec raison au principe des coalitions électorales avec les partis bourgeois et au travail « positif » de législation au parlement bourgeois, le Parti érigea l'action indépendante en dogme, niant toute entente avec d'autres groupes politiques, dans quelque condition que ce soit, et s'isolant pratiquement.

Notre Parti était étranger à la théorie léniniste des compromis révolutionnaires, sans lesquels aucun parti révolutionnaire ne peut lutter avec succès et progresser.

Ne comprenant pas le rôle de la paysannerie, en tant qu'alliée de la classe ouvrière dans la lutte contre le capitalisme, le Parti restait, sur la question de l'attitude à observer à l'égard des paysans, sur les positions de Plekhanov et non sur celles de Lénine.

Il ne gagnait les paysans que pour autant que ces derniers se plaçaient sur celles du prolétariat. Comme l'on sait, Lénine compléta et développa la théorie marxiste traitant des rapports du prolétariat à l'égard de la paysannerie.

Il lança et développa l'idée de l'union de combat des ouvriers et des paysans dans la lutte contre le tsarisme et la bourgeoisie, lutte au cours de laquelle la classe ouvrière attire à elle et gagne comme alliés les paysans, encore à leur stade de petits producteurs, avant même d'être mûrs pour embrasser le socialisme.

Lénine montra qu'il était possible de mettre à profit les possibilités révolutionnaires des larges masses rurales, aussi bien dans la révolution bourgeoise-démocratique que dans la révolution socialiste.

C'est avec raison et succès que notre Parti a mené la lutte contre les réformistes, qui voulaient transformer le Parti de la classe ouvrière en un parti petit-bourgeois dilué, en en faisant ainsi un instrument de la classe bourgeoise, privant aussi la classe ouvrière de son indépendance.

Mais notre Parti ne comprenait pas que les paysans petits producteurs, soumis à l'exploitation et à la ruine par le grand Capital monopoliste et spoliateur, recèlent des possibilités révolutionnaires considérables, qu'ils sont les alliés naturels de la classe ouvrière dans sa lutte de libération; que sans l'alliance entre les ouvriers et les paysans et sans le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans cette alliance, il ne soit possible de renverser la domination capitaliste et d'assurer la victoire du prolétariat.

Le socialisme des « tesni » définissait d'une manière doctrinaire les petits paysans comme un élément uniquement conservateur. Il ne se rendait pas compte que la domination des monopoles portait en soi une oppression toujours croissante et la ruine des grandes masses paysannes, qu'elle rend ces masses toujours plus mécontentes et portées vers la révolution.

Cette incompréhension des possibilités révolutionnaires dans la paysannerie, en tant qu'alliée de la classe ouvrière dans la révolution, constitue une des particularités les plus caractéristiques de la différence entre le socialisme des « tesni » et le léninisme.

Ce n'est pas par l'effet du hasard que lors des émeutes rurales en 1900, le Parti négligea les capacités révolutionnaires des paysans, dans la lutte contre le capitalisme, capacités qui, naturellement, ne peuvent être déployées efficacement que sous la direction de la classe ouvrière et de son avant-garde de combat.

Ce n'est pas plus par hasard qu'à ce moment-là, notre Parti n'avait pas de programme agraire. Il convient de bien souligner que le socialisme des « tesni » ne s'était rangé sur des positions léninistes sur aucune des questions développées par Lénine, précieux apport au patrimoine marxiste, en tant que développement et application du marxisme à l'époque de l'impérialisme.

Voilà pourquoi il ne put dégager les enseignements de la révolution russe de 1905. Dans son analyse de cette révolution, pas plus que dans le jugement qu'il porta sur elle, il ne put dépasser Kautsky. Il était complètement étranger aux éléments essentiels de la théorie marxiste de la révolution prolétarienne que Lénine avait développée dans ses *Deux tactiques*, se référant au rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la révolution bourgeoise-démocratique, à la transformation de cette révolution en révolution socialiste et en insurrection armée.

C'est pour cela que notre Parti, bien qu'il propageât inlassablement l'idée de la révolution socialiste, bien qu'il la désignât comme l'unique salut des travailleurs, n'avait pas, cependant, une vue claire des questions fondamentales la concernant.

Il ne s'était pas proposé d'étudier les voies concrètes conduisant à la réalisation chez nous, en Bulgarie, de la révolution, de ses principales forces motrices, de son caractère, de ses particularités, du rôle de la classe ouvrière et du Parti dans cette révolution.

Il ne posait pas la question des alliés de la classe ouvrière.

Il en ressort que notre Parti, malgré ses grands mérites révolutionnaires devant les travailleurs de notre pays, n'était pas encore

un Parti bolchevik, un parti marxiste-léniniste, un parti d'un type nouveau

assez courageux pour mener les prolétaires à la lutte pour le pouvoir, assez expérimenté pour se reconnaître dans les conditions complexes d'une situation révolutionnaire et assez souple pour contourner les écueils de toutes sortes sur le chemin conduisant au but. (J. Staline : « Des principes du léninisme », dans *les Questions du léninisme*, t. I, p. 74.)

Dans la période qui précéda la première guerre mondiale, période dans laquelle la première des tâches consistait en l'organisation de la classe ouvrière et en la prise de conscience de ses propres forces, les défauts et les faiblesses du socialisme des « tesni » ne se sont pratiquement pas fait sentir.

Mais, lorsque cette guerre éclata et mit à l'ordre du jour la tâche pratique du renversement du capitalisme, ces défauts et ces faiblesses ressortirent avec toute leur force et se firent sentir très nettement.

Au cours de la première guerre mondiale et plus particulièrement après la Révolution socialiste d'Octobre, le Parti déploya une grande activité de propagande et d'éducation parmi les soldats, tant au front qu'à l'arrière, dans le but de les préparer « à suivre l'exemple de leurs frères russes », c'est-à-dire de la révolution.

Mais, au moment décisif, lorsqu'au front les combattants tournèrent leurs baïonnettes contre les responsables de la guerre, s'insurgèrent et se dirigèrent vers Sofia, c'est-à-dire mirent en pratique l'exemple de leurs frères russes, le Parti ne s'avéra pas à la hauteur de sa tâche ; il ne sut pas organiser les soldats révoltés, se mettre à leur tête et étendre l'insurrection à tout le pays, avec la participation des ouvriers et des paysans; il ne sut pas l'orienter et la transformer en un soulèvement du peuple contre la monarchie, principal agent de l'impérialisme allemand, ainsi que contre la clique capitaliste au pouvoir, qui avait profité de la guerre pour voler et s'enrichir.

Si le Parti avait lancé alors, résolument, le mot d'ordre de paix et de république démocratique populaire, ce mot d'ordre aurait uni sans conteste la masse énorme des travailleurs des villes et des villages.

D'autre part, une action concertée entre le parti des ouvriers et l'Union agrarienne aurait garanti le succès de l'insurrection. Un soulèvement populaire victorieux en 1918, au nom d'une république populaire, pouvait changer la direction générale du développement du pays et des Balkans, cela dans l'intérêt de l'énorme majorité de notre peuple.

La principale, raison pour laquelle notre Parti ne s'est pas placé à la tête des masses des soldats insurgés contre la guerre et la monarchie, en automne 1918, réside en son esprit doctrinaire, en ses conceptions non bolcheviks, ainsi que dans les méthodes et les survivances du socialisme de gauche.

Sans la conception léniniste sur le rapport et le lien organique entre la lutte pour la démocratie et celle pour le socialisme, notre Parti considérait que l'époque de la révolution sociale étant arrivée — le mot d'ordre de république populaire — qui n'est pas un mot d'ordre spécifiquement socialiste, ne pouvait être lancé par un parti marxiste.

Sans la conception léniniste sur l'union de combat entre ouvriers et paysans, le Parti estimait que les masses des soldats, formées surtout de paysans qui n'étaient pas prêts à lutter pour le pouvoir soviétique, ne seraient pas capables non plus de mener une véritable lutte révolutionnaire.

Cette conception doctrinaire du marxisme empêcha notamment notre Parti de diriger l'insurrection des combattants ; il n'entreprit rien pour transformer la révolte en une insurrection générale, par suite de quoi elle fut isolée, laissée sans direction sûre et étouffée.

Ainsi, le socialisme des « tesni » fut un courant révolutionnaire-marxiste, mais non pas le bolchévisme sur terrain bulgare. Une longue lutte pour la bolchévisation du Parti fut nécessaire, pour qu'il

devienne un parti de type nouveau, un Parti marxiste-léniniste, tel qu'il se présente aujourd'hui, avec un sentiment d'orgueil légitime, devant son congrès actuel.

L'ADHÉSION DU PARTI A L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ET LE COMMENCEMENT DE LA BOLCHEVISATION

Notre Parti accueillit unanimement et avec enthousiasme la grande Révolution socialiste. Il en adopta les mots d'ordre. Il mobilisa les travailleurs chez nous pour la défense de la jeune République socialiste soviétique.

Pendant la guerre civile, l'intervention impérialiste et la famine atroce dans les régions de la Volga, notre Parti déploya une remarquable campagne, tant en ce qui concernait la politique que les secours à la population russe.

Mémorables resteront dans notre histoire ces mois, où nos paysans laborieux, avec un enthousiasme et un esprit de sacrifice extraordinaires, faisaient don de grandes quantités de denrées à leurs frères soviétiques et quand, par sa lutte, la classe ouvrière, avec en tête le Parti lui-même, démoralisa l'armée de 20.000 hommes de Wrangel se trouvant en territoire bulgare, et l'empêcha d'être lancée par les adeptes de Churchill dans l'intervention contre le pays des Soviets.

A son congrès de 1919, notre Parti se déclara un Parti communiste. Contrairement à ce qui s'est passé dans beaucoup d'autres pays, il rejoignit tout entier l'Internationale communiste. Mieux encore, il prit part à sa fondation, sous la direction du Parti bolchevik et de l'immortel Lénine.

Il adopta une nouvelle déclaration de programme, accepta la révolution prolétarienne, non pas comme un but de l'avenir indéfini, mais comme une tâche pratique, pour laquelle les conditions objectives étaient déjà mûres et dont la solution dépendait de la

préparation du facteur subjectif de la révolution, c'est-à-dire, principalement de la résolution et de l'aptitude du Parti d'en être l'organisateur et le chef. A son congrès de 1921, il adopta, en tant que question fondamentale de la révolution prolétarienne, la dictature du prolétariat sous la forme du pouvoir des soviets.

De même, dans la résolution sur la question paysanne, le Parti proclama comme condition indispensable à la victoire de la révolution, l'union entre ouvriers et paysans, sous la direction de la classe ouvrière. L'adoption de ces dispositions du programme, que le Parti popularisait largement par l'édition en bulgare des principales œuvres de Lénine, était accompagnée d'une participation active du Parti aux travaux de l'Internationale communiste.

Le Parti accepta aussi le principe des méthodes de la lutte illégale, leur coordination avec la vaste utilisation de toutes les possibilités légales de lutte et de propagande révolutionnaires, que représentaient le parlement et les conseils municipaux et généraux.

Il jeta les premières bases d'une organisation militaire du Parti, déploya un travail considérable de propagande et d'organisation parmi les soldats et passa à l'armement des masses.

Il présidait aux luttes orageuses des travailleurs à l'issue catastrophique de la guerre, aux grands mouvements en faveur d'une amnistie, contre la vie chère, contre l'utilisation de la Bulgarie comme base d'intervention en Russie soviétique, pour la reconnaissance diplomatique de l'U.R.S.S.

En même temps le Parti mena une lutte massive pour transformer les municipalités, d'instruments d'oppression, de pillage et d'exploitation, en organes au service des intérêts des masses laborieuses. Une série d'importantes municipalités et quelques communes rurales se trouvaient sous sa direction.

C'est ainsi qu'en 1920, nous comptons 22 conseils municipaux

communistes urbains et 65 ruraux.

Leur politique populaire, économique et culturelle au profit de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses se heurta, naturellement, à une résistance acharnée de la bourgeoisie et de son pouvoir central. Mémorable restera dans l'histoire de notre pays, la lutte longue et extrêmement acharnée pour l'existence et la consolidation de ce qu'on appelait alors « les communes ».

Bien entendu, sans la conquête du pouvoir de l'Etat par le prolétariat, avec le Parti en tête, ces communes ne pouvaient avoir une longue existence et furent éliminées par la bourgeoisie les unes après les autres.

Mais la lutte, menée par les travailleurs, sous la direction du Parti, pour la conquête des communes, contribua beaucoup à renforcer la cohésion des masses contre les exploiters et les pillards des fruits du travail populaire et renforça davantage encore la confiance de ces masses dans le Parti.

Ce dernier liait, en général, les luttes pour les revendications immédiates des travailleurs à la préparation des combats décisifs pour la victoire de la révolution.

Lorsque des intérêts importants des travailleurs étaient en jeu, lorsque leurs droits et leurs libertés politiques se trouvaient sérieusement menacés, il n'hésitait pas à recourir à l'organisation d'une grève politique générale, comme ce fut le cas par exemple, en 1919-1920, à de grandes actions des masses, ainsi qu'à la collaboration avec le gouvernement agrarien en 1922.

C'est ainsi que face à la réaction et au fascisme menaçant, le Parti groupa de nouvelles et larges masses des villes et des campagnes.

Mais, participant déjà à l'Internationale communiste et s'affirmant par ses sérieux succès comme le dirigeant des luttes de classe des travailleurs dans la situation révolutionnaire au lendemain de la guerre,

le Parti n'arrivait pas à concevoir — ses dirigeants ne sachant pas la lui indiquer — la différence complète existant entre le socialisme des « tesni » et le bolchévisme. Il n'a pas su tirer de cette différence tous les enseignements pour lui-même et prendre la tête de la lutte pour surmonter les survivances du socialisme des « tesni », pour se réarmer avec la doctrine marxiste-léniniste.

En vérité, le Parti accumulait une expérience révolutionnaire propre, mais les habitudes qui prévalaient dans son sein étaient encore celles de la propagande autorisée par la loi et de la conception selon laquelle le marxisme serait plutôt une doctrine, qu'une méthode d'action révolutionnaire.

Ceci est clairement démontré par la position prise par la direction du Parti, le 9 juin 1923, lorsque prévalut la conception doctrinaire du socialisme des « tesni » sur le processus révolutionnaire.

La « neutralité » néfaste, proclamée par les dirigeants du Parti, était justifiée par des considérations de doctrines mortes, étrangères à la réalité et au marxisme révolutionnaire.

Ils affirmaient alors que le gouvernement agrarien s'étant compromis par son régime, les masses populaires ne voudraient pas se lever pour le défendre du coup d'Etat fasciste.

D'un autre côté, puisque la paysannerie n'était pas encore prête à se battre pour un gouvernement des ouvriers et des paysans, elle ne suivrait pas l'appel du Parti communiste pour une insurrection contre le fascisme.

De toute évidence les dirigeants sous-estimaient l'immense autorité que le Parti avait conquise parmi les masses par ses luttes.

Ils sous-estimaient la haine éprouvée par elles contre le fascisme et l'oligarchie bancaire et militariste, haine suscitée par les représentants de la cour royale et les cliques bourgeoises et monarchistes, et attisée par le Parti communiste lui-même. Si ce dernier avait suivi l'exemple

donné par le Parti bolchevik lors de la tentative du coup d'Etat de Kornilov (septembre 1917) ; si, uni aux forces saines de l'Union agrarienne, il s'était déclaré résolument contre les conspirateurs fascistes, il n'y a aucun doute que le coup d'Etat eût été écrasé.

C'est précisément par suite de la prédominance, au sein de sa direction, des conceptions non-bolchéviks du socialisme des « tesni » sur la révolution, que le 9 juin 1923 et les jours suivants, le Parti subit une défaite morale et politique ; le moment extrêmement favorable à l'écrasement des forces monarcho-fascistes dès le début de leur agression et à la conquête de positions sérieuses dans la lutte contre le capitalisme et pour le socialisme, a été ainsi manqué.

Le socialisme des « tesni » n'a pu résister, en tant qu'armement idéologique et politique de la classe ouvrière, à l'épreuve de l'histoire dans les conditions nouvelles de la crise capitaliste de l'après-guerre et de la lutte immédiate pour le pouvoir. Cet armement s'est avéré manifestement insuffisant et impropre à assurer la victoire du prolétariat chez nous.

Il fallait que notre Parti en prenne conscience, qu'il comprenne, à la lumière de sa propre expérience révolutionnaire, la différence entre le socialisme des « tesni » et le bolchévisme ; qu'il réforme toute son activité politique et organisatrice dans l'esprit du marxisme-léninisme, surmontant résolument les conceptions négatives social-démocrates, les habitudes et les méthodes désuètes.

Il fallait que les solides traditions marxistes des « tesni », leurs vertus et leur expérience se fondent dans le creuset du bolchévisme.

Notre Parti s'était déjà engagé dans cette voie.

Cependant, l'épuration du Parti des survivances du passé et sa bolchévisation devaient maintenant s'opérer dans les dures conditions de la clandestinité et de la terreur blanche créées après l'étouffement de l'Insurrection de Septembre, sous le feu impitoyable et ininterrompu

de l'ennemi.

L'INSURRECTION DE SEPTEMBRE 1923, TOURNANT DÉCISIF DANS LA BOLCHEVISATION DU PARTI

Le soulèvement populaire antifasciste du mois de septembre 1923, organisé et dirigé par le Parti communiste bulgare, marque un tournant décisif dans le développement du Parti : son passage du socialisme des « tesni » au bolchévisme.

Ce que le Parti communiste ne sut pas réaliser lors de la crise provoquée par le coup d'Etat, il essaya d'y parvenir plus tard, lorsque le gouvernement fasciste plongea le pays dans une nouvelle crise, qui amena le soulèvement armé de septembre.

Le solide noyau marxiste, aidé par l'Internationale communiste, l'emporta à la direction du Parti en août 1922 et imposa un changement radical de la stratégie et de la tactique.

Le Parti rompit son isolement politique, adopta résolument une ligne de conduite orientée vers le rassemblement de toutes les forces antifascistes en un bloc cohérent des travailleurs des villes et des campagnes et entreprit la préparation sérieuse des masses pour la lutte contre la dictature monarcho-fasciste, allant jusqu'au soulèvement armé, au nom d'un gouvernement ouvrier-paysan.

Appliquant cette nouvelle ligne politique, il conclut un accord pour la lutte commune avec l'Union agrarienne, essaya de s'entendre avec l'organisation macédonienne, tendit la main aux social-démocrates, que leurs chefs avaient attachés à la clique de Tzankov. (Chef du gouvernement fasciste issu du coup d'Etat du 9 juin 1923.)

En collaboration avec l'Union agrarienne, le Parti prit la tête de l'insurrection populaire de septembre.

Il va sans dire que les conditions dans lesquelles eut lieu l'insurrection de septembre n'étaient déjà plus aussi favorables qu'en juin. L'initiative était passée aux mains de l'ennemi.

Même en septembre, la victoire de l'insurrection était objectivement possible. Tout dépendait de l'énergie, de la hardiesse persévérante, de l'unanimité du Parti et des masses insurgées.

Pourtant, le fait que la tactique du 9 juin n'avait pas été condamnée définitivement comme fautive et nuisible à tous les échelons du Parti, que ce dernier n'était pas encore réellement bolchevik, comme je l'ai déjà souligné en d'autres occasions, l'empêcha de bien organiser et diriger l'insurrection de septembre 1923.

Cependant, les événements de septembre montrèrent que de nombreux responsables du Parti, au centre et à la base, n'avaient pas du tout adopté le cours d'une lutte résolue, intransigeante contre le fascisme, ou ne l'avaient fait qu'en paroles, sans conviction, sans volonté combative, sans le désir de préparer réellement le Parti à une telle épreuve.

Voici pourquoi les événements trouvèrent sans préparation plusieurs organisations du Parti.

Au moment de l'insurrection, de nombreux dirigeants d'organisations de base ne se décidèrent pas ou s'avérèrent incapables d'entreprendre aucune action contre le pouvoir fasciste. C'est en cela que résident les causes principales de la défaite de l'insurrection.

Il existe, cependant, des revers qui contribuèrent beaucoup à la victoire ultérieure de l'œuvre libératrice de la classe ouvrière. Tel fut le cas de l'échec de l'insurrection de septembre 1923.

Il convient de noter qu'en dépit de cet insuccès, le fait que le Parti ait pris la tête de l'insurrection, qu'il ait mis fin au défaitisme de juin et adopté une ligne politique ferme de lutte contre la dictature fasciste, a eu une importance décisive pour son avenir et celui du mouvement

révolutionnaire chez nous.

L'insurrection de septembre a creusé un fossé si sanglant entre les masses du peuple et la bourgeoisie fasciste, que rien ne pouvait plus le combler.

Voilà pourquoi, durant toute la période qui s'ensuivit, le fascisme n'est jamais parvenu à consolider ses positions, ni à créer une large base sociale.

D'autre part, la lutte, pleine d'abnégation et d'esprit de suite, ainsi que les efforts inlassables du Parti communiste pour la réalisation du front antifasciste uni, l'ont étroitement rapproché des masses populaires, ont renforcé les liens l'unissant à elles et ont créé les conditions lui permettant d'assurer le rôle dirigeant parmi les travailleurs des villes et des campagnes, dans la bataille menée pour la démocratie et le socialisme.

La leçon sanglante donnée par l'insurrection de septembre a poussé résolument vers l'avant le processus de la bolchévisation du Parti.

La reconnaissance ouverte de l'erreur du 9 juin par son chef, Dimitre Blagoév, et son approbation sans réserve de l'insurrection de septembre, y contribuèrent également.

Cependant, la défaite et les lourdes pertes subies par le Parti et par les masses alimentaient par ailleurs les courants de liquidation de gauche et de droite en son sein.

Ces courants se déclarèrent tous deux contre l'insurrection de septembre et s'unirent en un bloc, dépourvu de principes, pour combattre les dirigeants du Parti ayant mené cette insurrection. Le but final poursuivi par ce bloc était, de fait, la liquidation du Parti communiste.

Un groupe d'anciens militants, ayant à leur tête Nicolas Sakarov et Ivan Klintcharov, déclarèrent le Parti « liquidé » et jetèrent les bases

d'un groupuscule opportuniste, dénommé « parti indépendant du travail ».

Les ouvriers accueillirent ce « parti » de trahison avec une profonde indignation et le Comité central exclut du Parti les liquidateurs.

Cette manœuvre dénonça le danger qui menaçait le Parti et contre lequel il fallait mener une lutte sans merci.

La conférence illégale de Vitocha, réunie après l'insurrection de septembre et l'interdiction du Parti, marqua un moment important dans le développement de ce dernier.

Cette conférence eut lieu au mois d'avril 1924, avec la participation de délégués de la plupart des districts. Elle se solidarisa avec le jugement du Comité exécutif de l'Internationale communiste, en ce qui concerne les événements et la tactique du Parti, au cours de la période examinée.

Elle reconnut qu'au 9 juin, celui-ci avait montré de graves faiblesses dans l'application de la tactique du front uni et qu'à cette même date, il avait même commis une faute fatale.

La conférence trouva justifiée l'orientation du Parti en faveur d'une insurrection armée, adoptée au début du mois d'août, mais condamna la tactique soutenue opiniâtement par la majorité de son Comité central et de son Conseil avant et après le mois de septembre. La justification de l'attitude erronée du Comité central entrava considérablement l'orientation consciente du Parti vers l'insurrection armée.

La conférence approuva le fait que le Parti « se soit placé à la tête de l'insurrection » entreprise par les masses populaires et ait déterminé, cela « dans des conditions extrêmement difficiles », son but : « un gouvernement ouvrier et paysan ».

Le Parti essaya de « l'organiser, de l'unir et de l'élargir ». Il prouva de

cette manière qu'il était « capable de passer de la propagande et de l'agitation à l'action révolutionnaire » ; qu'il était un « parti réellement communiste », qui accomplirait avec honneur ses tâches : préparer les travailleurs à une nouvelle insurrection armée pour l'établissement d'un gouvernement ouvrier et paysan.

L'importance de la conférence de Vitocha consiste en ce que, dans un de ses moments les plus difficiles, le Parti a pu unir tous ses éléments sains autour du noyau septembriste du Comité central, et les placer sur la ligne politique de septembre, approuvée et sanctionnée par l'Internationale communiste.

Cependant, en mobilisant les masses pour l'application de la juste ligne du Parti, celui-ci n'attira pas suffisamment l'attention de ses membres sur le danger des déviations de droite et de gauche, contre lesquelles il fallait mener une lutte résolue. Frappant la déviation de droite, le Parti ne s'aperçut pas assez du danger des déviations de gauche.

La situation, au cours de la période qui suivit la défaite de l'insurrection de septembre et la mise hors la loi du Parti communiste et des organisations ouvrières de classe, se caractérise par les faits suivants :

1° Le groupe se trouvait devant la perspective de nouvelles luttes pour le renversement du gouvernement fasciste et l'établissement d'un gouvernement des ouvriers et des paysans.

Les résultats des élections législatives de novembre 1923 confirmèrent les estimations faites par la direction du Parti et qui concordaient avec celles de l'Internationale communiste.

Ils montrèrent que l'opposition contre le gouvernement fasciste, représentée par le Parti communiste et l'Union agrarienne, n'était pas assez forte. Il en résulta que les masses populaires, profondément indignées, étaient prêtes à reprendre la lutte pour renverser le

gouvernement fasciste.

2° Le fait que les communistes et les agrariens avaient pris part aux élections avec des listes communes, démontra qu'ils s'étaient instruits des leçons du passé et qu'ils avaient adopté la tactique du front uni. La lutte menée en commun par le Parti communiste et l'Union agrarienne a été d'une importance décisive pour la victoire des élections d'alors.

3° La dictature fasciste entravait fortement le travail légal du Parti au sein des masses. En même temps, la perspective de nouvelles luttes armées l'obligea à porter principalement son attention sur la préparation militaire des masses.

La situation générale et plus particulièrement la terreur blanche firent apparaître le danger d'une déviation ultra-gauchiste, qui se fit jour, surtout dans l'organisation militaire du parti ; ce dernier pour riposter aux mesures terroristes du gouvernement, entreprit l'organisation de détachements de francs-tireurs et de quelques actes terroristes.

Entre temps, vers la fin de 1924 et le début de 1925, la situation s'était déjà transformée. La position internationale et intérieure du fascisme, à l'issue de la stabilisation partielle et provisoire du capitalisme en Europe, s'était quelque peu raffermie.

Les possibilités d'un nouveau soulèvement armé n'existaient plus.

La représentation du Parti à l'étranger procéda à un nouvel examen de la situation intérieure et internationale du pays et proposa d'abandonner le cours de l'insurrection armée.

La nouvelle ligne politique qu'elle préconisait : la création d'organisations de masse et le déploiement de luttes de masse de la part des ouvriers et des paysans pour la satisfaction de leurs revendications vitales, devaient prévenir le danger d'une déviation ultra-gauchiste funeste au Parti et au mouvement révolutionnaire.

Cependant, à l'intérieur du pays, la direction du Parti ne se montra pas

en mesure de s'opposer résolument, en temps utile, à la déviation ultragauchiste prônant l'abandon de la ligne d'une insurrection armée et la réorganisation de toute l'activité du Parti, en conformité avec la nouvelle situation politique.

Le gouvernement fasciste poursuivait avec une rage accrue son activité terroriste et, profitant des actes de désespoir, entrepris par la direction de l'organisation militaire du Parti, dont l'apogée fut l'attentat de la cathédrale de Sofia, il se lança dans l'extermination des militants communistes, des militants ouvriers et paysans.

La vague de terreur, qui suivit l'attentat de la cathédrale, le 16 avril 1925, porta au Parti un coup extrêmement rude. Sa direction fut désorganisée. La plus grande partie de ses cadres expérimentés, ayant survécu à l'insurrection de septembre, fut massacrée, jetée en prison ou obligée d'émigrer.

Les conditions du travail clandestin devinrent extraordinairement pénibles. C'est dans ces conditions que le Parti devait diriger les luttes des travailleurs, poursuivre le combat contre le fascisme. Parallèlement à cela, il devait s'enrichir de tous les enseignements pouvant être tirés des défaites de 1923 et 1925, en découvrir les principales causes, unir étroitement ses cadres et tous ses membres sur la base du bolchévisme.

Ayant essuyé de graves revers, des pertes humaines considérables, privé de ses cadres dirigeants les meilleurs, le Parti traversa une période particulièrement difficile de son développement.

La question de son passé et de sa bolchévisation fut posée et discutée pour la première fois, à la conférence de Moscou en 1925, convoquée sur l'initiative de sa représentation à l'étranger, avec l'assentiment du Comité exécutif de l'Internationale communiste.

A cette conférence prirent part les membres survivants du Comité central et les militants, émigrés au cours des événements de 1923 à 1925.

Mais, l'appréciation donnée par la conférence, à savoir que le Parti avait réussi « petit à petit et sans secousses, sans grandes crises intérieures, à passer de l'époque du développement organique du capitalisme à celle de son effondrement, qu'il avait réussi à comprendre les particularités de la période révolutionnaire et à s'y adapter » était quelque peu forcée et ne correspondait pas entièrement à la réalité.

L'expérience a montré que le passage du Parti de « l'époque du capitalisme à celle de son effondrement » avait été difficile, plein d'hésitations, accompagné de graves erreurs, comme celle commise lors du soulèvement militaire de Vladava en 1918, celle du 9 juin 1923 et l'ultra-gauchisme dont firent preuve des dirigeants de l'organisation militaire du Parti, le 16 avril 1925.

La compréhension des traits caractéristiques de l'époque révolutionnaire était, en général, une tâche sérieuse et difficile, mais il était encore plus difficile de comprendre les particularités spécifiques de la période révolutionnaire dans les Balkans, où notre Parti devait agir.

La conférence releva avec raison qu'il était nécessaire pour cela, de s'assimiler le marxisme-léninisme, en tant que guide d'action, d'étudier l'expérience de la révolution russe et sa propre expérience révolutionnaire.

Avec une saine autocritique, le Parti devait se rééduquer, de façon à être à même de s'orienter en toute conjoncture historique, et en tenant compte des conditions concrètes, de diriger judicieusement la lutte des masses sur la voie de la révolution internationale.

La séance élargie du Comité central, qui eut lieu en 1926 à Vienne, ne dépassa pas la conférence de Moscou sur la question de la bolchévisation du Parti.

Il est vrai que cette séance souligna particulièrement la tâche de créer

« le ralliement idéologique des masses du Parti autour du drapeau de son Parti et de celui de l'Internationale communiste, sur la base du léninisme ».

C'est à bon droit que la conférence de Moscou et la séance de Vienne soulignèrent l'énorme importance qu'avait pour la bolchévisation du Parti, l'étude de sa propre expérience à la lumière du léninisme.

Mais la séance élargie du Comité central et la conférence de Moscou avaient tort de concevoir la bolchévisation comme un « processus de développement organique » et non pas comme une lutte pour surmonter les traditions non bolcheviks de la période des « tesni ».

Après la conférence de Vitocha, qui unit le Parti communiste sur la ligne de l'insurrection de septembre, la deuxième conférence du Parti, qui eut lieu à Berlin, à la fin du mois de décembre 1927 et au début de janvier 1928, soumit à une discussion détaillée son activité pendant la période postérieure à 1929, sa tactique, ainsi que ses réalisations, les fautes commises et la défaite subie.

A la deuxième conférence, on devait mener une lutte acharnée contre les déviations de droite et de gauche.

Déjà, lors des délibérations de Moscou, étaient apparues d'importantes divergences quant au jugement à porter sur les fautes commises par le Parti.

Les défenseurs de l'esprit capitulard du 9 juin et les partisans de la déviation ultragauchiste, qui s'était manifestée au cours des événements d'avril 1925, s'unirent pratiquement dans leur lutte contre les dirigeants septembristes du Parti.

Les représentants de la ligne septembriste devaient combattre sur deux fronts. A l'issue de débats circonstanciés sur toutes les questions, les droitiers, aussi bien que les gauchistes, plièrent leurs drapeaux et se rallièrent, pour la forme, aux propositions formulées par la direction du Parti.

Mais, après la conférence, les divergences éclatèrent avec une force accrue. Les opportunistes de droite et les sectaires de gauche s'unirent en un bloc dépourvu de principes, pour lutter contre les dirigeants septembristes, ce qui fut nettement confirmé au cours de la deuxième conférence du Parti.

Par suite des lourdes difficultés d'organisation que traversait le Parti, les délégués à la conférence furent peu nombreux et dans une grande mesure, désignés au hasard. En outre, la formation au sein du Parti, d'une fraction ultra-gauchiste, sectaire et secrète, était déjà assez poussée.

Cette fraction, composée de quelques éléments intellectuels petit-bourgeois, s'efforça de créer artificiellement, par une propagande camouflée, une majorité fractionnaire, afin d'imposer ses vues sectaires et de s'emparer de la direction.

Au cours de débats longs et acharnés, l'esprit du 9 juin et de liquidation de droite fut entièrement et définitivement démasqué et désarmé.

Mais la fraction sectaire ultra-gauchiste, encouragée par les éléments trotskistes et gauchistes de certains autres Partis communistes, ne désarma pas, malgré son vote en faveur de la résolution proposée par les dirigeants septembristes du Parti; immédiatement après la conférence, elle poursuivit, en la renforçant, son action dissolvante.

La conférence fit un effort sérieux pour soumettre à une analyse générale le passé du Parti. Elle indiqua ce qui rapprochait le socialisme des « tesni » du bolchévisme et aida le Parti à évoluer vers ce dernier. Mais, malgré ce pas considérable en avant, elle n'alla pas jusqu'au bout.

Elle ne définit pas clairement la différence fondamentale entre le socialisme des « tesni » et le léninisme, sur les questions de base de la révolution. Elle continua de considérer la bolchévisation du Parti

comme une adaptation des « tesni » aux nouvelles conditions et non pas comme une lutte décisive, pour surmonter les survivances social-démocrates dans le Parti et le réarmer par le marxisme-léninisme.

Relevant que pendant la période d'après-guerre, le Parti « se développait et agissait généralement comme parti révolutionnaire du prolétariat bulgare », la seconde conférence du Parti déclarait « qu'il avait passé successivement des méthodes de l'agitation et de la propagande et des méthodes de lutte économique de la période d'avant-guerre, aux méthodes de l'action révolutionnaire de masse, en s'adaptant aux exigences de l'époque révolutionnaire ».

Il est vrai que la conférence souligna que cette évolution « ne suivait pas une ligne droite, mais s'effectuait en zig-zag et avec hésitation », que la bolchévisation du Parti s'effectuait par « la lutte que se livrent les tendances bolcheviks qui le poussent vers l'avant et les vestiges social-démocrates qui le tirent en arrière ».

Cependant, elle déclarait en même temps « que le socialisme révolutionnaire des « tesni » et l'esprit septembriste se sont unis et forment les deux racines inébranlables du Parti bolchevik du prolétariat bulgare ».

Cette conférence caractérisa l'insurrection de septembre comme « la négation totale de la tactique du 9 juin », comme un profond tournant dans le développement du Parti, qui a posé le fondement de « la rupture définitive et irrévocable avec l'esprit de la social-démocratie et du 9 juin », comme le pas le plus décisif dans la voie de la bolchévisation du Parti.

Dans son analyse de la période de la social démocratie « étroite », la deuxième conférence, sans identifier le socialisme des « tesni » au bolchévisme, mettait l'accent sur ce qui rapprochait ce socialisme du bolchévisme, et non pas sur ce qui les distinguait. Elle ne montrait pas assez clairement tout ce qui les séparait.

En passant en revue cette période, je dois réaffirmer de cette tribune ce que j'ai dit à plusieurs reprises : il est regrettable que nous, les plus proches camarades de lutte de Dimitre Blagoév, ne soyons par parvenus, après sa mort, à effectuer en son temps l'estimation complète et marxiste-léniniste nécessaire de toutes les valeurs du passé révolutionnaire, du Parti et du prolétariat bulgare, pour pouvoir, en utilisant pleinement le grand capital du mouvement révolutionnaire, surmonter plus rapidement et définitivement les restes non-bolchéviks de la période des « tesni ».

C'est justement cette circonstance qui, parallèlement à la difficile situation du Parti, plongé dans l'illégalité, fut exploitée par les différents éléments ultra-gauchistes, pour s'introduire au sein de sa direction, voire y acquérir pour quelque temps la prédominance.

LA LUTTE CONTRE LE SECTARISME DE GAUCHE DANS LE PARTI ET SA SUPPRESSION

Abusant de l'autorité de l'Internationale communiste, se présentant à l'intérieur du Parti comme les meilleurs interprètes de ses décisions, profitant, comme je l'ai déjà dit, des conditions illégales et difficiles dans lesquelles il se trouvait, aidés également par les éléments hostiles, camouflés dans l'appareil du Comité exécutif de l'Internationale communiste, et dans d'autres Partis communistes de cette époque, les sectaires de gauche, Iskrov, Gocho Lambrev, Ilya Vassilev (Boyko) réussirent à organiser, en usant de moyens fractionnaires, la session plénière du Comité central durant l'été 1929 et à s'infiltrer, de fait, dans la direction du Parti.

Ils lancèrent le mot d'ordre « extirper le socialisme des tesni » et engagèrent une lutte hypocrite contre les anciens cadres fidèles au Parti et contre le passé révolutionnaire de celui-ci, le poussant dans la voie funeste de l'isolement des masses.

La passivité de vieux militants jouissant naguère d'autorité dans le pays et qui avaient renoncé à toute activité, favorisa leur entreprise.

La fraction sectaire de gauche devint le principal obstacle à la bolchévisation du Parti.

Au moment où la dictature fasciste, parallèlement aux actes terroristes contre celui-ci, s'efforçait également de le décomposer à l'intérieur, de le décapiter, d'en désorganiser la direction, elle trouva dans les principaux dirigeants de la fraction des sectaires de gauche ses auxiliaires parmi les meilleurs.

En outre, ainsi que le démontrèrent les révélations qui furent faites par la suite en U.R.S.S., sur les agissements des agents étrangers ennemis au sein du Parti bolchevik et dans d'autres Partis communistes, certains de ces dirigeants avaient en effet été au service de tels agents.

Mais, malgré la prépondérance provisoire de la fraction des sectaires de gauche, le Parti possédait suffisamment de forces saines pour diriger les luttes des travailleurs dans les diverses régions du pays, cela au moment où le mouvement ouvrier prenait son essor.

La stagnation, dans laquelle s'était vu plongé le mouvement des ouvriers et des travailleurs, les cruels revers de 1923 et 1925 étaient peu à peu surmontés. En 1927, fut créé le Parti ouvrier, organisation légale de la classe ouvrière.

Les syndicats ouvriers furent également reconstitués. Agissant sous la direction du Parti communiste illégal, ce parti parvint à acquérir, en peu de temps, une grande autorité parmi les masses.

Pendant cette période se déroulèrent des grèves importantes, de grands succès électoraux furent remportés, et tout ce qui pouvait être réalisé légalement fut largement utilisé.

Le Parti grandissait et continuait à marcher hardiment vers l'avant. Il est hors de doute, cependant, que ses succès auraient été beaucoup plus importants, sans l'influence malfaisante de la fraction des sectaires de gauche.

C'est ainsi, par exemple, qu'à la deuxième session plénière, au lieu de porter son attention sur la prise par le Parti de la direction du nouvel essor de la combativité des masses, les sectaires de gauche s'engagèrent dans des analyses scolastiques et étroites sur le passé du Parti et élaborèrent une résolution kilométrique qu'un ouvrier n'aurait pu lire jusqu'au bout.

C'est toujours par la faute de ces sectaires de gauche que notre Parti ne sut pas assurer l'élargissement et la réalisation heureuse de la sérieuse brèche pratiquée dans le front de la dictature fasciste pendant l'été 1930, ainsi que lors du coup d'Etat du 19 mai 1934.

Le cours politique des sectaires de gauche, en réalité un cours trotskiste, n'avait rien de commun avec la ligne de l'Internationale communiste et lui était hostile.

1. A la place d'une appréciation lucide de la situation, sur la base d'une analyse marxiste concrète des forces agissantes, on se contentait de répéter les formules générales de la stratégie et de la tactique léniniste-stalinienne et l'on transposait mécaniquement les solutions adoptées par les autres Partis communistes, sans égard aux conditions concrètes dans notre pays.

Les succès que le Parti enregistra, en dépit de la direction des sectaires de gauche, ceux-ci se les attribuaient et déclaraient que le Parti se trouvait devant la tâche immédiate d'établir en Bulgarie la dictature du prolétariat.

2. Le travail sérieux et opiniâtre, parmi les ouvriers et les paysans, pour populariser les slogans du Parti, préparer la lutte, mobiliser les masses, était remplacé par des phrases « révolutionnaires » et des appels grandiloquents en faveur d'actions « révolutionnaires ».

Le mot d'ordre « d'offensive générale ouverte », « d'occupation des rues », de « la prise des terres » et autres exploits « révolutionnaires » semblables, sont caractéristiques du cours politique des sectaires de

gauche. Le mot d'ordre de la grève politique était à tel point compromis par ces derniers, que l'Internationale syndicale rouge se vit obligée expressément de se déclarer contre son lancement en Bulgarie.

3. La direction effective, basée sur l'adoption consciente, de la part de ses membres et des organisations de masse, des décisions et directives du Parti, laissa place à un commandement mécanique, voire brutal.

L'attitude prise par la direction sectaire de gauche à l'égard du Parti ouvrier légal était fautive et extrêmement nuisible.

Bien que ce Parti ralliât un nombre considérable de membres expérimentés dans le travail au sein des masses, bien que l'influence du Parti communiste s'y exerçât par leur intermédiaire, ces cadres étaient traités comme des cadres de second ordre.

Après le coup d'Etat du 19 mai 1934, lorsque le Parti ouvrier et les autres organisations de masse furent interdits, les sectaires de gauche n'organisèrent aucune résistance et se hâtèrent de déclarer le Parti ouvrier « liquidé par lui-même ».

4. Sous le couvert d'une fautive « bolchévisation », ils affirmèrent que la période des « tesni » était une période « menchévik » et « anti-bolchévik ».

Camouflés en défenseurs de l'insurrection de septembre, ils propagèrent la « critique » trotskiste de cette insurrection, partirent en guerre contre les cadres septembristes du Parti. Les dirigeants sectaires de gauche sabotèrent même la campagne antifasciste internationale, relative au procès de Leipzig.

5. En s'emparant pour quelque temps, avec l'aide de leurs confrères trotskistes de l'extérieur, de la direction intérieure du Parti et en s'identifiant à celui-ci, ces sectaires se constituèrent en une fraction trotskiste clandestine au sein du Parti.

Camouflés en léninistes, utilisant avec duplicité l'autorité de l'Internationale communiste, ils détruisaient les fondements du Parti et compromettaient le mouvement révolutionnaire.

Il faut noter avec reconnaissance que la lutte du Parti pour surmonter le sectarisme de gauche était fermement appuyée par l'Internationale communiste et par son parti dirigeant, le Parti bolchevik, surtout en connexion avec la deuxième session plénière du Comité central, dont les décisions nuisibles furent rejetées par le Comité exécutif de l'Internationale communiste.

La résolution prise en août 1930, par le secrétariat politique de ce Comité exécutif, fut très importante pour notre Parti. Elle aborda les questions fondamentales du mouvement communiste en Bulgarie.

Elle servit de base au rassemblement des cadres sains du Parti pour une politique véritablement marxiste-léniniste. Cette résolution montra clairement ce qu'il y avait de révolutionnaire marxiste dans la période des « tesni », que le Parti devrait non pas rejeter, mais « préserver et approfondir ».

En même temps, la résolution du secrétariat politique montrait avec précision la différence entre le socialisme des « tesni » et le léninisme, sur les questions fondamentales de la révolution prolétarienne.

Elle montra l'insurrection de septembre, comme le tournant décisif dans la bolchévisation du Parti, comme le début de la cristallisation bolchevik au sein de ses cadres, anciens et nouveaux, cristallisation entravée par la lutte insuffisamment conséquente de la direction du Parti contre les reliquats des traditions non-bolchéviks et contre la maladie infantile du gauchisme.

La résolution appela le Parti à surmonter définitivement les survivances de la période du socialisme des « tesni », qui le gênaient dans sa transformation d'agitateur et de propagandiste de la révolution, en organisateur et dirigeant des masses dans leur lutte pour le pouvoir

et qui l'empêchaient de renforcer sa cohésion sur un programme commun, combattant le principal danger : toutes les manifestations de l'opportunisme et de la passivité, ainsi que le sectarisme de gauche.

Le secrétariat politique du Comité exécutif de l'Internationale communiste appela le Parti à la lutte résolue contre le fractionnisme et le danger de décomposition du Parti, qui s'était fait jour.

Le processus de regroupement du Parti sur le programme élaboré par l'Internationale communiste fut entravé par les sectaires de gauche, qui adoptèrent la résolution en paroles ; cependant, ils cachèrent au Parti et à l'Internationale communiste leur désaccord avec cette résolution, entreprenant sa révision dans un esprit étroit.

Le Parti se vit de nouveau placé devant un grave danger, menaçant son existence et son développement.

Pour son salut, il lui était nécessaire d'arracher la direction du Parti des mains des sectaires, de tendre toutes ses forces pour liquider ce cours de gauche et opérer un tournant décisif, passer de la phraséologie révolutionnaire à un travail et à une lutte de masse vraiment bolcheviks.

Seule la prompte condamnation des déformations sectaires dans tous les domaines de l'activité du Parti put aider ce dernier à rétablir ses liens avec les masses, à édifier le front unique populaire et antifasciste, à le rendre capable d'abolir la dictature militaire.

Et malgré les grandes difficultés inhérentes aux conditions de l'illégalité et de la terreur, notre Parti, fort de l'assistance de l'Internationale communiste, a pu mener à bien cette tâche.

LE NOUVEAU COURS, BOLCHEVIK, DU PARTI

Le VII^e congrès de l'Internationale communiste marque un tournant dans la ligne suivie par le Parti; il posa comme tâche primordiale pour

cette période, la lutte contre le fascisme, principal danger pour la classe ouvrière et les travailleurs, pour la paix et la liberté des peuples.

L'arrêt de la progression et la défaite du fascisme requéraient la cohésion de la classe ouvrière et la formation sur cette base d'un front antifasciste puissant.

La création du front uni exigeait des communistes de surmonter dans leurs propres rangs l'esprit de suffisance sectaire, qui était devenu un vice invétéré.

Surestimant la maturité révolutionnaire des masses et sous-estimant l'importance des luttes pour la défense des revendications et des droits des travailleurs, les sectaires alimentaient la passivité face à l'offensive fasciste.

Remplaçant la politique de masse par une propagande abstraite, par l'esprit doctrinaire de gauche, préconisant des mots d'ordre et une tactique stéréotypés, pour tous les pays, sans tenir aucun compte des particularités concrètes dans chacun d'eux, les sectaires retardaient la croissance des Partis communistes, entravaient le déploiement de la lutte et la conquête par eux des larges masses des travailleurs.

Mais, les Partis communistes devaient en même temps se montrer vigilants à l'égard du danger de droite, destiné à grandir avec le front uni, à provoquer des mouvements spontanés, ainsi que l'automatisme, la sous-estimation du rôle du Parti, l'incertitude dans les moments d'action déterminante.

Les décisions du VII^e Congrès de l'Internationale communiste ont eu une influence décisive sur le tournant effectué dans notre Parti et sur sa bolchévisation totale.

Se rapportant aux événements survenus le 19 mai 1934, la résolution de l'Internationale communiste contre la direction sectaire de gauche posait déjà directement la question du remplacement de l'équipe sectaire, qui était absolument incapable de réaliser ce tournant.

Ce changement fut accompli au début de 1935. Dans sa lettre ouverte du 1^{er} octobre 1935, basée sur la résolution de 1934 de l'Internationale communiste, la nouvelle direction du Parti exposa brièvement et clairement la nature du cours opportuniste et sectaire de gauche de ces quelques dernières années, lorsque « des éléments petits-bourgeois, doctrinaires, sectaires et fractionnaires, l'avaient emporté au sein de la direction du Parti et lui avaient imposé ce cours ».

Se basant sur les décisions du VII^e congrès de l'Internationale communiste, la lettre ouverte formulait de la façon suivante les tâches fondamentales du Parti :

Édifier le front antifasciste et populaire uni et l'organisation de la classe ouvrière, tout en fortifiant le Parti sous tous les rapports. La VI^e session plénière du Parti de février 1936 établit de façon judicieuse et conséquente le cours bolchevik du Parti, à la lumière des décisions du VII^e congrès de l'Internationale communiste :

1. La session plénière faisait ressortir que la tâche fondamentale du moment était la création d'un vaste front populaire antifasciste, comprenant toutes les organisations non-fascistes, pour lutter au nom des revendications politiques suivantes : rétablissement de la constitution de Tirnovo, élections législatives, conformément à l'ancienne loi électorale, abolition de tous les décrets et règlements anticonstitutionnels, dissolution de toutes les organisations fascistes. C'est sur ce front et au nom de ces revendications que devaient se rassembler toutes les forces saines du peuple.

En même temps, le Parti proposa à toutes les organisations des travailleurs de mener en commun la lutte pour satisfaire les revendications vitales de ces derniers.

Il se déclara prêt à accorder son appui à un gouvernement populaire antifasciste pour la réalisation de ce programme, bien qu'il estimât qu'une amélioration radicale de la situation des masses et que la défense intégrale des libertés du peuple, de la paix et de

l'indépendance du pays ne pouvaient être assurées que par un gouvernement de forme soviétique.

2. La session plénière approuva entièrement le remplacement des sectaires de gauche à la direction du Parti et son transfert aux partisans convaincus et éprouvés du nouveau cours bolchevik.

En même temps, cette session releva la nécessité d'approfondir la critique du cours sectaire de gauche, afin que les militants en comprennent bien le caractère anti-léniniste et trotskiste, d'effectuer un travail systématique d'éclaircissement sérieux, pour leur permettre d'adopter le nouveau cours du Parti, cela, non seulement en paroles, mais aussi en pratique.

3. La session plénière élaborait des directives détaillées, pour rassembler tous les cadres restés fidèles au Parti, jeunes et vieux ; resserrer leur cohésion et les mobiliser pour un travail pratique, aux fins de renforcer l'unité véritable et consciente du Parti sur des bases marxistes-léninistes autour de son Comité central.

Grâce à ce cours bolchevik nouveau, les liens du Parti avec les masses se rétablirent rapidement, et son rôle dans la vie politique du pays ne fit que croître.

La formation du front populaire antifasciste progressait, non sans difficultés, en dépit de la résistance et du sabotage des leaders de l'aile droite des autres partis non fascistes. Aux élections législatives et municipales, le front populaire antifasciste et principalement le Parti, apparurent comme une grande force politique.

Le principal ennemi contre lequel le front populaire menait la lutte à l'intérieur du pays, était constitué par les promoteurs du fascisme : le gouvernement du roi Boris et le soi-disant mouvement social de Tzankov. Les principaux ennemis extérieurs qui menaçaient la paix et l'indépendance nationale de la Bulgarie, étaient les Etats fascistes : l'Allemagne hitlérienne et l'Italie.

C'est contre cette double menace que le front populaire mobilisa les masses dans la lutte pour la paix, contre les fauteurs de guerre et leurs agents bulgares, pour la défense de l'indépendance nationale de la Bulgarie, pour des relations amicales avec tous les pays voisins, pour la sécurité collective et la défense commune de tous les pays démocratiques, grands et petits, ayant adopté une politique en faveur de la paix et de la démocratie, contre la guerre et le fascisme.

La préparation fiévreuse de l'Allemagne à une nouvelle guerre mondiale, l'agression hitlérienne contre l'Autriche et la Tchécoslovaquie, les efforts des impérialistes allemands, secondés par le monarcho-fascisme bulgare, pour soumettre la Bulgarie et l'englober dans leur « espace vital » et, plus tard, le déclenchement de la guerre mondiale par suite de l'agression contre la Pologne, créèrent, pour les pays balkaniques et la Bulgarie, le danger imminent d'être entraînés dans les hostilités.

Le Parti estimait avec raison que l'Union soviétique continuait à être le seul bastion puissant de la paix dans les Balkans et de l'indépendance des peuples balkaniques.

Partant de ce fait, il proclama que la tâche fondamentale de la politique étrangère de la Bulgarie était la conclusion d'un pacte d'amitié et d'assistance mutuelle avec l'U.R.S.S.

Si toutefois, dans le but de l'entraîner dans la guerre, on mettait la Bulgarie en danger d'être attaquée ou bien si elle était victime d'une agression de la part d'un des deux pays belligérants, le peuple bulgare lutterait de toutes ses forces pour la défense de sa liberté et de son indépendance, en recherchant l'appui de l'Union soviétique.

Dans ces conditions, le Parti orienta ses efforts vers le rassemblement de toutes les forces démocratiques, pour la défense de la paix et de l'indépendance du pays, pour les libertés et les intérêts vitaux des masses, contre la guerre, la réaction et le pillage capitaliste.

La proposition faite au gouvernement bulgare, en décembre 1940, par l'envoyé du gouvernement de l'U.R.S.S., Sobolev, pour la conclusion d'un pacte d'amitié et d'assistance mutuelle entre les deux pays, confirma le bien-fondé de l'attitude du Parti, demandant que la Bulgarie soit orientée vers l'U.R.S.S. et renforça sa position à l'intérieur du pays.

Le Parti devint le centre d'un puissant mouvement populaire en faveur d'un pacte d'amitié avec l'Union soviétique. Seuls, les éléments capitalistes et réactionnaires déclarés des deux camps, les germanophiles et les anglophiles, unis dans leur haine contre l'Union soviétique et le communisme, restaient en dehors de ce mouvement.

La VII^e session plénière du Parti, réunie en janvier 1941, travailla sous le signe de la lutte contre l'entrée de la Bulgarie dans la guerre.

Le Parti se rendait compte que le gouvernement fasciste du roi Boris, rejetant la proposition soviétique, rattachait définitivement notre pays à l'Allemagne hitlérienne, chose qui ne pouvait qu'accroître pour lui le danger de guerre.

Il déploya au sein des masses une campagne encore plus énergique en faveur du pacte avec l'Union soviétique et contre la participation de la Bulgarie.

L'agitation gagna les soldats mobilisés à la frontière, l'insubordination apparut dans l'armée.

Des mots d'ordre de retour au foyer, contre l'entrée de la Bulgarie dans le conflit aux côtés de l'Allemagne nazie, furent lancés.

Il devint clair aux occupants hitlériens et à leurs agents bulgares, que notre pays ne représentait pas des arrières sûrs, que leur politique criminelle ne pourrait trouver l'appui du peuple bulgare.

La lâche agression de l'Allemagne hitlérienne contre l'Union soviétique, le 21 juin 1941, modifia de fond en comble la conjoncture

internationale. Entreprise sous la forme d'une collision entre deux camps impérialistes, la seconde guerre mondiale se transforma en guerre libératrice des peuples, avec l'U.R.S.S. en tête, contre l'attaque hitlérienne. Notre Parti adopta une position résolue à l'égard du bloc germano-fasciste et de ses agents chez nous.

Dès le 22 juin, le Comité central du Parti fit paraître un appel au peuple bulgare, où il était dit :

L'histoire ne connaît pas une guerre plus criminelle, une guerre plus impérialiste et plus contre-révolutionnaire que celle entreprise par le fascisme contre l'Union soviétique. Et vice versa, il n'est de guerre plus juste et plus progressiste que celle menée par les peuples soviétiques contre l'invasion fasciste, une guerre de l'issue de laquelle dépend le sort de toutes les nations. Une guerre aussi juste ne saurait ne pas gagner les sympathies et l'appui de tout ce qu'il y a d'honnête et de progressiste dans le monde. Devant le peuple bulgare, dont l'énorme majorité nourrit un amour sans bornes envers le peuple soviétique fraternel et place en lui toutes ses espérances en un avenir meilleur, se dresse la tâche colossale de ne permettre, en aucune façon, que son territoire et son armée soient utilisés à des fins de brigandage par le fascisme allemand.

Soyez vigilants et opposez-vous de toutes les manières, le plus énergiquement, aux mesures que le gouvernement entreprendra pour nous entraîner dans la guerre ou pour mettre notre pays au service des bandits fascistes ! Pas un grain de blé bulgare, pas un morceau de pain aux fascistes et pillards allemands. Pas un seul Bulgare à leur service !

Déjà dans cet appel, le Comité central caractérisait l'agression hitlérienne contre l'U.R.S.S. comme

une aventure insensée, dans laquelle Hitler se casserait inmanquablement la tête.

Le 24 juin, le bureau politique du Parti s'orienta vers la préparation du peuple bulgare à une lutte armée, dirigée contre les occupants

hitlériens et leurs agents chez nous.

Une commission militaire spéciale fut déléguée à cet effet.

On procéda à la formation de groupes armés de combat, pour des actes de diversion et de sabotage ; leur tâche consistait à désorganiser les communications allemandes, à détruire les entreprises et dépôts servant aux hitlériens.

Le Parti organisa également le sabotage de la production.

Dans de nombreuses entreprises importantes, il en résulta une diminution de 40 à 50 %.

Le Parti organisa d'autre part une campagne pour que les paysans dissimulent leurs produits.

Il formula le mot d'ordre d'attaquer les unités et les bases nazies et de créer dans le pays un climat d'insécurité pour les Allemands et leurs agents bulgares, visant à désorganiser et paralyser leur effort de guerre.

Le Parti s'orienta en même temps vers une recrudescence de son travail dans l'armée, en lançant le mot d'ordre : « Pas un soldat sur le front oriental ! ».

En outre, le mot d'ordre de fraterniser avec les partisans yougoslaves et de gagner leurs rangs, fut lancé parmi les soldats du corps d'occupation en Yougoslavie.

Les premiers détachements de maquisards surgirent en 1941 déjà, dans les districts de Razlog, Batak, Karlovo, dans la partie orientale du massif de la Sredna-Gora, dans les environs de Sevliévo, Gabrovo, etc.

Cette lutte causait de nombreuses victimes et beaucoup de souffrances: des dizaines de combattants furent fusillés ou pendus.

Dans les villes et les villages, les gendarmes exposaient les têtes

coupées des partisans ; les prisons et les camps de concentration étaient comblés. Mais, malgré la terreur féroce, la lutte ne faisait que s'étendre.

Au fur et à mesure que les revers de l'armée allemande s'accumulaient sur le front de l'Est et qu'apparaissait toujours plus clairement la perspective de sa défaite inévitable, les conditions pour le rassemblement de toutes les forces saines et patriotiques du peuple dans un Front de la Patrie, devenaient de jour en jour plus favorables. Ses fondements furent jetés sur l'initiative de notre Parti, vers le milieu de l'année 1942, par la publication de son programme.

Le programme du Front de la Patrie déclarait sans ambages que le plan hitlérien de domination mondiale finirait inévitablement par la débâcle de l'Allemagne hitlérienne et que la politique du gouvernement du roi Boris, qui avait transformé la Bulgarie en une vassale de Hitler, était une politique antinationale qui menait le pays vers la catastrophe.

Par conséquent, le devoir suprême du peuple bulgare, de son armée et des intellectuels patriotes était de s'unir en un puissant Front de la Patrie, pour sauver le pays.

Le programme demandait de rompre immédiatement l'alliance criminelle de notre pays avec l'Allemagne hitlérienne ; de chasser les conquérants allemands de son territoire ; de sauvegarder les richesses nationales et le travail du peuple du pillage étranger ; de dissoudre et de mettre hors d'état de nuire les organisations fascistes ; de rétablir, développer et consolider les droits politiques des larges masses des travailleurs ; d'arracher l'armée des mains de la clique monarcho-fasciste et de la transformer en une armée populaire ; tout ceci pour associer les efforts matériels et moraux des Bulgares à ceux des autres peuples, sous la direction de l'Union soviétique, pour la défaite définitive des impérialistes allemands.

Le programme en appelait à toutes les forces antifascistes pour s'unir dans le Front de la Patrie, pour former un gouvernement du Front de la

Patrie, pour assurer l'essor politique et économique de notre pays, en tant que nation libre et indépendante, liée indissolublement à la grande Union soviétique et en collaboration avec tous les autres peuples épris de liberté.

Le Parti estimait que toutes les questions vitales pour le présent et l'avenir des travailleurs et de toute la nation étaient indissolublement liées à la lutte pour l'écrasement du fascisme chez nous.

Sans la défaite du régime réactionnaire, le pays ne pouvait être détaché du camp hitlérien et sauvé d'une catastrophe et d'un retour de dizaines d'années en arrière.

Plus la fin ignominieuse et inévitable de l'Allemagne nazie devenait évidente, plus les larges masses de la population prenaient conscience de ce que le régime fasciste bulgare, lié à vie et à mort à la politique esclavagiste de Hitler, était le principal danger qu'il fallait écarter au plus vite.

Dans la situation nationale et internationale d'alors, la libération du pays des chaînes du fascisme s'affirmait comme la tâche centrale de la classe ouvrière, des travailleurs des villes et des campagnes, de toutes les forces vraiment démocratiques et patriotiques de la Bulgarie.

Tel était le programme national-démocratique et pratique de notre Parti, pendant la guerre de libération du pays du fascisme et de l'occupation allemande.

Ce programme trouva le plus large écho, groupa la grande majorité du peuple sous le drapeau du Front de la Patrie ; sa réalisation devint une œuvre nationale.

Le Parti en considérait l'exécution comme une étape inévitable et décisive pour le développement ultérieur de notre pays, dans la voie de profondes transformations politiques, économiques et sociales.

Armé de ce programme de combat, le Parti tendit toutes ses forces,

afin d'organiser rapidement un front vraiment patriotique, sous la forme d'un large mouvement populaire, pour le déploiement de la résistance sur une vaste échelle.

Pendant la seconde moitié de 1942 déjà, l'activité générale des masses dans la lutte contre les occupants hitlériens et leurs instruments bulgares, s'était sensiblement accrue.

En plusieurs endroits, les petits groupes de partisans se transformèrent en détachements organisés, qui trouvèrent un large appui au sein du peuple.

Mémorables resteront les combats héroïques de l'hiver 1942-1943, que les détachements de maquisards de la région de la Sredna-Gora soutinrent avec succès contre une armée de 20.000 hommes.

Sur la décision du Comité central, le pays fut divisé, en mars et avril 1943, en douze zones opératives, placées sous un commandement militaire général.

Les raids des partisans contre les Allemands et les fascistes dans les villes et les villages étaient accompagnés généralement d'un large travail politique dans la population.

Et plus les hordes hitlériennes subissaient de défaites sur le front de l'Est, surtout après Stalingrad, plus la combativité des maquisards se renforçait, plus leur mouvement entraînait les masses dans toutes les parties du pays.

A la fin de 1943 et au début de 1944, une armée de plus de cent mille soldats et gendarmes fut engagée dans la lutte contre le mouvement des partisans.

Et si Hitler et le roi Boris ne réussirent pas à envoyer un seul soldat bulgare sur le front oriental, cela tint, avant tout, au fait que le gros de l'armée bulgare était engagé dans la lutte contre le maquis, chez nous et en Yougoslavie.

Ce fut là incontestablement une période héroïque, qui mit à l'épreuve notre Parti et notre peuple.

On peut affirmer que notre Parti, aidé très activement par l'Union de la Jeunesse ouvrière, en dépit des pertes énormes, de la terreur féroce, des hésitations opportunistes et de la réticence de certains militants, sortit de cette épreuve avec honneur.

Cette période restera gravée dans l'histoire de notre Parti qui peut, à juste titre, s'enorgueillir des dizaines de milliers de partisans et partisanses héroïques, qu'il sut organiser et mener à la lutte armée contre l'occupant allemand et les fascistes bulgares.

L'essor du mouvement maquisard, aidé par l'avance victorieuse de l'Armée rouge et l'échec des tentatives des fascistes pour l'écraser, relevait le moral du peuple et renforçait sa foi en la victoire finale. En même temps, il encourageait et stimulait nos alliés du Front de la Patrie.

Ce dernier marquait des progrès dans la lutte, tant pour la défense des intérêts immédiats des travailleurs que contre le pillage de la Bulgarie et son asservissement par les impérialistes germano-fascistes. Sa force motrice, c'était notre Parti, mais son activité entraînait aussi d'autres partis et organisations non-fascistes.

Les graves et irréparables défaites infligées aux hordes allemandes sur tous les fronts, la marche foudroyante des armées soviétiques vers l'Allemagne, la capitulation de l'Italie fasciste, l'approche du IV^e front ukrainien des frontières de la Bulgarie, précipitèrent la débâcle du Reich hitlérien.

Chez nous, les agents allemands et la clique monarcho-fasciste au pouvoir, furent plongés dans la confusion et la décomposition. Leur tentative de noyer dans le sang le mouvement des partisans s'effondra.

Leur effort en vue de diviser le Front de la Patrie échoua également.

Pour prévenir l'insurrection générale qui couvait, le gouvernement monarcho-fasciste de Bagrianov, et plus tard, celui de Mouraviev-Guitchev, adressèrent au Quartier général anglo-américain la proposition d'une capitulation sans conditions de la Bulgarie, espérant qu'avec l'occupation anglo-américaine du pays, la réaction bulgare pourrait s'assurer l'impunité et sauver les fondements menacés du régime monarcho-capitaliste.

Mais ce plan se brisa contre l'avance foudroyante des armées soviétiques et la vigilance de notre Parti.

Le 26 août 1944, le Comité central s'adressa à toutes les organisations, comités directeurs et membres du Parti, par la circulaire historique n°4, dans laquelle il posa pour tâche le renversement immédiat, par une insurrection armée, de la régence fasciste et du cabinet Bagrianov, ainsi que la formation du gouvernement du Front de la Patrie. Dans cette circulaire, il était dit entre autres :

Les douze coups de minuit ont sonné pour la Bulgarie ! Son sort dépend, à l'heure actuelle, exclusivement du peuple et des militaires patriotes. Donner un jour de plus à la régence et au gouvernement usurpateur pro-allemand de Bagrianov, prolonger l'alliance avec les Allemands, signifie la perte de notre patrie.

Une tâche impérieuse se pose devant le Parti, le Front de la Patrie, le peuple bulgare tout entier et l'armée : se lever courageusement, de toutes leurs forces, pour une lutte armée décisive.

Le Front de la Patrie doit appeler le peuple et l'armée à cette lutte. Le Front de la Patrie est la seule force politique qui peut et doit sauver le pays, par une action immédiate, audacieuse et résolue.

Le même jour, le Quartier général de l'Armée populaire insurrectionnelle ordonna :

D'entreprendre à la base une action simultanée et de procéder partout à la formation des organes d'autorité du pouvoir du Front de la Patrie. Diriger les principaux coups vers les centres administratifs, surtout là

où l'on peut compter sur l'appui d'unités de l'armée.

Avec pleine conscience en sa mission historique, à la tête du prolétariat, le Parti utilisa toute l'expérience de son passé de combat, toutes les leçons de ses victoires et de ses défaites, déploya toutes ses forces et son énorme autorité, s'appuya sur l'aide décisive de la glorieuse Armée soviétique, pour soulever le peuple bulgare uni au sein du Front de la Patrie, et le jeter dans une lutte armée audacieuse, afin de détruire le rempart le plus redoutable du capitalisme : la dictature monarcho-fasciste.

Lorsque, le 7 septembre, les armées soviétiques pénétrèrent en territoire bulgare, l'insurrection armée avait atteint son point culminant.

La grève générale des mineurs de Pernik, celle du personnel des tramways et les manifestations de rues à Sofia, les grèves générales à Plovdiv et Gabrovo, la prise des prisons à Plévène, Varna et Slivène, étaient accompagnées de la libération de nombreuses villes et villages par le maquis.

Sous la poussée irrésistible des armées soviétiques, les hordes allemandes quittaient le pays en hâte, les soldats bulgares refusaient d'exécuter les ordres des officiers réactionnaires et passaient aux partisans. La victoire de l'insurrection était assurée.

Le 9 septembre, sous le choc puissant des masses populaires unies, aidées par les détachements d'insurgés, ainsi que par les soldats et officiers révolutionnaires, la dictature odieuse des monarcho-fascistes fut renversée. Le premier gouvernement populaire de Bulgarie, le gouvernement du Front de la Patrie, fut formé.

Mais il faut bien souligner une fois encore que le plus grand mérite à la victoire de l'Insurrection du 9 septembre, pour la libération de notre Patrie du joug fasciste allemand, revient à l'héroïque Armée soviétique et à son chef génial, le généralissime Staline. Le Parti, la classe ouvrière et tout notre peuple travailleur leur portent un sentiment de

gratitude éternelle.

II — LE SOULÈVEMENT DU 9 SEPTEMBRE 1944 A OUVERT LA VOIE À LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME DANS NOTRE PAYS

DU 9 SEPTEMBRE 1944 AUX ÉLECTIONS A LA GRANDE ASSEMBLÉE NATIONALE

L'Insurrection populaire armée du 9 septembre représente un tournant historique dans le développement de notre pays.

Le 9 septembre 1944, le pouvoir politique fut, chez nous, enlevé à la bourgeoisie capitaliste, à la minorité exploitrice monarcho-fasciste et passa aux mains de la grande majorité du peuple, des travailleurs des villes et des villages, la classe ouvrière et son avant-garde communiste jouant un rôle actif et dirigeant.

Ayant remporté la victoire, avec l'aide décisive de l'héroïque Armée soviétique, l'Insurrection du 9 septembre a ouvert la voie à la construction du socialisme dans notre pays.

La concordance entre l'Insurrection antifasciste du 9 septembre 1944 et la marche triomphale de l'Armée soviétique à travers les Balkans non seulement assura la victoire de l'Insurrection, mais lui donna une grande ampleur.

La haine contre le fascisme, accumulée deux décades durant, la résolution avec laquelle les masses travailleuses tenaient à régler leurs comptes avec lui, jaillirent irrésistiblement et balayèrent d'un seul coup le régime réactionnaire.

L'appareil policier bourgeois-fasciste, destiné à opprimer les

travailleurs, fut détruit en quelques jours.

L'on procéda dès le 9 septembre déjà, à la formation de la milice, force armée appelée à écraser la résistance des éléments ennemis et à défendre les conquêtes de l'insurrection populaire.

La clique des grands capitalistes, groupée autour de la monarchie et étroitement liée à l'impérialisme allemand, fut renversée.

Le pouvoir de l'Etat passa aux mains de l'union de combat des ouvriers, paysans, artisans et travailleurs intellectuels, unis au sein du Front de la Patrie, sur l'initiative et sous la direction de notre Parti.

Un changement radical fut apporté au caractère du pouvoir de l'Etat : l'institution servant à l'oppression et à l'exploitation des masses, au profit des classes capitalistes, s'écroula et un pouvoir populaire, instrument de la destruction du capitalisme, de l'affranchissement graduel des travailleurs de toute exploitation, se formait.

Il est vrai qu'au 9 septembre 1944, l'ancienne machine de l'Etat bourgeois ne fut pas entièrement détruite. Dans le gouvernement formé à ce moment, les communistes étaient en minorité.

De très importants postes dans l'Etat se trouvaient aux mains de gens, qui s'avèrent par la suite peu sûrs, voire hostiles à l'égard du Front de la Patrie. Mais le Parti était l'âme et la force motrice du mouvement populaire antifasciste.

A la base, l'autorité se trouvait, en fait, aux mains des comités du Front de la Patrie. Notre Parti détenait le portefeuille de l'Intérieur, et contrôlait l'institution nouvellement créée des officiers politiques dans l'armée.

Cela, dans l'intérêt général, étant donné que lui seul était à même d'organiser l'écrasement définitif de la clique monarcho-fasciste renversée, d'assurer l'ordre intérieur et la participation efficace de l'armée, en pleine réorganisation, à la guerre patriotique.

Sa force et son influence prédominantes au sein du peuple, ainsi que sa position dans les comités du Front de la Patrie, lui assuraient la possibilité d'exercer, en fait, son rôle dirigeant dans le gouvernement, de mener avec succès la lutte tant contre les éléments fascistes et réactionnaires, que contre leurs amis dans les rangs du Front de la Patrie.

Ainsi que nous l'avons relevé en d'autres occasions, des hommes nouveaux, issus de la classe ouvrière, du peuple, prirent place à la tête du pouvoir. Les énormes masses, opprimées jusque-là sous la botte de la dictature fasciste, s'éveillèrent à la vie active et, sous la direction du Parti, adhérèrent aux nombreux organismes qui gèrent la vie politique, sociale, économique et culturelle du pays.

Un nouvel Etat se constituait, un Etat populaire démocratique, appelé à se développer et à se perfectionner de plus en plus.

Bien que les tâches immédiates de l'insurrection du 9 septembre eussent été démocratiques, cette insurrection n'a pas pu ne pas ébranler à sa base même le système capitaliste et ne pas dépasser les cadres de la démocratie bourgeoise.

Cette particularité principale du soulèvement découle du fait que la suppression du fascisme, la garantie des droits démocratiques des travailleurs, leur consolidation et leur développement ne peuvent être établis, sans porter atteinte à la domination capitaliste.

Car, le fascisme n'est rien d'autre qu'une dictature terroriste, sans frein, du grand Capital. Il ne peut être radicalement supprimé, si l'on ne touche pas à la domination des capitalistes ; les droits démocratiques des travailleurs ne peuvent être garantis, si le grand Capital conserve sa toute-puissance politique et économique.

Voilà pourquoi l'Insurrection populaire du 9 septembre, portant au premier plan les tâches d'un caractère démocratique, ainsi que le grand devoir national : la participation de notre peuple à la guerre, pour la

défaite définitive de l'hitlérisme, ne pouvait que diriger plus tard son glaive contre la domination du capitalisme, elle ne pouvait que lui porter d'autres coups sérieux et préparer les conditions de sa suppression, de l'abolition de ce système en général et le passage de la nation au socialisme.

Mais, pour transformer ces possibilités en une réalité, notre Parti devait mener une lutte sérieuse et pénible. Il fallait tout d'abord consolider la victoire du 9 septembre.

Le Parti devait bien comprendre la situation dans laquelle l'insurrection s'était produite, les principales mesures qui s'imposaient, les tâches qui pouvaient être immédiatement réalisées.

L'Insurrection du 9 septembre s'est déroulée dans les conditions des hostilités contre l'Allemagne hitlérienne, qui se poursuivaient encore. Il n'y a aucun doute que les exigences de la guerre primaient tout. Il ne fallait donc rien entreprendre, qui pût nuire aux opérations militaires.

Dans le jugement porté sur l'activité de notre Parti pendant la période du développement du pays, qui va du 9 septembre à la fin de la guerre et à la signature du traité de paix, on ne devrait nullement perdre de vue cette circonstance importante, ni le fait que notre pays, en tant qu'ex-satellite de l'Allemagne hitlérienne, se trouvait sous le contrôle d'une commission spéciale interalliée, où siégeaient des représentants anglo-américains, hostiles au gouvernement populaire.

D'autre part, dans l'intérêt de sa propre existence nationale et de la sauvegarde de ses libertés, la Bulgarie se devait de participer aux hostilités contre l'Allemagne hitlérienne, aux côtés et sous la direction de l'Union soviétique.

Ceci imposait une analyse réaliste de la situation, tant internationale qu'intérieure. Il ne fallait s'attaquer qu'aux questions les plus mûres, ne pas brûler les différentes étapes du développement de la lutte menée par la classe ouvrière et les travailleurs des villes et des campagnes

contre le capitalisme. Sous ce rapport, notre Parti avait pleine conscience de ses responsabilités historiques devant les ouvriers et tous les travailleurs.

Lors du 9 septembre, notre Parti lança le mot d'ordre de pousser à son maximum la cohésion de toutes les forces démocratiques et patriotiques du peuple, au nom de l'écrasement décisif et impitoyable de la clique monarcho-fasciste pour la mobilisation de toutes les ressources matérielles et morales de la nation, ainsi que leur participation organisée à la lutte commune des peuples épris de liberté, sous l'égide de l'Union soviétique.

Telle fut la tâche capitale posée par notre Parti au lendemain du 9 septembre et, comme il est notoire, cette tâche fut accomplie avec succès.

La Bulgarie apporta, dans la mesure de ses forces son tribut à la libération des Balkans des occupants hitlériens, à la victoire définitive sur ces derniers.

« *Tout pour le front, tout pour la victoire* », tel fut le principal mot d'ordre lancé par le Parti, le Front de la Patrie et l'Etat, au cours de cette période ; tous les autres problèmes lui étaient subordonnés. Le Parti luttait contre tout écart de ce mot d'ordre.

Il se déclara catégoriquement opposé aux tendances gauchistes dans ses différents groupes, à l'impatience de certains camarades, estimant qu'il devait s'attaquer immédiatement aux transformations socialistes.

La ligne du rassemblement maximum de toutes les forces antifascistes, démocratiques et patriotiques du peuple, y compris de quelques éléments anti-allemands de la bourgeoisie, au nom de la défaite complète de la clique fasciste, de la participation victorieuse à la guerre antihitlérienne, de la sauvegarde de l'indépendance nationale, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Etat, était la seule politique judicieuse. Son succès constituait la condition préalable à la

conservation et au développement ultérieur des acquisitions historiques de l'insurrection populaire du 9 septembre. Elle permettait au Parti de se lier aux masses les plus larges du peuple, de renforcer ses positions, d'isoler les ennemis de l'insurrection et du pouvoir populaire.

Cette ligne politique a été appliquée avec fermeté et persévérance par notre Comité central.

Les forces fascistes déclarées reçurent un coup écrasant durant cette période. Les principaux représentants du fascisme et de la politique pro-allemande, coupables d'avoir conclu l'alliance criminelle avec les impérialistes hitlériens et d'avoir placé le pays devant une troisième catastrophe nationale, furent sévèrement châtiés.

Leurs organisations furent dissoutes. Les groupements sociaux, politiques, économiques et culturels des travailleurs prirent un essor sans précédent.

De nombreuses et importantes réformes démocratiques furent réalisées. Les femmes reçurent des droits égaux à ceux des hommes et la possibilité de participer activement à la vie sociale, économique et culturelle de l'Etat. Un vaste champ d'activité et de développement fut ouvert à la jeunesse.

L'Etat accorda aussi l'égalité des droits aux minorités nationales et prit leurs écoles à sa charge.

Une loi sur la réforme agraire, réduisant les domaines agricoles privés à 20 hectares (excepté dans la Dobroudja, où le maximum a été fixé à 30 hectares), fut mise en application.

Une loi sur la confiscation des biens illicites fut votée. Des initiatives importantes assurant à l'armée son caractère populaire furent réalisées, notamment la création de l'institution des officiers politiques : les postes d'officiers politiques furent confiés aux fils éprouvés du peuple, ayant combattu le fascisme.

On a procédé à la réorganisation de l'appareil de l'Etat sur de nouveaux principes populaires.

On a stabilisé les droits et les libertés démocratiques des larges masses. Ces réformes, et d'autres encore, furent consacrées par l'abolition de la monarchie et la proclamation de la République populaire.

Au cours de cette période, les efforts sur le front économique étaient dirigés principalement vers le redressement de l'économie nationale ruinée par la guerre, cruellement pillée par les Allemands et éprouvée par deux années de sécheresse.

Des transformations sérieuses ne figuraient pas et ne pouvaient figurer à l'ordre du jour au cours de cette période.

La guerre non achevée, la situation internationale non réglée du pays, nanti d'une commission interalliée de contrôle, commission à laquelle participaient des représentants britanniques et américains, voilà qui ne permettait pas de toucher sérieusement à la base économique de la réaction.

Les grandes entreprises industrielles, bancaires et commerciales, restaient entre les mains des capitalistes et propriétaires privés.

En fait, les capitalistes n'étaient déjà plus les maîtres absolus de leurs entreprises et de leurs avoirs, comme dans le passé. Des contrôles publics et de l'Etat furent instaurés sur leur activité. Le rôle social des syndicats ouvriers s'accrut considérablement.

Mais, bien que le pouvoir des capitalistes fût limité, ces derniers continuaient à être les patrons de leurs entreprises et en profitaient pour entraver, plus ou moins, d'une façon ou d'une autre, le développement de la production et des initiatives gouvernementales.

Disposant d'une base économique, ils avaient la possibilité d'exercer une certaine pression sur le pouvoir public. Une lutte sérieuse était

nécessaire pour chasser définitivement ces éléments de leurs positions politiques et économiques.

Le coup porté à la clique fasciste le 9 septembre fut tellement écrasant que la bourgeoisie se tint quelque temps tranquille. Mais cela ne signifiait nullement qu'elle eût renoncé à son intention de ramener le pays en arrière.

S'appuyant sur sa base économique et sur l'aide que les milieux réactionnaires anglais et américains lui accordaient, la bourgeoisie capitaliste s'efforça bientôt de réaliser ses intentions. Elle avait ses hommes dans le Front de la Patrie, des éléments réactionnaires, camouflés dans quelques-uns des partis, appartenant à cette organisation.

Ne se décidant pas encore à lutter ouvertement contre le pouvoir populaire, elle utilisa ces derniers éléments.

Peu après le 9 septembre, ceux-ci engagèrent une lutte acharnée contre le Parti ouvrier, contestèrent son rôle dirigeant, déployèrent tous leurs efforts pour désorganiser la production, pour entraver l'application des initiatives gouvernementales, afin de compromettre le Parti, affaiblir le Front de la Patrie, bref, préparer les conditions favorables à la réaction politique.

Notre Parti dut organiser les masses des travailleurs, pour riposter d'une façon décisive aux efforts conjugués de la réaction intérieure et internationale, dirigés contre les conquêtes du 9 septembre.

Il dut faire preuve d'une vigilance accrue, d'une grande habileté de manœuvre, de tact et de résolution, pour vaincre dans cette lutte complexe. Sous la conduite de son Comité central, notre Parti s'acquitta de sa tâche avec honneur.

Pendant cette période, en tant que dirigeant du Front de la Patrie, des travailleurs et de tout notre peuple, il se montra à la hauteur de la situation.

Les travailleurs de notre pays se rappellent avec quelle énergie et fermeté le Parti les appela à manifester dans les rues contre le fameux quatrième arrêté des partisans de Damian Veltchev, au moyen duquel les éléments réactionnaires, dans le gouvernement et dans le Front de la Patrie, voulaient sauver du verdict populaire les bourreaux du peuple, camouflés dans l'armée, et les tenir en réserve pour le coup d'Etat qu'ils se proposaient d'effectuer.

En même temps, notre Parti démasqua le prétendu chef « agrarien », l'agent étranger Guéméto, en qui les milieux réactionnaires américains plaçaient de grands espoirs, dans leur lutte contre le pouvoir populaire.

Guéméto essaya de créer un bloc de tous les éléments réactionnaires au sein même du Front de la Patrie et de les opposer ouvertement à notre Parti.

Ces éléments entreprirent une action pour supprimer les comités du Front de la Patrie, qui, selon eux, avaient fait leur temps, pour transformer cette organisation en une coalition ordinaire de partis, contre la participation de la Bulgarie à la guerre.

Ils entreprirent une lâche propagande contre la milice et contre les tribunaux populaires, prêchant et prônant le défaitisme dans le pays et au front.

Notre Parti sut démasquer, aux yeux des masses, Guéméto et sa politique.

Il parvint à isoler et à détruire ce repaire ennemi, en resserrant ses liens et en renforçant sa collaboration avec les forces saines du Front de la Patrie, et plus particulièrement celles de l'Union agrarienne.

En peu de temps, le fameux Guéméto (G. M. Dimitrov) se trouva comme un général sans armée ; conquis par le peuple, il chercha refuge à la légation des U.S.A. à Sofia et s'enfuit en Amérique.

Les débuts malencontreux et la faillite de ce principal agent chez nous

des impérialistes américains et anglais, obligèrent ceux-ci à rechercher d'autres hommes de main.

Avec la fin de la guerre, la pression des milieux réactionnaires anglo-américains s'accrut sur notre pays. C'est sur leurs ordres que les hommes de Nicolas Petkov et Grigor Tchekmédjiev se séparèrent du Front de la Patrie et formèrent une opposition antinationale forcée, un instrument non déguisé de l'impérialisme américain.

La situation internationale du pays non encore réglée, l'intervention ouverte des impérialistes d'outre-Atlantique dans les affaires intérieures du pays, l'ajournement des élections fixées au 26 août 1945, les grandes difficultés économiques, alimentaires et autres, causées par le pillage allemand et les destructions de la guerre, créèrent une situation favorable aux états-majors de l'opposition, à leur entreprise de sabotage et de décomposition dirigée contre le Front de la Patrie.

Malgré cela, l'opposition antipopulaire subit une lourde et écrasante défaite. La campagne, destinée à boycotter les élections à l'Assemblée nationale, échoua piteusement.

Plus tard, lors des élections pour l'Assemblée constituante, bien que l'opposition ait eu recours aux chantages les plus ignominieux, aux menaces d'intervention étrangère, à la démagogie, aux mensonges et aux calomnies contre les communistes, en déformant le programme du Front de la Patrie, celui-ci remporta une brillante victoire, et recueillit 70 % des suffrages.

Notre Parti en obtint à lui seul plus de 50 % et la majorité des sièges. Les résultats du scrutin ont prouvé que les masses travailleuses accordent toute leur confiance à notre Parti et fondent en lui leurs espoirs, en tant que force dirigeante dans le gouvernement du pays et dans sa transformation socialiste.

Les élections régulières et libres, avec suffrage universel, égal pour tous et secret, consacrèrent définitivement, et cela aussi par la voie

parlementaire, le rôle dirigeant de notre Parti dans le Front de la Patrie, ainsi que dans tous les domaines de notre vie nationale. Le Parti pouvait avancer toujours plus fermement et plus sûrement sur la voie ouverte par l'Insurrection populaire du 9 septembre.

Malgré les manœuvres de l'opposition, le traité de paix fut signé. Les relations diplomatiques avec l'Angleterre et les Etats-Unis furent rétablies.

Le vaste travail politique, entrepris par le Front de la Patrie, pour gagner les paysans et les citadins, abusés par l'opposition, finit par isoler complètement celle-ci des travailleurs. Séparés du peuple et méprisés par lui, ses chefs s'orientèrent vers les complots pour renverser le gouvernement par la violence, avec l'aide de l'étranger, ce qui conduisit plus tard l'Union pseudo-agrarienne de Nicolas Petkov à sa perte.

C'est sous la direction de notre Parti que furent découverts et énergiquement réprimés de nombreux complots réactionnaires. La conjuration de Damian Veltchev fut dévoilée et liquidée. L'armée fut graduellement épurée des officiers réactionnaires.

Notre Parti mena jusqu'au bout la lutte, contre l'opposition désireuse de restaurer le passé, en travaillant à la plus grande unité de toutes les forces démocratiques et patriotiques saines, groupées sous le drapeau du Front de la Patrie.

Il mit complètement à jour la trahison envers la nation, commise par ces agents étrangers qu'étaient les chefs de l'opposition.

C'était là une lutte de classes aiguë. Les ennemis de la classe ouvrière étaient aussi ceux de la nation. En même temps, le Parti mettait tout en œuvre pour renforcer les positions de cette classe, pour consolider l'union entre les ouvriers et les paysans, pour resserrer les rangs du Front de la Patrie.

Le Parti considérait qu'à l'avenir aussi, il devait marcher à la tête de

l'armée politique croissante de cette organisation, en utilisant avec discernement les forces et les possibilités de ses divers unités et éléments, au profit du développement démocratique et progressiste du pays.

Il savait bien que des groupes isolés, des hésitants, dépourvus d'esprit de suite, quitteraient les rangs de cette armée, avec le caractère nouveau des futures tâches du Front de la Patrie.

Il comprenait clairement qu'il fallait, à l'intérieur même, mener une lutte conséquente contre les agents du fascisme et de la réaction capitaliste.

Mais le Parti savait aussi que, dans le processus du travail et de la lutte commune sous sa direction, les différents détachements de cette armée se connaîtraient et se rapprocheraient davantage, qu'ils renforceraient toujours plus la cohésion du Front de la Patrie, que son autorité et son rôle directeur ne cesseraient de grandir en son sein.

Personne ne doute maintenant que la politique de notre Parti pour une union maximum de toutes les forces démocratiques et patriotiques, sous le drapeau du Front de la Patrie, renforça les positions de la classe ouvrière, conduisit à la victoire complète du peuple sur la réaction et assura la réalisation du programme du Front de la Patrie.

Le rôle dirigeant de la classe ouvrière trouva aussi son expression dans la composition du nouveau gouvernement populaire, formé après les élections à la Grande Assemblée nationale.

Les principaux postes de commande dans l'Etat furent occupés par des communistes et par des membres éprouvés du Front de la Patrie.

Ce dernier se consolida lui aussi.

Les éléments de droite (les Damian Veltchev, Youroukov et autres) en furent chassés. Notre principale alliée, l'Union agrarienne, écarta, sous la direction de ses chefs éprouvés, fidèles à l'œuvre du Front de la

Patrie, ses adhérents hésitants et à double face, elle se déclara clairement et sans ambiguïté en faveur de l'alliance de combat entre ouvriers et paysans, pour la construction du socialisme et la réorganisation socialiste de l'agriculture sur la base des fermes coopératives, pour une politique suivie de limitation et de liquidation des éléments koulaks, exploités au village. La confiance, la connaissance et le rapprochement mutuels entre les partis du Front de la Patrie se renforcèrent.

L'assaut de la réaction intérieure et internationale fut ainsi repoussé. La lutte se termina par la victoire de la classe ouvrière, du peuple.

Une étape, extrêmement importante, semée des luttes, rudes et acharnées, menées par notre Parti et le Front de la Patrie, pour la défense des conquêtes historiques de l'insurrection du 9 septembre, fut ainsi couverte.

Nous devons bien souligner : si l'assaut de la réaction intérieure et internationale, qui eut lieu durant cette période, n'a pas revêtu la forme d'opérations armées, c'est non seulement grâce aux mesures prises résolument par l'autorité populaire, à la vigilance et à l'énergie de notre Parti, mais aussi, dans une mesure considérable, grâce à la présence, dans le pays, d'unités de l'Armée soviétique libératrice, qui, à elles seules, paralysaient la réaction.

VERS LA CONSTRUCTION DES BASES DU SOCIALISME CHEZ NOUS

La victoire du peuple dirigé par notre Parti, sur les tentatives de retour en arrière de la réaction capitaliste, créa les possibilités et les conditions d'un rapide développement politique et économique du pays et de la mise à exécution des tâches fondamentales de transformation et d'édification du pouvoir populaire.

Dans la situation issue des élections à la Grande Assemblée nationale et de la constitution d'un gouvernement, sous la direction immédiate

de notre Parti, le développement des forces productrices, l'accroissement de la puissance économique du pays, du bien-être des travailleurs, n'étaient pas réalisables sans s'attaquer radicalement à la base économique de la classe capitaliste.

Et l'expérience bulgare confirma la thèse léniniste-stalinienne, spécifiant que, dans les conditions du capitalisme en décomposition, et de la crise organique de la démocratie bourgeoise qui fait naître le fascisme, aucune réforme démocratique sérieuse et durable n'est possible, qu'on ne peut aller de l'avant sans entamer les fondements du capitalisme, sans faire de pas vers le socialisme.

Or, ceci devenait pour notre pays d'autant plus possible que nous pouvions compter sur l'aide fraternelle d'un puissant Etat socialiste : l'Union soviétique.

La voie du plein déploiement des tâches du gouvernement populaire, des réorganisations révolutionnaires dans le domaine de l'économie nationale, de la destruction de la base économique de la réaction, du passage du capitalisme au socialisme, sous la direction du Parti, était d'ores et déjà ouverte.

Bien entendu, ce passage ne put être opéré sans une lutte de classe intransigeante contre les éléments capitalistes dans le pays.

Dans cette situation, le Parti devait indiquer à temps de nouvelles tâches, afin d'armer de perspectives claires ses cadres, le Front de la Patrie et les masses des travailleurs.

Il faut dire, cependant, qu'il y eut quelque retard.

Bien que les principaux problèmes de la période précédente aient déjà été résolus d'une manière générale, le Parti continua à travailler en grande partie sous le signe de ses anciens mots d'ordre.

Nous avons apporté une certaine lenteur à la défaite de l'opposition réactionnaire. Nous continuions à parler de la possibilité d'harmoniser

les intérêts des industriels et des commerçants privés avec les intérêts généraux de l'Etat, alors que la situation, dans son ensemble, autorisait l'application de mesures décisives pour supprimer la domination du gros Capital et qu'existaient déjà les possibilités, ainsi que les forces nécessaires permettant de passer plus résolument à l'édification des fondements du socialisme.

Nous n'avons jamais perdu de vue la perspective générale de notre évolution vers le socialisme.

Nous avons toujours eu nettement conscience de ce que la suppression du fascisme, la réalisation de toute une série de réformes, indiquées déjà dans le programme du Front de la Patrie du 17 juillet 1942, sont indissolublement liées à notre but final : le socialisme et le communisme.

Nous avons souligné plus d'une fois déjà, que du point de vue de notre Parti, en tant qu'avant-garde de la classe ouvrière, la réalisation jusqu'au bout du programme du Front de la Patrie, équivaut à la création des conditions indispensables à notre peuple pour aller vers le socialisme.

Nous avons toujours souligné qu'il n'y a aucune contradiction entre notre politique du Front de la Patrie et la lutte tendant à l'unité de toutes les forces démocratiques et progressistes dans le Front, pour la réalisation de son programme, d'une part, et la lutte pour le socialisme, d'autre part.

Mais il est nécessaire de dire qu'à cette époque-là, la transition vers le socialisme nous semblait être la question d'un avenir relativement éloigné, que la situation intérieure et extérieure ne permettait pas encore d'entreprendre pratiquement des transformations aussi radicales.

Cependant, vers la fin de l'année 1946, le programme du Front de la Patrie, ainsi qu'il avait été proclamé en 1942 et précisé dans la

déclaration du premier gouvernement populaire, était déjà exécuté dans ses grandes lignes.

Au surplus, avec la proclamation de la République populaire et l'élaboration du Plan économique biennal, nous étions allés, en fait, plus loin que ce premier programme.

Le développement du processus de transformations révolutionnaires, entrepris le 9 septembre, se heurtait déjà inexorablement à la nécessité de mesures décisives, en vue de liquider la grande propriété privée, de la mise en œuvre d'une politique suivie de la limitation des éléments capitalistes au village, d'une profonde refonte de l'appareil de l'Etat et en conséquence de l'élaboration d'un nouveau programme du Front de la Patrie avec la perspective, clairement formulée, de la marche vers le socialisme, de la réorganisation de ce Front, en vue de l'accomplissement de cette grande tâche et du renforcement énergique du rôle dirigeant du Parti.

Par le ralentissement du rythme du développement économique, social et politique du pays, notre Parti fit preuve pour quelque temps d'une certaine sous-estimation des forces de la classe ouvrière, des masses travailleuses et des siennes, ainsi que d'une surestimation de celles de la réaction.

Comme l'a démontré la XVI^e session plénière du Comité central, il est prouvé que notre Parti « n'avait pas une vue suffisamment claire des perspectives et du rythme de notre évolution vers le socialisme ».

Il n'était pas armé de l'analyse marxiste-léniniste logique du tournant du 9 septembre, des possibilités qu'il avait créées et ne réussissait pas à discerner à temps les différentes étapes de son développement.

Mais, bien qu'avec un certain retard et une argumentation insuffisante, il put heureusement formuler les nouvelles tâches imposées par la situation et en assurer la solution.

Ceci confirme une fois encore, qu'il est plus facile d'acquérir les

principes du marxisme-léninisme que l'aptitude à les appliquer correctement et en temps voulu, à chaque nouvelle étape du développement social. Pour acquérir la maîtrise de cet art difficile, afin que le Parti n'agisse trop tard ou trop tôt, ses dirigeants, grands ou petits, doivent travailler inlassablement et s'instruire assidûment.

Nous resterons à jamais reconnaissants de l'aide inappréciable et opportune que nous recevons du grand Parti bolchevik et avant tout, personnellement du camarade Staline, sous la forme de conseils et d'éclaircissements sur les questions de la politique de notre Parti en tant que force dirigeante de la démocratie populaire, aide qui nous permit de corriger rapidement les erreurs commises.

De nombreuses réformes fondamentales ont été réalisées sous notre direction, au cours des derniers 18 mois. Ces réformes furent d'une importance décisive pour la consolidation définitive de la démocratie populaire et la création des conditions indispensables à l'édification, chez nous, des bases économiques du socialisme.

La nouvelle Constitution républicaine fut votée, consacrant législativement les conquêtes historiques de l'Insurrection du 9 septembre et la forme démocratique-populaire du gouvernement ; elle ouvrit la voie au développement ultérieur du pays.

C'est sur l'initiative et sous la direction de notre Parti qu'on procéda à la nationalisation de l'industrie, des banques privées, du commerce extérieur et intérieur de gros, de la propriété bâtie, des forêts et des machines agricoles.

La grande partie des moyens de production et d'échange devint ainsi propriété publique.

La nationalisation de l'industrie est l'entreprise révolutionnaire la plus importante dans le domaine de l'économie. Elle consacre définitivement le développement planifié du pays, sur la voie du socialisme.

Dans le domaine de l'industrie, du crédit et du transport, le secteur public a presque entièrement monopolisé le commerce extérieur et le commerce intérieur de gros. Pour ce qui est du commerce intérieur de détail, le secteur public dépasse de beaucoup le secteur privé.

Dans le domaine de l'économie rurale et de l'artisanat, le secteur public a acquis une base solide ; il ne cesse de se renforcer par la création de plus de 70 stations de tracteurs et machines agricoles, de fermes coopératives dépassant le millier, avec plus de 300.000 hectares de terre arable, de fermes agricoles d'Etat avec 100.000 hectares, de coopératives artisanales de travail, ainsi que par le vaste développement du mouvement coopératif, dans les villes et à la campagne.

Parallèlement à ces profondes transformations, on entreprit, conformément à notre Constitution populaire, une réorganisation radicale de tout l'appareil de l'Etat. Malgré certaines faiblesses, cet appareil continue à s'améliorer, à se perfectionner, en tant qu'appareil d'un Etat démocratique populaire.

Sur l'initiative et sous la direction de notre Parti, le Front de la Patrie se transforma en une organisation politique et sociale unie, aux statuts communs et doté d'un programme rénové, formulant de nouvelles tâches, en vue de la réorganisation du pays et de sa marche vers le socialisme.

C'est ainsi que grâce au travail dur et soutenu de notre Parti, le Front de la Patrie cessa complètement d'être une coalition politique, pour devenir l'organisation de l'union de combat des travailleurs de la ville et de la campagne, qui reconnaissent pleinement le rôle dirigeant de la classe ouvrière et de notre Parti.

La nécessité de l'édification du socialisme est maintenant reconnue par tous les partis et organisations sociales, composant le Front de la Patrie.

Le second congrès du Front de la Patrie marque une étape très importante dans son développement.

Les éléments hostiles, hésitants et peu sûrs, qui y étaient entrés, dans l'intention de le décomposer et de le réduire de l'intérieur à l'impuissance, s'en allèrent ou en furent expulsés.

Le Front de la Patrie ne peut qu'y gagner. Des forces nouvelles, issues du peuple travailleur et de ses organisations de masse, affluèrent à leur place après le second congrès.

Sous la direction de la classe ouvrière, le Front de la Patrie, en tant qu'organisation politico-sociale de masse, de l'alliance de lutte entre les travailleurs des villes et des campagnes, est à l'heure actuelle plus fort et plus cohérent que jamais.

Les conditions les plus favorables existent pour une collaboration et un rapprochement encore plus étroits entre les partis du Front de la Patrie.

Se servant de méthodes de propagande différentes, en fonction des particularités des milieux dans lesquels ils travaillent, les différents partis contribuent à gagner les larges couches de la population à la cause commune : l'édification des bases du socialisme par la démocratie populaire.

Actuellement, le Front de la Patrie incarne l'unité politique et morale croissante des masses laborieuses de notre pays, condition primordiale et facteur puissant, pour mener jusqu'au bout la lutte contre les éléments capitalistes et pour la pose des fondements du socialisme.

Sa transformation en une organisation sociale et politique unie, dotée d'un programme essentiellement socialiste et d'une discipline obligatoire, reconnaissant sans réserve le rôle dirigeant du Parti, est, sans doute, une grande réalisation.

C'est pour cela que nous repoussons résolument toute sous-estimation de l'importance et du rôle de cette organisation.

Celle-ci a été et continue d'être une nécessité vitale pour notre pays. Et il nous est impossible de ne pas condamner ces communistes, qui, par leur attitude dédaigneuse à l'égard de l'organisation politique et sociale unie, portent eux-mêmes de l'eau au moulin des ennemis de classe, intéressés à la décomposition du Front de la Patrie.

Il va de soi que certains partis, dans le cadre de ce Front, peuvent décider de fusionner avec d'autres ou bien cesser leur activité, en tant que groupements indépendants, s'ils trouvent cela opportun et logique.

Ceci est de leur ressort.

Ces profondes transformations, ainsi que le changement survenu dans la distribution des forces politiques et de classes dans le pays, avec l'appui actif et l'aide de l'Union soviétique, créèrent la possibilité de poser la question du passage à l'édification des bases du socialisme chez nous, comme une tâche nécessaire, vitale, pratique. Telle est actuellement la ligne générale de notre Parti.

A la tête de la classe ouvrière, et en union avec les travailleurs des villes et des campagnes, il applique fermement cette ligne générale, cela dans les conditions d'une lutte de plus en plus aiguë contre les éléments capitalistes, avec une confiance inébranlable en sa victoire, en dépit de toutes les difficultés, de tous les obstacles de l'intérieur et, surtout, de l'extérieur.

III — LE CARACTÈRE, LE RÔLE ET LES PERSPECTIVES DE LA DÉMOCRATIE POPULAIRE ET DE L'ÉTAT POPULAIRE- DÉMOCRATIQUE

Pour marcher avec assurance dans la voie du socialisme, il est indispensable d'éclaircir entièrement la question du caractère, du rôle et des perspectives de la démocratie populaire et de l'Etat populaire-démocratique.

A la lumière de notre expérience et des faits les plus récents, nous devons donc préciser et mettre au point certaines de nos conceptions actuelles, relatives à cette question nouvelle et complexe, importante pour notre pays et pour les autres pays de la démocratie populaire.

On sait que la démocratie populaire et l'Etat démocratique populaire devinrent possibles après la défaite des forces germano-fascistes, par suite de la victoire historique remportée par l'Union soviétique dans la seconde guerre mondiale et de la lutte des masses, sous la direction de la classe ouvrière, pour la liberté et l'indépendance nationales ; ce qui permit à une série de pays de l'Est et du Sud-Est européens de se débarrasser du système impérialiste.

Le caractère de l'Etat démocratique-populaire est déterminé par ces quatre traits fondamentaux :

a) L'Etat démocratique-populaire représente le pouvoir des travailleurs, de la grande majorité du peuple, sous le rôle dirigeant de la classe ouvrière.

Ce, fait signifie premièrement, que le pouvoir des capitalistes et des gros propriétaires est renversé et que celui des travailleurs des villes et des campagnes est établi, sous la direction de la classe ouvrière; cette classe, la plus progressiste de la société contemporaine, joue dans l'Etat et dans la vie sociale, un rôle dirigeant. Deuxièmement, que l'Etat sert d'instrument aux travailleurs dans leur lutte contre les éléments exploités, contre toutes tentatives et tendances, en vue de rétablir le régime capitaliste et la domination de la bourgeoisie.

b) *L'Etat démocratique-populaire apparaît comme un état de la période transitoire, appelé à assurer le développement du pays, dans la voie du socialisme.*

Ceci signifie : bien que le pouvoir des capitalistes et des grands propriétaires fonciers soit renversé et que la fortune de cette classe soit devenue la propriété du peuple, les racines économiques du

capitalisme ne sont pas encore extirpées : certains éléments subsistent encore et se développent, s'efforçant de rétablir l'esclavage.

C'est pour cela que l'évolution vers l'avant, vers le socialisme, n'est possible qu'en menant une lutte de classe intransigeante contre eux, pour leur liquidation complète.

Ce n'est qu'en marchant sans détours vers le socialisme que l'Etat démocratique-populaire pourra se fortifier et accomplir sa mission historique.

Si la démocratie populaire cesse de lutter contre les classes d'exploiteurs, si elle cesse d'étouffer et de refouler les éléments capitalistes, ceux-ci l'emporteraient inévitablement, et non seulement saperaient les bases de la démocratie populaire, mais amèneraient sa perte.

c) L'Etat démocratique-populaire s'édifie dans la collaboration et l'amitié avec l'Union soviétique.

De même que l'affranchissement de notre pays des chaînes de l'impérialisme et la création de l'Etat démocratique-populaire ne devinrent possibles que grâce à l'appui et à la mission libératrice de l'U.R.S.S. dans la lutte contre l'Allemagne fasciste et ses alliés, le développement ultérieur de notre démocratie populaire suppose la conservation et le renforcement des relations étroites de collaboration sincère, d'assistance mutuelle et d'amitié, entre nos pays et le grand Etat soviétique. Toute tendance à affaiblir la collaboration avec l'U.R.S.S. est dirigée contre l'existence même de la démocratie populaire dans notre pays.

d) L'Etat démocratique-populaire appartient au camp démocratique anti-impérialiste.

Tout d'abord, ce n'est qu'en prenant rang dans le camp démocratique anti-impérialiste, qui a à sa tête le puissant Etat soviétique, qu'un pays

de démocratie populaire peut garantir son indépendance, sa souveraineté et sa sécurité contre l'agression des forces impérialistes.

Deuxièmement : Dans les conditions de la défaite militaire des Etats fascistes agresseurs, de l'aggravation rapide de la crise générale du capitalisme, de l'énorme croissance de la puissance de l'Union soviétique et de notre collaboration étroite avec l'U.R.S.S., et les Etats populaires-démocratiques, notre pays, ainsi que les autres pays de démocratie populaire, voit s'ouvrir la possibilité de réaliser la transition du capitalisme au socialisme sans un régime soviétique, uniquement au moyen du régime de démocratie populaire, à la condition que celui-ci se renforce et se développe en s'appuyant sur l'aide de l'U.R.S.S., et des autres pays de démocratie populaire.

Troisièmement : Incarnant la domination des travailleurs sous la direction de la classe ouvrière, le régime de démocratie populaire peut et doit, ainsi que l'expérience l'a déjà prouvé, exercer avec succès les fonctions de la dictature du prolétariat, pour la liquidation du capitalisme et l'organisation de l'économie socialiste.

Il peut briser la résistance des capitalistes et des propriétaires fonciers, étouffer et liquider leurs tentatives, en vue de restaurer le pouvoir du Capital.

Il peut organiser la construction d'une industrie sur la base de la propriété publique et de l'économie planifiée.

Le régime de démocratie populaire sera également en état de surmonter l'instabilité de la petite bourgeoisie des villes et de la paysannerie moyenne, de maîtriser les éléments capitalistes dans les campagnes et d'unir les masses fondamentales des travailleurs autour de la classe ouvrière, dans la lutte décisive pour le passage au socialisme.

Dans l'application de cette ligne, qui a pour but d'éliminer les éléments capitalistes de l'économie nationale, le régime de démocratie populaire

ne restera sans doute pas sans subir des transformations.

Il sera nécessaire de renforcer continuellement les positions-clés de la classe ouvrière dans tous les domaines de la vie publique et de l'Etat ; il sera nécessaire d'unir, dans les campagnes, tous ceux qui peuvent être des alliés sûrs de la classe ouvrière pendant la période de la lutte aiguë contre les koulaks et leurs aides.

Il sera nécessaire également de renforcer et d'améliorer le régime de démocratie populaire, comme le moyen de limitation et de liquidation des ennemis de classe.

Quatrièmement : Les pays de démocratie populaire, y compris le nôtre, se sont déjà engagés dans la voie du socialisme, sans interrompre la lutte contre les forces ennemies de l'intérieur et surtout de l'extérieur. Actuellement, dans ces pays, comme chez nous, on travaille à créer les conditions indispensables à l'édification du socialisme, à poser les fondements économiques et culturels de la future société socialiste.

C'est en cela, notamment, que réside, dans l'étape actuelle, la tâche fondamentale de la démocratie populaire, et par conséquent, celle de la classe ouvrière et de son guide, le Parti communiste.

Cette tâche générale en comporte une série d'autres, de grande importance, dont quelques-unes ont une portée décisive. Les voici :

1. Le renforcement ininterrompu des positions-clés de la classe ouvrière, avec le Parti communiste en tête, dans tous les domaines de l'Etat, de la vie économique, politico-sociale et culturelle.
2. La consolidation de l'union de la classe ouvrière et des paysans travailleurs sous la direction de cette classe.
3. Le développement accéléré du secteur public dans l'économie nationale et en particulier dans la grande industrie.

4. La préparation des conditions nécessaires à la liquidation des éléments capitalistes exploitateurs dans l'économie rurale, cela par une politique conséquente visant, d'abord, à les limiter, ensuite, à les écarter et à les liquider.

5. Le développement dans tout le pays de coopératives de production au sein des masses fondamentales de la paysannerie. L'aide à apporter aux paysans pauvres et moyens par les services des stations de tracteurs et machines agricoles, des crédits, des semences, etc. Augmenter l'intérêt que ces derniers portent à leur union avec la classe ouvrière, les persuader, par l'exemple des fermes coopératives, des avantages d'une gestion commune des exploitations rurales et les éduquer dans un esprit d'intransigeance vis-à-vis des éléments capitalistes.

Nous considérons que dans nos conditions et avec le développement des fermes coopératives, la question de la nationalisation de la terre n'a pas une importance pratique, c'est-à-dire que l'application de cette nationalisation n'apparaît pas comme une condition indispensable au développement et à la mécanisation de notre agriculture.

Cinquièmement : La démocratie populaire est en faveur de l'internationalisme, mais incompatible avec le nationalisme. Dans l'internationalisme, dans la collaboration internationale, avec le grand Staline en tête, notre Parti voit la garantie de l'existence indépendante, de la prospérité et de l'essor de notre pays vers le socialisme.

Nous pensons que le nationalisme, quel que soit le masque sous lequel il se cache, est l'ennemi du communisme.

Ceci est démontré, en effet, par la pratique anticommuniste du groupe nationaliste de Tito en Yougoslavie. C'est pour cette raison que la lutte contre le nationalisme devient un devoir primordial pour les communistes.

En combattant toutes ses manifestations, nous devons former les

travailleurs dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien et de dévouement à leur patrie, c'est-à-dire dans l'esprit du véritable patriotisme.

L'éducation dans cet esprit signifie avant tout : le développement et le renforcement de la conscience, quant à l'importance décisive du front unique, solidement cimenté, des pays de la démocratie populaire et de la grande Union soviétique, pour s'opposer à l'assaut des forces agressives de la réaction internationale et de l'impérialisme.

Tout l'avenir de notre pays dépend, d'un côté, de la puissance de l'Union soviétique, et de l'autre, de la résolution et de la capacité de notre peuple de remplir avec honneur son devoir dans la lutte commune, en cas d'une agression capitaliste.

L'éducation dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien, signifie, en même temps, le développement et le renforcement de la conscience, quant à l'importance d'une coordination complète des activités des Partis communistes et du rôle dirigeant du Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S. Parce que, pour ces Partis, il n'existe qu'une théorie, guidant leurs actions : la théorie du marxisme-léninisme ; il n'existe qu'un seul parti dirigeant du mouvement ouvrier international : le grand Parti de Lénine et de Staline.

Nous pensons que la condition la plus importante de nos succès est la nécessité d'éduquer dans cet esprit, inlassablement et ouvertement, le Parti, la classe ouvrière, les travailleurs agricoles et intellectuels, et tout le peuple.

IV — LA SITUATION INTERNATIONALE ET NOTRE POLITIQUE EXTÉRIEURE

Il me reste à aborder les questions se rapportant à la situation internationale et à notre politique extérieure. Je parlerai ensuite des perspectives de notre économie et de notre culture et, enfin, de notre Parti.

En ce qui concerne la situation internationale, il faut souligner que deux faits fondamentaux caractérisent l'époque actuelle de la vie de l'humanité : le premier, c'est la crise générale et la décomposition du système capitaliste ; le deuxième, l'essor ininterrompu de la société socialiste, en U.R.S.S.

La crise du capitalisme a été préparée par toute son évolution. En développant les forces productrices de la société sur une échelle inconnue auparavant, le capitalisme s'enchevêtra dans des contradictions insolubles pour lui.

La guerre impérialiste de 1914-1918 signifiait déjà son entrée dans la période de sa crise générale. La grande Révolution socialiste d'Octobre, en Russie, arracha à ce système un sixième du globe. Le capitalisme cessa d'être le système universel de l'économie mondiale et perdit sa stabilité d'autrefois.

La deuxième guerre mondiale, qui avait été préparée par les forces de la réaction internationale et déclenchée par les agresseurs fascistes, aboutit à une aggravation et à une extension encore plus grandes de la crise générale du capitalisme. Tout comme la première guerre, elle eut pour résultat l'affaiblissement indubitable de ce système.

Les destructions des principaux foyers du fascisme et de l'agression mondiale privèrent la réaction internationale de ses avant-postes dans la lutte contre l'U.R.S.S., la démocratie et le socialisme, contre le mouvement ouvrier et les mouvements de libération nationale. Ces avant-postes étant les principaux pays fascistes : l'Allemagne, l'Italie, le Japon.

L'autorité internationale et la puissance de l'U.R.S.S., dont la lutte héroïque libéra de l'esclavage les peuples européens, s'accrurent incommensurablement.

L'Union soviétique joua un rôle décisif dans la victoire sur les agresseurs et sauva la civilisation des bandits fascistes. L'U.R.S.S.

montra au monde entier que les forces du socialisme et de la démocratie sont invincibles.

Elle devint un facteur décisif dans la politique internationale. Elle représente un bastion puissant de la paix, de la sécurité des peuples et de leur libre développement sur le chemin du progrès et de la véritable démocratie.

A la tête du front anti-impérialiste mondial, l'Union soviétique constitue une barrière insurmontable aux visées bellicistes de la réaction internationale.

De même que la première guerre mondiale se termina par la sortie de la Russie du système mondial du capitalisme, la deuxième, ainsi que la défaite du fascisme, aboutit à la défection d'une série de pays de l'Est et du Sud-Est européens.

C'est grâce à leur libération par les armées soviétiques que ces pays obtinrent la possibilité de décider de leur sort, par le libre choix de leurs peuples, s'appuyant sur l'aide désintéressée de l'Union soviétique.

L'extension de la crise dans le système colonial, à la suite de la seconde guerre mondiale, imprima un puissant essor aux mouvements de libération nationale dans les pays coloniaux ou dépendants, et menaça les arrières du système capitaliste.

Les peuples des colonies, ne voulant plus vivre à l'ancienne manière, se soulevèrent dans une lutte décisive pour créer leurs propres Etats indépendants.

Dans tout le monde capitaliste, la guerre a conduit à l'appauvrissement sans précédent des masses, à l'augmentation du chômage, de la misère et de la famine, ainsi qu'à l'aggravation des contradictions de classes, la bourgeoisie s'efforçant partout de rejeter les charges de la guerre et les difficultés de l'après-guerre sur le dos des masses laborieuses. En même temps, les hostilités furent suivies d'un grand essor du mouvement ouvrier mondial.

Après la défaite des agresseurs fascistes, le centre de la réaction se transféra aux Etats-Unis.

Les plans de Hitler pour l'asservissement du globe, qui s'effondrèrent dans la dernière guerre, furent remplacés par ceux des impérialistes américains pour la domination du monde.

Sous la dénomination de « Plan Marshall », de doctrine « Truman », ces plans d'aventuriers destinés à l'asservissement économique, politique et idéologique de l'Europe et du monde entier, sont dirigés contre les intérêts nationaux de l'énorme majorité des pays et des peuples. Ils sont dictés par l'oligarchie financière, par ses visées rapaces et sa peur devant le renforcement du socialisme et de la démocratie populaire.

Sous l'étendard des soi-disant « démocraties occidentales », l'impérialisme américain tend à imposer aux pays européens son propre régime, basé sur la puissance du dollar et de la domination d'une poignée de monopolistes.

Il se propose de transformer l'O.N.U. en un instrument de sa politique expansionniste, violant le principe de la souveraineté et de l'égalité des pays, membres de cette organisation.

L'impérialisme américain s'efforce de dominer les petits peuples, les peuples temporairement affaiblis, et d'organiser un bloc contre l'U.R.S.S., les pays de démocratie populaire, les mouvements révolutionnaires des travailleurs et des peuples coloniaux dans le monde, en lutte pour la liberté.

Il pratique une politique d'accroissement insensé des armements. Les impérialistes anglo-américains interviennent brutalement dans les affaires intérieures des pays étrangers, appuyant partout les éléments réactionnaires et ouvertement fascistes abhorrés. Le cas de nos voisins grecs est particulièrement typique.

Mais le bloc anglo-américain formé à l'issue de la deuxième guerre

mondiale, dans lequel l'Angleterre est un associé de deuxième plan, ne saurait guère être durable.

Les contradictions entre les deux principaux Etats de l'impérialisme d'aujourd'hui, les Etats-Unis et l'Angleterre, ainsi qu'entre les autres pays capitalistes, s'aggraveront inévitablement dans la lutte pour les débouchés et les sphères d'influence.

L'attitude à l'égard de l'Union soviétique est aujourd'hui le critère des deux camps internationaux : celui des fauteurs de guerre et celui des partisans d'une paix démocratique durable.

L'Union soviétique riposte efficacement aux efforts entrepris par les impérialistes, qui s'efforcent d'intimider les peuples par leur arme atomique.

Poursuivant sa politique de paix et de collaboration amicale entre les nations, l'U.R.S.S. s'appuie sur sa puissance politique et économique en pleine croissance, sur son invincible armée, sur les travailleurs du monde entier, grandement intéressés à la sauvegarde de la paix et dont le soutien est sans réserve.

Les plans des agresseurs et des fomentateurs de nouvelles guerres sont voués à un échec inévitable.

Démasquant les visées des fauteurs de nouvelles conflagrations mondiales, le camarade Staline a prononcé naguère son jugement sur la fin de cette politique :

Cela ne peut se terminer, *a-t-il dit*, que par l'échec honteux des instigateurs d'une nouvelle guerre. Churchill, le principal instigateur d'une nouvelle guerre, a déjà tant et si bien fait qu'il a perdu la confiance de sa nation et des forces démocratiques du monde entier. Le même sort attend tous les autres fomentateurs de guerre. Les horreurs de la récente guerre sont trop vivantes dans la mémoire des peuples et les forces sociales qui sont pour la paix sont trop grandes pour que les disciples de Churchill en matière d'agression puissent en

venir à bout et les détourner dans le sens d'une nouvelle guerre. (J. Staline : *Après la victoire pour une paix durable*, p. 102, Editions sociales, Paris, 1949.)

En effet, il est révolu, ce temps où les peuples n'étaient que des instruments aveugles et impuissants entre les mains des cliques capitalistes au pouvoir.

Les peuples pacifiques des deux hémisphères se dressent toujours plus résolument pour la défense de la paix, de la démocratie et de la culture mondiale, tandis que le front anti-impérialiste, avec en tête l'Union soviétique, dont les forces s'accroissent sans cesse, se précise toujours davantage. A l'heure actuelle, où les cliques impérialistes ne se gênent pas pour agiter le spectre de la bombe atomique, tous les peuples voient en l'U.R.S.S. le principal gardien de la paix et le défenseur de la civilisation contre la barbarie capitaliste.

Les nations pacifiques ont reçu une leçon très instructive, surtout après le duel entre les forces de la guerre et celles de la paix qui s'est déroulé au cours de la récente session de l'O.N.U.

Repoussant la proposition de l'U.R.S.S. au sujet de la mise hors la loi de la bombe atomique et de la réduction immédiate d'un tiers des armements des cinq grandes puissances, les impérialistes anglo-américains ont été démasqués, aux yeux du monde entier, comme les ennemis de la paix et de la collaboration entre les peuples.

Ils montrèrent toute leur bassesse, en se vantant impudemment d'être prêts à perpétrer des hécatombes atomiques pour sauver leur système impérialiste pourri.

Sur le front pacifique s'alignent non seulement l'Union soviétique et les démocraties populaires, mais aussi la grande majorité des peuples des pays capitalistes et des colonies.

Aux dernières élections américaines, l'échec du Parti républicain réactionnaire et belliciste a démontré d'une façon pertinente que la

majorité des Américains ne veut pas la guerre et rejette le programme des gros monopoles capitalistes.

Tout observateur de bonne foi se demande avec raison quel est le ministre anglais qui pourrait entraîner le peuple britannique dans une guerre contre l'U.R.S.S., quand ce peuple se souvient que c'est justement l'Armée soviétique qui a sauvé son pays de la terrible menace hitlérienne pesant sur la Grande-Bretagne ?

La lutte des masses populaires contre les fauteurs de nouvelles guerres prend des formes particulièrement précises en France et en Italie. Perdant de plus en plus l'espoir de pouvoir utiliser comme chair à canon contre l'U.R.S.S. les peuples des pays bourgeois-démocratiques, les impérialistes belliqueux placent leurs espérances en l'Allemagne occidentale, occupée par eux, et en l'Espagne fasciste, qu'ils veulent aménager comme base et instrument de leur politique d'expansion en Europe.

Mais c'est là un espoir très aléatoire, pour ne pas dire vain.

Après la guerre, le front anti-impérialiste s'est prolongé loin à l'est. Il englobe maintenant les peuples d'Indonésie, ceux du Viêt-Nam, de Birmanie et d'autres, qui luttent pour leur indépendance.

Le peuple de Corée, fort de l'appui désintéressé de l'Union soviétique, a remporté une grande victoire sur la réaction et les valets de l'impérialisme, il a proclamé sa République populaire indépendante, que le gouvernement bulgare a reconnue et salué chaleureusement.

La longue lutte, héroïque et tenace, que les Chinois mènent pour leur indépendance, contre les impérialistes et leurs agents stipendiés, est d'une importance exceptionnelle pour le rapport des forces des deux camps mondiaux.

Actuellement, l'armée libératrice qui, sous la ferme direction du Parti communiste chinois, remporta une série de victoires éclatantes sur la réaction, malgré l'aide en armes et autres moyens fournie par les

impérialistes américains, a déjà libéré toute la Mandchourie, presque toute la Chine du Nord et presque toute la Mongolie intérieure ; elle avance maintenant irrésistiblement vers Nankin, capitale de Tchang-Kai-Chek.

Les forces de la démocratie, dans l'immense nation chinoise, prennent déjà l'avantage sur les forces de la réaction et, à notre joie à tous, leur victoire définitive se dessine nettement. Les événements de Chine sont un des grands facteurs qui brouillent et culbutent les projets des impérialistes américains.

Ainsi, le front anti-impérialiste s'accroît et se consolide sans cesse. Il est aujourd'hui une puissance indestructible. Les masses populaires, les forces anti-impérialistes de tous les pays, aux premiers rangs desquelles se trouvent les peuples de l'U.R.S.S. et tous les Partis communistes, sauront paralyser les manœuvres de l'impérialisme agressif et, partant, assurer au monde une paix durable.

Les lignes fondamentales de notre politique extérieure, celle de notre Parti et du Front de la Patrie, ont déjà été tracées dans son programme de 1942 : garantir la liberté et l'indépendance nationale du peuple bulgare, par l'amitié étroite avec l'Union soviétique et l'entente avec les pays voisins.

Fidèle à ces principes, le gouvernement du Front de la Patrie, aussitôt après sa formation, passa aux côtés des alliés et dirigea les armées bulgares contre les hordes hitlériennes ; il retira nos détachements qui occupaient les régions yougoslaves et grecques et entra en accord avec le commandement soviétique, en vue de la libération rapide des Balkans de l'occupation hitlérienne.

Nous savons aujourd'hui de quelle grande importance politique et morale a été la participation de la Bulgarie à la guerre libératrice pour l'écrasement de l'Allemagne hitlérienne, sous la direction du haut-commandement soviétique.

Nous avons ressenti une fois de plus l'appui puissant et inégalable de l'Union soviétique, lors de la Conférence de la Paix à Paris, quand retentit la voix pleine d'autorité du camarade Molotov, affirmant que le peuple bulgare pouvait être tranquille pour ses frontières. Pas un seul pouce de sa terre ne lui serait ravi.

Depuis le moment où, dans le but de prévenir l'entrée de la Bulgarie en guerre aux côtés de l'Allemagne, le gouvernement soviétique proposa au gouvernement bulgare d'alors un pacte d'amitié et d'assistance mutuelle entre l'U.R.S.S. et la Bulgarie, le peuple bulgare a toujours senti derrière lui la main puissante et amie de l'Union soviétique.

Il se souvient des avertissements donnés par le gouvernement soviétique, lorsque la criminelle clique monarcho-fasciste s'allia à l'Allemagne et permit l'entrée en territoire bulgare des hordes hitlériennes.

Il se remémore, avec une profonde reconnaissance, les paroles d'encouragement que le camarade Staline lui adressa en maintes occasions, dans les moments les plus durs de la guerre : de se montrer constant dans la lutte, contre la dictature germano-fasciste, qui finirait immanquablement par un triomphe.

Le 5 septembre 1944, lorsque les provocations des agents allemands vinrent à bout de la patience du gouvernement soviétique, celui-ci se déclara être en état de guerre avec la Bulgarie.

Nous comprenons bien aujourd'hui l'importance décisive de cet acte pour les destinées de notre pays.

Il va sans dire, que dans cette « guerre », pas un soldat soviétique, ni un soldat bulgare n'ont trouvé la mort ; mais l'entrée des armées soviétiques dans le pays contribua à renverser la dictature fasciste et à assurer l'avenir du peuple bulgare, la liberté et l'indépendance de notre Etat.

Nous n'oublierons jamais que, la guerre n'étant pas encore achevée, le

gouvernement soviétique commença déjà à fournir à la Bulgarie des marchandises précieuses, indispensables au redressement de notre économie, qu'il nous aida à assurer le ravitaillement de notre peuple durant les années de sécheresse, continuant encore à l'heure actuelle, cela dans des proportions toujours croissantes, à nous prêter une aide de grand prix, tant au point de vue économique, politique, moral, que scientifique et technique.

Etroitement lié au mouvement révolutionnaire russe avant même la Révolution d'Octobre, notre Parti a le mérite historique d'avoir réussi à approfondir davantage encore la reconnaissance du peuple bulgare envers ses libérateurs et à faire, de l'amitié avec l'Union soviétique, la pierre angulaire de la politique étrangère de notre République populaire.

A l'heure actuelle, notre amitié est formellement consacrée par le traité d'amitié, de collaboration et d'assistance mutuelle entre les deux pays. S'appuyant sur cette amitié, notre République populaire, libre et indépendante, fut reconnue par tous les Etats ; elle conclut la paix la plus avantageuse dans les conditions existantes, établit une série de relations diplomatiques régulières avec presque tous les pays qui, avant la guerre, étaient en rapport avec elle.

A l'heure actuelle, elle lutte pour son droit d'être admise à l'O.N.U., afin que soient liquidées ainsi les dernières conséquences internationales pour la Bulgarie, en tant qu'ancien satellite de l'Allemagne. Cette lutte se terminera certainement par un succès.

L'amitié entre notre République et les autres Républiques démocratiques populaires constitue un autre moment particulièrement important dans notre politique extérieure.

Cette amitié a pris naissance historiquement, au cours de la lutte menée par nos peuples avec le puissant concours de l'U.R.S.S., en vue d'acquérir et de consolider leur liberté et leur indépendance.

Nous apprécions hautement l'appui que les gouvernements de la Pologne et de la Tchécoslovaquie fraternelles nous ont apporté à la Conférence de la Paix, ainsi qu'à l'Assemblée Générale de l'O.N.U., dont la session vient d'être clôturée et où la Bulgarie fut l'objet d'accusations non-fondées et d'attaques injustes.

Nos rapports amicaux avec eux, ainsi qu'avec les Républiques populaires de Roumanie, de Hongrie et d'Albanie, scellés par des traités d'amitié, de collaboration et d'assistance mutuelle, se renforcent de jour en jour et ouvrent de grandes possibilités, en faveur d'une collaboration étroite entre nos peuples, pour assurer leur avenir dans la voie de la démocratie et du socialisme.

Malheureusement, les dirigeants actuels de la Yougoslavie, à laquelle nous lient de très étroites relations fraternelles et un idéal commun : la création de la Fédération des Slaves du sud, désirée par nos peuples depuis des siècles, ont trahi la grande doctrine du marxisme-léninisme, condition indispensable à la confiance mutuelle entre les Partis communistes et base de leur collaboration.

La politique des titistes éloigne toujours davantage la Yougoslavie de l'Union soviétique et des Républiques de démocratie populaire ; elle l'expose toujours plus au danger de devenir la proie de l'impérialisme rapace.

Notre Parti observe avec une grande amertume la dégénérescence des dirigeants actuels du Parti communiste yougoslave en une clique chauvine, hostile au communisme.

Mais nous ne doutons pas de la fidélité du Parti communiste yougoslave à l'internationalisme, au marxisme-léninisme, de son aptitude à ramener de nouveau la Yougoslavie fraternelle au côté de l'U.R.S.S. et des pays de démocratie populaire.

L'amitié entre notre Parti et le Parti communiste grec a surmonté l'épreuve à laquelle elle fut soumise au cours de la seconde guerre

mondiale.

Durant la période la plus difficile de l'occupation germano-bulgare, notre Parti était du côté du mouvement populaire libérateur hellénique et lui prêtait son aide, dans la mesure de ses forces.

Lors de l'évacuation volontaire de la Thrace occidentale, les armées bulgares laissèrent à la population nécessiteuse locale tous leurs vivres. Notre Parti et notre peuple sont très douloureusement frappés par les épreuves que la clique réactionnaire de la monarchie, avec l'appui militaire de forces étrangères, ont fait subir à l'héroïque peuple grec, qui fut le premier à se soulever dans les Balkans pour lutter contre les agresseurs italo-allemands.

Nous suivons avec une vive sympathie la lutte épique de ce peuple contre les occupants étrangers et leurs agents.

Dans notre Parti, dans le peuple bulgare, le Parti communiste et le peuple fraternel grec ont un ami fidèle.

Nous croyons inébranlablement en la victoire définitive de la démocratie populaire en Grèce, qui est la seule à pouvoir assurer la liberté et l'indépendance du peuple hellénique et à créer, du côté grec, les conditions indispensables à une amitié et à une collaboration sincères avec nous, ainsi qu'avec ses autres voisins septentrionaux.

Dans leur désir d'entraver le développement de notre République populaire, les impérialistes et les fauteurs de nouvelles guerres ne choisissent pas les moyens. Ils ont déployé de nombreux efforts pour encourager les forces vaincues de la restauration politique en Bulgarie.

L'émission radiophonique, « La Voix de l'Amérique », calomnie et insulte chaque jour notre pays, son gouvernement, ses dirigeants et pousse ouvertement aux crimes contre le pouvoir populaire.

Les leaders du parti social-démocrate de Loultchev, en faillite, ont eux-mêmes mis dernièrement à jour, devant le tribunal et devant le

monde entier, les machinations secrètes de certains diplomates étrangers.

Cependant, même après cet échec des conspirateurs, notre République reste l'objet de calomnies et d'attaques forcenées.

Au moment où notre peuple mobilise toutes ses ressources matérielles et tous ses efforts pour l'exécution du plan économique quinquennal, au moment où toute son attention est concentrée sur les problèmes de notre édification économique et culturelle, les vrais fauteurs de guerre, comme s'ils s'étaient donné le mot, ont l'insolence inouïe d'accuser notre petite république pacifique de « militarisme » et « d'agressivité » à l'égard de ses voisins !

Cependant, la vérité est autre. Tous les observateurs honnêtes et impartiaux le savent très bien.

Notre république a besoin d'une paix durable, de l'amitié et de la collaboration de tous les peuples, afin de pouvoir rattraper les autres pays plus avancés et devenir un Etat démocratique et socialiste, économiquement développé, et éclairé.

C'est vers ce but que tend aussi sa politique étrangère. Mais le Parti sait qu'on peut y parvenir seulement à condition que notre Etat soit libre et égal en droits aux autres pays.

C'est pourquoi, placé à la tête du Front de la Patrie, le Parti lutte contre toute intervention impérialiste, veille attentivement sur la liberté et l'indépendance de la République populaire de Bulgarie et travaille à une collaboration encore plus étroite avec nos alliés, avec les peuples pacifiques, épris de liberté.

Et œuvrant assidûment dans ce sens, *notre peuple sera prêt à se lever comme un seul homme, pour écraser en son germe, toute provocation et toute atteinte à notre intégrité territoriale et aux frontières de la République populaire de Bulgarie.*

V — LA FÉDÉRATION DES SLAVES DU SUD ET LE PROBLÈME MACÉDONIEN

Je dois m'arrêter quelque peu sur la question de la Fédération des Slaves du Sud et le problème macédonien.

La trahison notoire du groupe de Tito envers l'Union soviétique et le camp anti-impérialiste et démocratique unique, sa ligne antimarxiste et nationaliste condamnée par le Bureau d'Information, par tous les Partis communistes et les organisations réellement prolétariennes et démocratiques, ont trouvé une expression particulière dans l'attitude de ce groupe sur la question de la Fédération des Slaves du Sud et du problème macédonien.

Après le 9 septembre 1944, lorsque la dictature fasciste fut renversée en Bulgarie et qu'un gouvernement populaire démocratique y fut établi, ainsi qu'en Yougoslavie, sous la direction des Partis communistes, les conditions les plus favorables furent créées pour un règlement durable des relations entre les deux Etats, règlement qui devait apporter au problème macédonien aussi, une solution démocratique radicale.

Dans les conjonctures intérieures et extérieures qui s'étaient produites, les intérêts vitaux, aussi bien ceux du peuple bulgare que ceux du peuple yougoslave, dictaient impérieusement de procéder à un rapprochement qui devait les conduire, dans l'avenir le plus proche, à leur unité économique et politico-étatique, à la formation d'une Fédération des Slaves du Sud.

Une telle fédération, s'appuyant sur l'amitié avec l'Union soviétique et sur la collaboration fraternelle avec les autres Républiques démocratiques et populaires, serait à même de défendre avec succès la liberté et l'indépendance de nos peuples et d'assurer leur développement dans la voie menant au socialisme.

C'est dans les cadres d'une telle fédération qu'auraient pu trouver leur

solution les questions pendantes, léguées par les anciens régimes monarcho-bourgeois, relatives à la réunion des Macédoniens de la région du Pirine à la République populaire de Macédoine ; d'autre part, le problème du retour à la Bulgarie des territoires occidentaux qui avaient été annexés par la Yougoslavie du roi Alexandre, après la première guerre mondiale, et dont le caractère est purement bulgare, aurait également pu être réglé de cette manière.

C'est dans cette voie que notre Parti s'engagea résolument et avec enthousiasme, comptant sur la parole des communistes yougoslaves, auxquels nous sommes liés par un travail en commun et une amitié de longue date.

C'est cette position que notre Parti soutient aujourd'hui encore.

Mais cette voie, la seule juste, fut abandonnée par les dirigeants nationalistes de Yougoslavie. Après que les gouvernements des deux pays eurent examiné et décidé une série de mesures propres à faciliter la formation de la Fédération, le Comité central du Parti communiste yougoslave, au mois de mars dernier, déclara à notre Parti qu'il avait une autre conception de cette question, qu'il ne fallait pas se hâter de fonder la Fédération, et refusa de poursuivre les pourparlers.

En même temps, les dirigeants yougoslaves portèrent au premier plan la transformation de la région du Pirine en une région autonome, en vue de son rattachement à la Yougoslavie, indépendamment de l'accord sur la Fédération.

Evidemment, cette volte-face de Tito et de son groupe sur le problème de la Fédération est indissolublement liée à leur trahison envers le marxisme-léninisme.

En fait, ce groupe glisse sur la pente du nationalisme et adopte aujourd'hui les positions du chauvinisme grand-serbe, qui aspirait à l'hégémonie dans les Balkans et à l'annexion de la Macédoine à la Serbie, autrement dit à la Yougoslavie.

Les révélations faites au congrès des communistes albanais sur les aspirations du groupe de Tito à l'égard de la République populaire d'Albanie, sont une autre preuve éclatante de sa politique de duplicité, de nationalisme grossier et de son reniement du front socialiste uni, constitué par l'Union soviétique et les démocraties populaires.

Comme on le sait, il y avait deux moyens possibles à la solution du problème macédonien, qui, durant des dizaines d'années, fut au centre des rivalités et des guerres dans les Balkans.

L'un était la révolution démocratique, qui devait amener l'affranchissement de la Macédoine du joug turc.

Cette voie était suivie par l'organisation révolutionnaire macédonienne (Gotzé Deltchev, Sandansky et d'autres), ainsi que par l'Union révolutionnaire social-démocrate de Macédoine (Hadji Dimov, Nicolas Karev et d'autres).

Ces organisations jouissaient de l'appui complet de notre Parti. Nombre de membres de celui-ci étaient des militants actifs du mouvement révolutionnaire macédonien.

Le second moyen était celui de la bourgeoisie nationaliste. Il prônait la libération de la Macédoine du joug turc par une guerre, son annexion à l'un des pays balkaniques ou son partage entre eux.

Notre Parti a toujours été un ennemi résolu du nationalisme bourgeois belliciste et a lutté le plus énergiquement contre les plans d'asservissement et de partage de la Macédoine, chers aux monarchies balkaniques et aux cliques réactionnaires capitalistes.

En pratique, le second de ces moyens a prévalu et nous conduisit aux deux guerres balkaniques (1912 et 1913).

Il eut pour résultat la libération de la Macédoine du joug turc et son partage entre la Serbie, la Grèce et la Bulgarie.

Etant donné le danger croissant d'une agression impérialiste dans les Balkans, les partis socialistes de la péninsule lancèrent le mot d'ordre *d'une fédération démocratique balkanique*.

Unis au sein d'une puissante fédération, les peuples balkaniques auraient mieux défendu leur liberté et leur indépendance contre les convoitises des forces impérialistes.

Cette fédération aurait, de même, facilité la solution de toutes les questions nationales en suspens dans les Balkans, y compris la question macédonienne. La Macédoine, morcelée en trois parties, devait s'unir en un Etat, égal en droits, dans le cadre de la fédération.

Notre Parti liait avec raison la solution de la question macédonienne à la création d'une fédération démocratique balkanique. Voici pourquoi il a toujours combattu implacablement la politique de conquête des mégalo-bulgares et leur chauvinisme.

Le Parti demeura sur cette position pendant la guerre balkanique, ainsi que pendant la première guerre mondiale. En quoi consistait le chauvinisme mégalo-bulgare de la bourgeoisie monarchiste et capitaliste ?

Il consistait, premièrement, en son aspiration à l'hégémonie dans les Balkans et, deuxièmement, en celle d'annexer la Macédoine à l'Etat bulgare.

Cette politique qui, durant la deuxième guerre mondiale, fut pratiquée sous la direction de l'Allemagne hitlérienne, était en réalité une politique de trahison, qui camouflait le désir des nazis de faire de la prétendue « Grande Bulgarie » une colonie allemande.

Après la Révolution socialiste d'Octobre et l'entrée des Partis communistes balkaniques dans l'Internationale communiste, la Fédération socialiste balkanique prit le nom de Fédération communiste balkanique. Notre Parti y jouait un rôle très actif.

La Fédération voyait, elle aussi, la solution de tous les problèmes balkaniques, y compris la question macédonienne, dans la création d'une Fédération démocratique, capable de défendre la liberté et l'indépendance de tous les peuples de la péninsule.

Ainsi, notre Parti avait adopté, sur ces points, une position juste, populaire, traditionnelle, une position qui offrait une vraie solution démocratique aux affaires macédoniennes.

Le mot d'ordre d'une République fédérative démocratique balkanique s'accordait entièrement avec l'enseignement du marxisme-léninisme sur la question nationale.

Les ouvriers conscients des pays balkaniques, *écrivait Lénine en 1912*, furent les premiers à lancer le slogan d'une solution démocratique radicale de la question nationale dans les Balkans. Ce slogan, c'est la République fédérative balkanique. La faiblesse des classes démocratiques dans les Etats balkaniques d'aujourd'hui (prolétariat peu nombreux, paysans arriérés, dispersés, illettrés) eut pour résultat, que l'union économique et politique nécessaire devint une union des monarchies balkaniques. (Lénine : *Œuvres*, 4^e éd. russe, t. XVIII, p. 340.)

Avant la deuxième guerre mondiale, un puissant mouvement progressiste macédonien s'était développé, en Bulgarie, au nom du droit du peuple de Macédoine de se constituer en nation indépendante; ce mouvement trouva un appui énergique auprès de notre Parti.

Pendant la guerre, ce dernier travailla en plein accord avec les communistes macédoniens ; plus tard, nos partisans menèrent, côte à côte avec leurs camarades, un combat résolu contre les occupants germano-bulgares. Notre Parti salua chaleureusement la création de la République populaire de Macédoine, dans les cadres de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie.

Il est notoire que dans la lutte pour la défense du droit du peuple macédonien de disposer de lui-même, contre la politique de conquête

de la bourgeoisie bulgare, nous avons subi de nombreuses et lourdes pertes.

Afin de faciliter le rapprochement et le rattachement ultérieur des régions macédoniennes séparées par la frontière, notre Parti accepta, après l'accord de Bled, l'introduction de l'étude de la langue officielle macédonienne dans toutes les écoles de la région du Pirine, au titre de discipline obligatoire.

Il donna également son accord à la venue dans cette région d'un grand nombre d'instituteurs de Skopié, de libraires, chargés de la diffusion d'ouvrages en macédonien. C'était là une preuve que notre Parti portait une sympathie des plus vives au rassemblement du peuple macédonien.

Mais la bonne volonté de notre pays fut trahie par les dirigeants de Belgrade et de Skopié. La plupart des professeurs et libraires venus de cette dernière ville, et cela de toute évidence, sur les directives de leurs dirigeants, se révélèrent les agents d'une propagande mégalo-yougoslave, anti-bulgare et chauvine.

Plus tard, après la trahison du groupe de Tito envers le camp anti-impérialiste unifié et envers l'Union soviétique, ils s'affirmèrent ouvertement des agents antisoviétiques.

Ce que les émissaires de Kolichevsky entreprenaient dans la région du Pirine, n'était qu'un reflet de ce qui se pratiquait et se pratique toujours dans la République populaire de Macédoine.

Sous prétexte de lutter contre le chauvinisme mégalo-bulgare, on menait et on mène, avec le concours de l'appareil administratif et de toutes les autres organisations sociales, politiques et culturelles, une campagne systématique contre tout ce qui est bulgare, notre peuple, sa culture, le régime de la démocratie populaire, le Front de la Patrie et surtout notre Parti.

Les livres et les journaux bulgares, notamment l'organe du Parti

Rabotnitchesko Délo, ne peuvent pénétrer dans la République populaire de Macédoine. Toutes les inscriptions en bulgare sur les écoles, les autres édifices et monuments sont effacées avec empressement.

Les noms de famille, tels, par exemple : Kolichev, Ouzounov, Tsvetkov et d'autres, ont été changés, comme l'on sait, en : Kolichevsky, Ouzounovsky, Tsvetkovsky, cela uniquement pour qu'ils perdent leur consonance bulgare.

Les personnalités officielles de la République populaire de Macédoine ne se gênent pas pour faire des déclarations dirigées contre le peuple bulgare et contre la République populaire de Bulgarie.

On connaît le discours prononcé par Kolichevsky, le 23 mars dernier, au II^e congrès du Front populaire macédonien, dans lequel il s'en prit à notre pays et à son gouvernement, en lançant la calomnie que ce dernier avait privé de ses droits et opprimé la population macédonienne de la région du Pirine.

Les journaux, les agences et la radio des impérialistes anglo-américains s'emparèrent avec ardeur de ce discours provocateur de Kolichevsky, pour entreprendre une ignoble campagne de calomnies contre la République populaire de Bulgarie et l'œuvre d'unification du peuple macédonien.

Au mois de juillet dernier, de la tribune du V^e congrès du Parti communiste yougoslave, à Belgrade, fut lancée contre notre pays la pointe la plus acérée des attaques dirigées contre les nations de démocratie populaire.

Dans leurs discours, Tito, Djilas, Tempo, Kolichevsky, Vlakhov déversèrent leur haine chauvine contre la Bulgarie, contre notre Parti, dont le seul tort est de n'avoir pas consenti à ce qu'ils s'emparent purement et simplement de la région du Pirine et d'avoir flétri la trahison des dirigeants yougoslaves.

Le général Tempo, dans sa rage chauvine, est allé jusqu'à se permettre les plus basses insultes à l'égard de la lutte antifasciste du peuple bulgare et de notre mouvement de partisans, cela, malgré le fait notoire que nos maquisards ont lutté côte à côte avec leurs camarades yougoslaves et que nos armées ont pris une part active, sous le commandement du maréchal Tolboukhine, à la guerre pour la libération finale de la Yougoslavie.

Le président du conseil de la République populaire de Serbie, Pètr Stambolitch, ne s'est pas gêné, lui non plus, à la fin du mois de septembre dernier, pour lancer publiquement à la Skoupchtina de Belgrade la calomnie, selon laquelle les hommes politiques responsables bulgares auraient mené une propagande contre l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Yougoslavie.

Il est bien évident que des calomnies de ce genre visent uniquement à provoquer l'hostilité des peuples yougoslaves à l'égard des Bulgares, à creuser un abîme entre ces deux peuples frères et en même temps à fournir une arme à la propagande impérialiste, pour qu'elle puisse lancer de nouveaux mensonges contre la Bulgarie.

Pendant la deuxième moitié du mois de novembre dernier, un procès fut intenté à Skopie à des fascistes bulgares, agents de police et autres criminels de guerre qui avaient commis, lors de l'occupation, des exactions en Macédoine.

Ces criminels de guerre avaient été livrés aux Yougoslaves par les autorités bulgares. En réalité, ce procès fut sciemment transformé en une campagne chauvine et haineuse, dirigée contre le peuple bulgare et notre pays.

Procureurs, juges et criminels s'étaient concertés au préalable, pour insulter et calomnier la Bulgarie et son peuple, avec une unanimité touchante.

La politique nationaliste et chauvine des acolytes de Tito et de

Kolichevsky, qui représente l'autre face de leur ligne antisoviétique, n'est pas dirigée uniquement contre nous, mais aussi contre le peuple macédonien lui-même.

Cette politique, qui a adopté les méthodes des nationalistes bulgares et serbes, sème la haine au sein des Macédoniens, excite l'une des parties de ce peuple contre l'autre, applique l'oppression et la terreur à ceux qui ne sont pas d'accord avec la ligne des dirigeants yougoslaves actuels. Ainsi, la réalisation de l'idéal séculaire du peuple macédonien, son unité nationale, est artificiellement retardée.

Toutefois, la population de la région du Pirine ne se laisse pas prendre à cette propagande anti-bulgare de division forcenée.

Elle adopte une position négative en ce qui concerne la demande d'annexion de cette région par la Yougoslavie, avant que ne soit créée la fédération entre la Yougoslavie et la Bulgarie, étant donné que depuis un temps immémorial, elle se sent liée au point de vue économique, politique et culturel, au peuple bulgare dont elle ne veut pas se séparer.

En outre, la population du Pirine garde vivantes les traditions du mouvement révolutionnaire macédonien et en particulier du courant de Serrés, avec, au principe selon lequel la Macédoine appartient aux positions de la Fédération, seule solution valable quant à la question macédonienne.

Nous savons fort bien que le cours nationaliste et chauvin, suivi par les dirigeants de Belgrade et de Skopje, du type de Tito et de Kolichevsky, n'est pas approuvé par la majorité du peuple macédonien, convaincu de ce que son union nationale sera édifiée sur la compréhension entre la Yougoslavie et la Bulgarie, en collaboration avec leurs peuples, avec le puissant concours de l'Union soviétique.

Notre Parti a toujours tenu et tient aujourd'hui encore au principe, selon lequel la Macédoine appartient aux Macédoniens. Fidèles aux

traditions révolutionnaires de ces derniers, nous sommes fermement convaincus, comme tous les patriotes macédoniens de bonne foi, que leur peuple ne réalisera son unité nationale et n'assurera son avenir en tant que nation libre, égale en droits, que dans le cadre d'une Fédération des Slaves du sud.

VI — NOS PERSPECTIVES ET NOS TACHES DANS LE DOMAINE ÉCONOMIQUE ET CULTUREL

Dans le domaine économique, le gouvernement populaire devait s'attaquer à la tâche de réparer les dévastations, de mettre fin à la désorganisation causée à l'économie nationale par la guerre et le pillage allemand et préparer le terrain, en vue d'accélérer le développement du pays sur la voie du socialisme.

Dans l'industrie, la tâche de relèvement a déjà été remplie avec succès par le plan économique biennal.

En 1948, l'industrie a dépassé de 75 % sa production d'avant-guerre.

La nationalisation a donné une très forte impulsion au développement de l'industrie, ce qui lui permet, de passer à sa reconstruction socialiste, à la concentration des entreprises et à la centralisation de la production dans le sens d'un regroupement par ramifications, opéré autour de ses meilleures unités.

Le relèvement de l'économie rurale n'est pas encore complètement achevé, principalement à cause des trois années de sécheresse consécutives à la guerre.

Certaines branches de l'élevage du bétail et des cultures sont en retard.

Parallèlement à l'effort pour rattraper et dépasser le niveau d'avant-guerre dans toutes les fractions de l'économie rurale, sa réorganisation socialiste a été entreprise par la création de grandes propriétés

coopératives agricoles et fermes d'Etat. Les fermes coopératives représentent déjà, on peut le dire, une nouvelle forme stabilisée de l'économie rurale, la seule qui soit en état, avec l'aide des stations de tracteurs et machines, de mécaniser et moderniser notre agriculture, d'élever le bien-être de la population rurale et d'acheminer l'économie agricole vers le socialisme.

Un revirement favorable s'est opéré ces derniers temps au sein de la paysannerie moyenne en faveur des fermes coopératives, dont le nombre s'accroît sans cesse.

Maintenant, il faut consolider ces fermes, tout en multipliant leur nombre et en suivant le principe de la participation volontaire, afin qu'elles puissent servir de modèle à la création de nouveaux établissements de ce genre.

En 1948, le revenu national dépasse de 10 % celui d'avant-guerre, principalement en raison des succès obtenus par l'industrie nationalisée.

D'autre part, grâce à la nationalisation des entreprises industrielles des banques et du commerce de gros, grâce à la liquidation des grandes propriétés foncières et de la grande propriété bâtie, par laquelle on supprima les profits des capitalistes, le revenu national est aujourd'hui réparti beaucoup plus équitablement.

Mais se contenter de reconstruire ce qui existe déjà dans l'économie nationale est insuffisant. Il est nécessaire de développer à un rythme plus accéléré encore les forces productrices de notre pays pour rattraper le retard et transformer, à bref délai, la Bulgarie en un pays industriel et agricole développé.

Il est indispensable d'atteindre en 15 à 20 ans, par l'industrialisation, l'électrification et la mécanisation de l'agriculture, ce que les autres pays, dans des conditions différentes, ont atteint en un siècle.

Pour y arriver, il est indispensable de créer une puissante base

énergétique par l'utilisation des ressources hydrauliques et thermales du pays, par le développement rapide des mines, par la construction d'une métallurgie nationale et d'une industrie lourde suffisamment outillée, ainsi que par le développement, la modernisation et la concentration de l'industrie légère.

Il est également nécessaire d'intensifier l'économie rurale en Bulgarie, en la dotant d'un puissant parc de grandes machines agricoles, et, avant tout, de tracteurs, par l'augmentation du rendement de la terre, par l'amélioration de l'agrotechnique, par l'irrigation, l'électrification et une large utilisation d'engrais chimiques.

La ligne fondamentale qui doit présider au développement de notre industrie, c'est la ligne d'abaissement systématique du prix de revient, des prix de la production industrielle, la ligne de la baisse systématique des prix de fabrication des produits industriels.

C'est là, comme le dit le camarade Staline, cette voix large, sur laquelle doit marcher l'industrie, si nous voulons qu'elle se développe et se fortifie, qu'elle conduise en avant l'économie rurale, qu'elle accélère l'édification des bases de notre économie socialiste.

L'industrie nationalisée, en se développant selon les lois de la reproduction socialiste élargie, c'est-à-dire en augmentant chaque année la production et en construisant de nouvelles entreprises, formulera à l'égard de l'agriculture des demandes toujours plus grandes en denrées alimentaires et en matières premières.

Les besoins croissants de l'industrie, de la population des villes et de l'armée ne peuvent être satisfaits avec succès par les exploitations individuelles de peu d'importance et de faible productivité.

Ceci pose franchement la question de la reconstruction socialiste de l'agriculture, parallèlement à la reconstruction socialiste et au développement de l'industrie.

On ne peut bâtir pour longtemps le régime de démocratie populaire et

édifier le socialisme sur deux bases différentes : sur l'industrie socialiste concentrée et sur la petite propriété agricole morcelée et arriérée. Il faut graduellement, mais méthodiquement et résolument, transposer l'agriculture sur la base de la production en grand, par la voie du regroupement coopératif des petites propriétés agricoles individuelles et leur réunion en de grandes fermes coopératives mécanisées.

C'est pour cela que le plan économique quinquennal pose la tâche de grouper dans les fermes coopératives 60 % des cultivateurs. Cette tâche est, en effet, parfaitement réalisable, étant donné les succès actuels de ces fermes.

Dans son développement économique sur la voie du socialisme, notre peuple aura à compter, avant tout, sur ses propres forces et sur les ressources de son propre pays, sur son travail, son épargne et l'utilisation rationnelle de ses moyens et de ses possibilités.

Un régime d'économies sévères doit être la préoccupation constante de chaque dirigeant économique et administratif, de chaque ouvrier et paysan de notre République populaire et surtout de chaque communiste.

Mais notre peuple se trouve dans une situation heureuse, car il peut également compter sur l'assistance généreuse et fraternelle du grand pays du socialisme, l'Union soviétique, ainsi que sur une collaboration étroite et systématique avec les autres pays de démocratie populaire, ce qui lui épargnera beaucoup de peine, beaucoup d'efforts et hâtera son développement.

Comme tout homme raisonnable, nous n'allons pas consommer tout ce que nous produisons, mais nous mettrons de côté une partie du revenu national pour le développement ultérieur de notre économie, en vue de la construction de nouvelles usines, de nouvelles stations de tracteurs et machines agricoles, pour un nouvel essor des forces de l'industrie et de l'agriculture.

En agissant ainsi, nous pourrions assurer le relèvement graduel et certain des conditions de vie des masses travailleuses, une plus grande satisfaction des besoins croissants de la population des villes et des campagnes, en élevant leur standard de vie matériel et culturel, en garantissant en même temps le rapide développement économique de notre pays; ceci est le gage de la prospérité future de notre peuple laborieux et de nos enfants.

Nous pouvons constater avec satisfaction que, malgré les difficultés rencontrées lors de la livraison des contingents de produits agricoles, difficultés qui ne sont pas encore complètement surmontées, l'alimentation de notre peuple est entièrement assurée jusqu'à la prochaine récolte, avec augmentation des rations.

L'énorme majorité des paysans travailleurs a accompli honnêtement et avec empressement ses obligations envers l'Etat et le peuple. Seule, une faible partie d'entre eux, composée principalement de koulaks, d'anciens opposants, dont quelques-uns se sont embusqués dans les rangs du Front de la Patrie, tenta de faire du sabotage et de spéculer sur le pain du peuple ; mais la résistance de ce groupuscule de réactionnaires sera impitoyablement brisée.

Le nouveau système de vente obligatoire des produits agricoles à l'Etat, adopté par le gouvernement et qui sera encore perfectionné sur la base de l'expérience de ces deux dernières années, autorisant la vente libre des excédents, répartit plus équitablement les obligations des paysans producteurs, selon l'étendue de leurs terres et leurs possibilités et encourage les agriculteurs à une meilleure culture de la terre, ainsi qu'à un meilleur rendement.

Tout en vendant à l'Etat une partie de leurs produits à des prix taxés, les paysans producteurs reçoivent de leur côté, à des prix également fixés, une quantité toujours plus grande des produits industriels dont ils ont besoin.

Par sa politique des prix, l'Etat tend à établir un rapport ferme et

équitable entre les prix des marchandises, afin que le producteur sache ce qu'il pourra acheter aujourd'hui et demain, contre sa production.

On ne doit pas admettre la répétition de la situation créée après la première guerre mondiale, où les années de prix agricoles élevés furent suivies d'une baisse catastrophique, ce qui amena la ruine d'un grand nombre de producteurs.

L'élévation systématique du rendement du travail dans l'industrie et dans l'agriculture, aura pour résultat la baisse du coût de la vie et la stabilisation du lev.

Au cours des mois derniers, l'approvisionnement de la population en produits de première nécessité marque un nouveau pas en avant.

Mais nous ne sommes toujours pas en état de couvrir entièrement tous nos besoins. Deux ou trois récoltes consécutives nous sont indispensables pour satisfaire les nécessités et le pouvoir d'achat accrus des travailleurs, pour supprimer le système du rationnement.

C'est pour cette raison qu'il nous est nécessaire de déployer le maximum d'efforts, afin d'exécuter le plan d'ensemencement, augmenter au maximum le rendement de la terre.

Lorsque la suppression du système des tickets de rationnement deviendra possible, la répartition devra être opérée, non sur le principe égalitaire, c'est-à-dire à parts égales pour tous, mais conformément à la quantité et à l'importance du travail fourni.

Les éléments parasites, oisifs et exploités doivent être privés de tout ravitaillement aux prix taxés.

Il faudra garantir un approvisionnement régulier et suffisant aux catégories d'ouvriers et de travailleurs, dont dépendent l'exécution et le dépassement des plans économiques. « A chacun, selon son travail », voilà ce qui est équitable et économiquement juste.

Et chacun aura la possibilité de travailler à la fois davantage et mieux, d'être, par conséquent, mieux rémunéré.

La solution heureuse de la tâche économique fondamentale : l'exécution du Plan quinquennal de l'Etat, exigera les efforts et l'enthousiasme de notre peuple travailleur tout entier.

Sous ce rapport, les syndicats ouvriers auront à jouer un rôle extrêmement important.

Sous leur direction, le travail de choc et l'émulation socialiste devront devenir une méthode universelle de travail et entraîner ouvriers et paysans, jeunes et vieux, hommes et femmes.

Chez nous, le travail doit devenir de plus en plus un acte d'honneur, de vaillance et d'héroïsme.

Le pays doit connaître ses meilleurs travailleurs, héros du travail, ses inventeurs, ses rationalisateurs, ses novateurs, les pionniers du labeur physique et intellectuel, qui augmentent la puissance économique et culturelle de notre peuple et multiplient le revenu national. Il doit les honorer comme ses meilleurs fils.

Dans la Bulgarie nouvelle, la place de chacun de nous sera fixée non par son nom ou son origine, non selon ses paroles ou l'opinion qu'il a de lui-même, mais exclusivement par son travail, par ce qu'il apporte réellement au progrès économique, culturel et social de son peuple.

Sous ce rapport, il ne peut y avoir d'autre critère.

La grande envergure prise dans notre pays par les travaux de construction, cela dans tous les domaines de l'économie nationale, exige la création d'une véritable armée d'ouvriers et ouvrières du bâtiment, d'ingénieurs et de techniciens, ainsi qu'un équipement de construction moderne.

Le pays tout entier suit avec enthousiasme les exploits de notre

jeunesse, des brigadiers et des prestataires du travail. Beaucoup de nos grands ouvrages porteront le titre orgueilleux de « Construction de la jeunesse ».

Tout en continuant d'utiliser largement le travail des brigadiers et des prestataires, ainsi que celui des brigades locales, nous devons augmenter sans arrêt l'armée des ouvriers permanents du bâtiment, habiles et enthousiastes, pourvus d'une technique moderne.

Dans la nouvelle Bulgarie, la profession de constructeur devra devenir la plus honorable.

Les nouveaux cadres de notre économie, en constant développement, seront recrutés tant au sein de cette fraction de la population des campagnes, qui ne trouve pas de débouchés suffisants à son travail dans l'économie rurale, que parmi les ménagères, dont l'activité est utilisée d'une façon complètement irrationnelle à la maison.

Nous ne pouvons pas devenir un peuple aisé et élever considérablement notre standard de vie, tant que notre travail national sera dilapidé d'une façon improductive ou ne sera utilisé qu'imparfaitement, au cours d'une grande partie de l'année.

La plupart des chômeurs partiels des villes et des campagnes trouveront un débouché à leur activité dans les nouvelles constructions et entreprises industrielles.

L'édification d'un nombre toujours plus grand de foyers d'enfants et de crèches, de réfectoires et de lavoirs publics viendra alléger les occupations des ménagères, permettant à beaucoup d'entre elles de rechercher l'emploi plus rationnel, socialement plus utile de leur travail et de leurs aptitudes.

Par des écoles et des cours gratuits, nous avons déjà procédé à la préparation de nos réserves de travail, c'est-à-dire des ouvriers et des ouvrières qualifiés de l'industrie et du bâtiment, issus des jeunesses ouvrière et rurale. Cette œuvre importante devra être poursuivie, elle

aussi, avec une énergie et une fermeté particulières.

Notre pays s'est déjà engagé dans la voie de son développement socialiste.

Nous sommes en présence des facteurs principaux de l'édification socialiste chez nous : le pouvoir populaire démocratique, l'union entre le prolétariat et les paysans, sous le rôle directeur de la classe ouvrière; la grande production industrielle qui est aux mains de l'Etat démocratique-populaire ; le rapide essor des forces productrices, grâce aux nouvelles constructions économiques ; le système coopératif, et avant tout, les fermes et les ateliers coopératifs. L'aide fraternelle et active de l'U.R.S.S., ainsi que la collaboration économique étroite avec les pays de démocratie populaire constituent à cet égard un facteur particulièrement important.

Il nous aide à garantir et à accélérer le développement socialiste de notre pays.

Au cours du premier plan quinquennal, nous pouvons nous fixer pour tâche de poser les fondements du socialisme, tant dans l'industrie que dans l'économie rurale.

Ce premier plan de l'Etat poursuit cette réalisation.

C'est sur ces fondements que surgira, lors des deux ou trois plans quinquennaux suivants, l'édifice du socialisme, que sera créée la société socialiste.

En ce qui concerne l'établissement des fondements économiques et culturels du socialisme chez nous, nos principales tâches peuvent être formulées comme suit :

1. Tendre toutes nos forces et nos ressources vers l'exécution du plan économique quinquennal de l'Etat ;
2. Mener jusqu'à son achèvement, la transformation des moyens de

production et d'échange en propriété publique de tous les travailleurs : supprimer tous les revenus non acquis par le travail et appliquer le principe : « Qui ne travaille pas, ne doit pas manger ».

3. Coordonner toute l'activité économique du pays selon un plan d'Etat unique : instaurer un régime de plus stricte économie de matériaux, de fonds, de ressources et autres.

4. Explorer d'une façon approfondie nos richesses naturelles, rechercher des gisements de pétrole, créer une industrie métallurgique nationale pour métaux ferreux et non-ferreux.

5. Liquidier la disproportion existant entre la production d'énergie électrique et les besoins de l'industrie et de l'économie rurale, par la construction de puissantes centrales électriques ; étendre l'extraction de la houille, tant dans les bassins existant déjà que dans les nouveaux; réserver le charbon de qualité inférieure à la production d'énergie électrique.

6. Utiliser à plein rendement l'industrie légère, par le travail en deux ou trois équipes : la rationaliser et la reconstruire ; liquidier la disproportion entre les branches qui la constituent, aux fins de couvrir entièrement les besoins de la population en articles de sa production.

7. Améliorer le rapport entre l'industrie lourde et l'industrie légère au profit de la première, grâce au développement de la production d'électricité, de celle de la houille et des minerais, de la métallurgie, de la construction de machines, de l'industrie chimique, de celle du caoutchouc et d'autres encore, cela en vue de relever la prospérité du peuple et diminuer la dépendance de notre économie nationale des importations.

8. Produire au maximum les matières premières nécessaires à notre industrie, par l'extension de la culture des plantes industrielles, l'amélioration de l'élevage et l'extraction intensifiée des richesses du sous-sol.

9. Reconstruire d'une façon radicale l'économie rurale sur la base des fermes coopératives et des domaines agricoles de l'Etat, avec

rendements élevés et une importante production, assurant la satisfaction des besoins croissants de la population, de l'industrie et de l'exportation.

10. Résoudre définitivement sur cette base le problème du pain; assurer des récoltes abondantes et régulières par le travail moderne et mécanisé de la terre, l'emploi d'engrais chimiques, la création de zones forestières de défense, l'irrigation.

11. Développer un élevage de haute production, avant tout celui du porc et de la volaille ; étendre les cultures fourragères ; introduire le système de l'assolement.

12. Entreprendre le reboisement de tous les terrains déboisés, le renforcement des berges, l'exploitation judicieuse des forêts, en vue d'améliorer le climat du pays et de couvrir d'une façon plus complète les besoins croissants en bois de construction ; moderniser l'exploitation forestière, procéder à la création d'une agriculture (pommes de terre, lin, etc.) et d'un élevage de haute montagne (amélioration des pâturages alpestres).

13. Développer la pêche en haute mer et sur le Danube, entreprendre l'empoissonnement des rivières et la création de réservoirs artificiels.

14. Créer des moyens de communications plus rapides, par l'amélioration et l'électrification des transports ferroviaires ; aménager un réseau de routes bien entretenu, développer le transport automobile et aérien.

15. Relever le niveau matériel et culturel des ouvriers, des paysans travailleurs et des travailleurs intellectuels, améliorer le ravitaillement de la population en articles de première nécessité.

16. Étendre et renforcer le commerce d'Etat et le commerce coopératif, créer un appareil solide pour le rachat des excédents de la production agricole, en vue d'améliorer les échanges entre la ville et le village.

17. Établir une discipline socialiste, basée sur le travail par la rééducation des masses, le développement du travail de choc et de l'émulation socialiste, en y entraînant les ouvriers et tous les

travailleurs.

L'accomplissement des tâches économiques est très étroitement lié au relèvement culturel et idéologique du peuple bulgare.

Voilà pourquoi, il est indispensable de prodiguer une attention particulière au redressement culturel, à l'éducation idéologique et politique, dans un esprit socialiste, des masses laborieuses des villes et des villages, ainsi que des intellectuels progressistes.

Comme suite à ce développement, la Bulgarie pourra, au cours des quelques plans quinquennaux prochains, se transformer de pays agricole arriéré en un pays industriel et agricole avancé.

Cela signifie qu'avec l'augmentation au maximum des rendements de l'agriculture, nous atteindrons également à un développement plus rapide de l'industrie, ce qui accroîtra, dans une grande mesure, la richesse et la prospérité de notre patrie, assurera son indépendance économique par rapport à l'impérialisme, ainsi que sa capacité défensive.

Ce développement sera socialiste.

Les derniers représentants des classes d'exploiteurs dans les villes seront liquidés économiquement. Les artisans travailleurs s'uniront dans des ateliers coopératifs.

La bourgeoisie rurale (les koulaks) sera de plus en plus limitée et rejetée de ses positions économiques d'exploitrice des masses paysannes, pendant que les fermes coopératives prépareront les conditions à sa liquidation économique complète.

L'antagonisme des classes disparaîtra et la société ne sera plus composée que d'ouvriers, de travailleurs agricoles et d'intellectuels, dont les intérêts n'ont rien de contradictoire et qui, par des efforts communs, conduiront notre pays au socialisme et ensuite au communisme.

Les succès incontestables du socialisme en U.R.S.S., a écrit *Staline*,... ont démontré nettement que le prolétariat *peut* gouverner avec succès le pays *sans* la bourgeoisie et *contre* la bourgeoisie ; qu'il *peut* édifier avec succès l'industrie *sans* la bourgeoisie et *contre* la bourgeoisie ; qu'il *peut* diriger avec succès toute l'économie nationale *sans* la bourgeoisie et *contre* la bourgeoisie ; qu'il *peut* édifier avec succès le socialisme, malgré l'encerclement capitaliste. (J. Staline : « le Caractère international de la Révolution d'Octobre » dans *les Questions du léninisme*, t. I, p. 187-188.)

Il appert de notre propre expérience, quoique encore insuffisante, que notre classe ouvrière, elle aussi, sous la conduite du Parti communiste bulgare, fait montre non seulement d'enthousiasme, mais aussi de la résolution et de l'aptitude nécessaires pour suivre l'exemple de ses frères soviétiques.

Le développement socialiste de notre pays est la condition de la solution du problème de notre démographie. Au cours des futurs plans quinquennaux, le peuple bulgare doit atteindre 10 millions d'âmes, par l'augmentation de la natalité et la diminution de la mortalité infantile.

De cette façon, il s'affirmera définitivement comme une nation saine, vigoureuse, édifiant sa culture, nationale par la forme et socialiste par le contenu, et apportant ainsi sa contribution au patrimoine universel.

VII — LE PARTI, FORCE DÉCISIVE, MOTRICE ET DIRIGEANTE

Permettez-moi d'aborder maintenant la question du Parti en tant que force décisive, motrice et dirigeante dans notre pays.

A la veille du 9 septembre 1944, le Parti comptait environ 25.000 membres, des militants, solides et trempés par la longue lutte contre le fascisme, ayant passé par les épreuves du travail clandestin, dans les conditions de la féroce dictature fasciste.

Après le 9 septembre, lorsque le Parti devint un parti dirigeant et

procéda à un travail sérieux pour la reconstruction de notre pays sur de nouvelles bases, des dizaines de milliers d'ouvriers, de paysans et de travailleurs intellectuels vinrent à lui.

Il fut alors un centre d'attraction pour tous les éléments actifs, combatifs et progressistes de notre pays, qui désiraient unir leurs efforts pour assurer le développement de la Bulgarie, sur la voie de la démocratie populaire et du socialisme. Six mois à peine après le 9 septembre, lors de la VIII^e session plénière élargie de son Comité central, le Parti comptait déjà 254.000 membres.

Cette croissance du Parti se poursuivit également au cours des années suivantes. Vers la fin de 1946, le nombre de ses adhérents s'élevait déjà à 490.000. Le Parti avait délibérément ouvert toutes grandes ses portes aux travailleurs et recrutait massivement ses nouveaux membres.

Nous ne voulions pas opposer d'obstacle aux larges masses travailleuses, éveillées pour la première fois à la vie politique, attirées vers le Parti par suite de l'issue de la Guerre de libération et du renversement de la dictature fasciste, par suite de la lutte héroïque menée par lui contre le fascisme.

Nous avons décidé d'accueillir au Parti un grand nombre de travailleurs, bien qu'encore non préparés politiquement au rôle d'avant-garde, cela dans le but de procéder au sein même du Parti et en nous appuyant sur les anciens cadres, à leur préparation et à leur éducation idéologique et politique.

Nous avons organisé dans ce but, un réseau d'écoles et de cours, de nombreuses réunions instructives, des cercles, des conférences et des causeries.

La XVI^e session plénière du Comité central a approuvé cette ligne ; mais elle a constaté, en même temps, que le travail d'éducation idéologique et politique des membres nouvellement inscrits, est loin d'être suffisant. Il s'avéra que ce travail n'est pas si facile et qu'il exige

du temps. Pour cette raison, le niveau idéologique et politique des membres du Parti est, surtout par endroits, toujours au-dessous des besoins accrus, des exigences dues au rôle dirigeant qu'il joue.

Il existe, en effet, un bon nombre de membres, voire d'organisations de base tout entières, spécialement dans les campagnes, qui ne sont toujours pas en état de remplir leurs fonctions d'avant-garde, qui traînent à la queue des événements, se font l'écho d'opinions rétrogrades et qui, non seulement ne luttent pas contre les difficultés, mais parfois aussi sapent eux-mêmes la discipline du travail et de l'Etat.

C'est ce qui est ressorti d'une manière particulièrement nette, lors de l'achat obligatoire des céréales par l'Etat.

Dans de nombreux villages, il y eut des « membres du Parti », voire des comités du Parti qui, loin de se placer à la tête de la campagne menée pour assurer le ravitaillement de la population, sabotèrent pratiquement la livraison des céréales.

Telle est l'attitude prise par certains communistes dans les localités rurales.

Ces communistes, non seulement ne secondent pas, mais entravent la création et le développement des fermes coopératives.

Ces faits et d'autres encore, montrent que parmi les citoyens honnêtes et dévoués qui constituent l'énorme majorité des membres du Parti, se sont glissés, dans un but personnel, des éléments pourris et arrivistes.

Des éléments de ce genre créent autour d'eux une atmosphère insalubre ; ils affaiblissent la discipline, répandent des microbes de décomposition.

C'est ainsi que naissent des organisations « malades », déchirées par les querelles et la lutte de divers groupes, pour la répartition des postes, avantages, etc.

Il est évident que de telles manifestations ne sauraient être tolérées dans un Parti communiste, avant-garde des travailleurs.

Il fallait prendre des mesures décisives pour épurer le plus rapidement et le plus complètement possible le Parti de tous ces éléments étrangers, occasionnels, pourris et arrivistes.

Au mois de mai dernier, le Bureau politique du Comité central décida de suspendre l'admission de nouveaux membres jusqu'à la fin de l'année.

La XVI^e session plénière du Comité central, au mois de juillet, confirma cette décision et décida en outre, de proposer au Congrès actuel d'instituer le stage des candidats-membres et de prendre des mesures pour régulariser la composition sociale du Parti. En même temps cette session décida de poursuivre l'épuration du Parti des éléments occasionnels.

Comme résultat de toutes ces mesures, le Parti se présente aujourd'hui à son V^e congrès avec 8.053 organisations de base, groupant 464.000 membres réguliers.

En y ajoutant ses adhérents dans l'armée et dans le service du travail prestataire, ainsi que les anciens membres du Parti ouvrier social-démocrate après sa fusion avec notre Parti, le nombre de ses membres s'élève à 496.000, c'est-à-dire à près d'un demi-million.

On peut affirmer qu'il n'y a pas de village, d'entreprise industrielle ou de chantier d'une certaine importance, pas de quartier ou de hameau où n'existe une organisation communiste de base.

500.000 membres du Parti dans une Bulgarie de 7 millions d'habitants, c'est là une armée politique vraiment puissante, une force invincible qui pourra renverser des montagnes, comme le dit un proverbe populaire, à condition que chacun de ses membres devienne un communiste conscient, instruit, fidèle jusqu'à la mort au Parti, à la Patrie et à la grande œuvre du communisme, capable d'être réellement

un guide et un organisateur des sans-parti.

Sous la direction idéologique et politique, unanimement reconnue, du Parti, travaillent les organismes de masse, dont l'organisation unique, sociale et politique, le Front de la Patrie, compte près d'un million de membres ; l'Union professionnelle des ouvriers, 680.000, l'Union de la jeunesse populaire, 586.000 ; l'Union nationale des femmes, 539.000 ; l'Union générale professionnelle des travailleurs agricoles plus d'un million ; les coopératives, plus de deux millions.

Quelques-uns adhèrent à la fois à plusieurs de ces organismes, mais telle est en réalité la masse qui est groupée, en des organisations sociales et politiques, sous la direction de notre Parti.

Il faut également rappeler le magnifique groupement d'utilité publique qu'est l'Union, des associations bulgaro-soviétiques, qui, bientôt, verra ses membres, ouvriers, paysans, intellectuels, luttant pour l'amitié sacrée entre les deux peuples, dépasser le million.

Dès lors, il est clair que toute la vie, la vie politique, sociale, économique et culturelle de notre pays, se déroule sous la direction exclusive, idéologique et politique de notre Parti.

Par leur composition sociale, les 464.000 membres du Parti, sur lesquels nous disposons de renseignements détaillés, se répartissent comme suit :

123.000 ouvriers : 27 %

207.000 paysans : 45 %

76.000 employés : 16 %

30.000 artisans : 6 %

28.000 personnes de professions libérales, étudiants, ménagères, retraités, etc. : 6 %.

Parmi les employés, se trouvent beaucoup d'anciens ouvriers, envoyés

par le Parti renforcer l'appareil de l'Etat et diriger ses entreprises économiques. Il convient de noter également la grande influence du Parti au sein des couches intellectuelles, ce qui lui permet de gagner plus facilement ces dernières à la construction active du socialisme.

Et si l'on peut affirmer que 500.000 membres est un chiffre qui ne nécessite pas d'être dépassé à l'avenir, pour permettre au Parti de jouer son rôle dirigeant, néanmoins d'importantes améliorations sont possibles et désirables, quant à sa composition.

Le pourcentage des ouvriers dans le Parti doit augmenter de 30 à 35 % et cela principalement parmi les travailleurs de l'industrie et du bâtiment : (actuellement, les ouvriers de l'industrie constituent 40 % du total des ouvriers membres du Parti; les ouvriers artisanaux : 16 % ; ceux de la campagne : 12 % et les manœuvres, catégorie dont font partie les ouvriers du bâtiment : 32 %).

La composition rurale du Parti peut seule être estimée comme satisfaisante. Sur le total des paysans membres du Parti, 11 % se trouvent dans les coopératives, 57 % sont des paysans pauvres et 32 % appartiennent à la paysannerie moyenne.

Selon leur âge, les membres du Parti se répartissent comme suit :

1 % d'un âge ne dépassant pas 20 ans ;

25 % de 20 à 30 ans ;

39 % de 30 à 40 ans ;

25 % de 40 à 50 ans ;

8 % de 50 à 60 ans ;

2 % ayant dépassé la soixantaine.

Cela prouve que par sa composition selon l'âge de ses membres, le Parti est assez solide. Il sera nécessaire de renforcer, à l'avenir, notre travail parmi la jeunesse, afin d'attirer à nous les meilleurs et les plus actifs.

La répartition des membres du Parti selon leur instruction est la suivante : 7 % d'illettrés ; 45 % ayant une instruction primaire élémentaire ; 30 % une instruction primaire supérieure ; 6 % une instruction secondaire incomplète ; 7 % une instruction secondaire complète ; 2 % une instruction supérieure incomplète et 2,51 % une instruction supérieure complète.

Le nombre relativement grand (31.000) des membres illettrés, provenant principalement des minorités nationales turque, tzigane, des districts des Rhodopes, de la Dobroudja et de Loudo-Gorié, pose au Parti la tâche pressante de prendre des mesures urgentes pour la liquidation sans retard de l'analphabétisme parmi ses membres.

Un nombre important de personnes à l'instruction rudimentaire (principalement dans les villages) va nous obliger à éditer un abécédaire politique et une série de brochures populaires, imprimées en gros caractères et en une langue accessible.

La lecture collective des journaux, avec explications et discussions, acquiert ici une grande importance, de même que l'extension des transmissions radiophoniques dans les villages.

Le pourcentage des adhérentes au Parti, 13 %, est également insuffisant. En effet, sur le total, les ouvrières représentent 18 %, contre 44 % de paysannes, 16 % d'employées, 19 % de ménagères et 3 % d'étudiantes.

L'insuffisante participation féminine, surtout des ouvrières, ne peut être nullement justifiée, étant donné la grande activité politique et sociale, manifestée par les femmes et le grand rôle joué par les ouvrières dans le travail de choc et l'émulation socialiste.

Cet état de fait peut être expliqué par la sous-estimation que nos organisations manifestent à l'égard du travail parmi les femmes et surtout parmi les ouvrières, par l'inaptitude à leur faciliter l'entrée dans le Parti, prenant en considération qu'en dehors de leur activité à la

fabrique, au bureau et au sein des organisations de masse, elles ont la charge de leur ménage.

La manie des réunions stériles, les séances fréquentes et longues comme le carême, le surcroît de travail imposé aux militants, l'attitude rétrograde à l'égard de la femme dont font preuve même de nombreux membres du Parti et, enfin, une certaine survivance du sentiment d'infériorité chez les femmes elles-mêmes, résultat d'une servitude séculaire, la timidité et le manque de courage devant les exigences du Parti, voilà quels sont les plus grands obstacles à l'accroissement de la participation féminine.

La collaboration insuffisante des ouvrières constitue ce point faible dont le renforcement nous apportera, parallèlement à l'augmentation du nombre des femmes membres du Parti, une amélioration de sa composition sociale, ouvrière.

La formation qualitative et quantitative de nos cadres dirigeants est très caractéristique par sa force et l'envergure de son travail. Tandis qu'aux meilleures époques d'avant 1923, le nombre des membres du Parti ne dépassait pas 40.000, aujourd'hui, les seuls membres de ses comités dépassent 16.000 dans le pays tout entier, dont 3.558 sont d'anciens partisans et prisonniers politiques, 676 ont un stage au Parti de plus de 20 ans ; 2.536 de 10 à 20 ans ; 3.415 de 5 à 10 ans ; 22.000 de 3 à 5 ans, et, 17.000 au-dessous de 3 ans ; ces derniers font partie généralement des comités directeurs des organisations de base. Ces données montrent que les plaintes qu'on entend çà et là, affirmant que les anciens membres du Parti sont négligés aux élections des comités, ne sont pas tout à fait justifiées.

Le réseau des organisations de base du Parti englobe presque toutes les localités du pays, et toutes les catégories laborieuses de notre peuple.

Nous en possédons 4.900 dans les villages, 878 dans les villes, 854 dans les entreprises, 811 dans les administrations et autres, 209 dans les fermes coopératives, 16 dans les stations de tracteurs et machines

agricoles, 13 dans les fermes d'Etat, 89 dans les coopératives artisanales, 120 dans les entreprises de transport, 49 dans les mines, 23 dans la construction et 91 dans les établissements d'enseignement, soit en tout, 8.053. C'est un magnifique résultat.

Néanmoins, les cellules de base du Parti devront être renforcées pour devenir de véritables organisatrices et les dirigeantes des masses.

La grande tâche qui nous incombe maintenant, ce n'est pas tant d'augmenter la composition numérique de nos organisations, que de rehausser la qualité de leur travail.

En effet, la force et l'influence du Parti dépendent, non seulement du nombre de ses membres, mais surtout de la qualité de ceux-ci, de leur préparation marxiste-léniniste, de leur dévouement à son œuvre et au socialisme, de leur aptitude à maintenir le contact avec les masses, à les stimuler et les diriger pour l'accomplissement des tâches nationales posées par le Parti et par le Gouvernement.

De ce point de vue, la situation est loin de pouvoir être considérée comme tout à fait satisfaisante.

Ainsi qu'il l'a été relevé par la XVI^e session plénière du Comité central, on trouve parmi nous pas mal de membres qui, en réalité, ne pourraient être que des candidats.

Dans la vie des organisations du Parti, la démocratie intérieure n'est pas encore à la hauteur voulue. La critique et l'autocritique, sans égard aux personnes visées, n'est pas encore devenue entièrement la force motrice fondamentale de l'évolution du Parti, du haut en bas de l'échelle.

Nous ne sommes pas encore débarrassés définitivement des méthodes de commandement, appliquées par ces organisations et nous ne savons pas toujours développer et écouter à la fois le sentiment collectif et l'expérience du Parti.

Nos bureaux n'ont pas encore entièrement organisé leurs travaux sur une base d'esprit d'équipe.

Et puis, nous oublions souvent la pensée géniale de Lénine, soulignant que deux choses ont une importance décisive pour la solidarité et les succès du Parti : *La sélection des hommes (les cadres) et le contrôle de l'exécution.*

De même que nous ne tenons pas suffisamment compte, dans notre pratique, de ce qui a été souligné tant de fois par le camarade Staline, à savoir *que ce sont les cadres qui décident du succès.*

On peut affirmer qu'il n'existe pas dans notre Parti de groupes ou fractions organisés, de droite ou de gauche. Nous ne pouvons et ne saurions tolérer de telles fractions.

Mais, on ne saurait en dire autant, en ce qui concerne les manifestations de droite ou de gauche de la part de certains membres du Parti.

En plus des cas, dont il a déjà été question, il en existe de nombreux où quelques-uns d'entre eux fléchissent devant les difficultés, sont prêts à capituler devant la résistance de l'ennemi de classe, ou alors ne se conforment pas aux règlements du Parti et aux lois de l'Etat, ne reconnaissent pas d'étapes dans le développement, ne considèrent pas la démocratie populaire et le Front de la Patrie comme les voies spécifiques rendant moins pénible la marche vers le socialisme.

Au contraire, ces éléments, se camouflant derrière des phrases « révolutionnaires », démagogiques et claironnantes, entravent pratiquement le développement vers le socialisme.

La justesse de la ligne générale du Parti pour la liquidation du système capitaliste et l'édification du socialisme dans notre pays par le moyen d'une lutte de classe intransigeante, menée contre les éléments capitalistes, de même que la planification de l'économie nationale, ne sont pas contestées par nous.

Cette ligne est reconnue par tous et appliquée avec fermeté.

Nous ne pouvons pas encore avancer, toutefois, qu'il existe dans notre Parti une unité d'action absolue, du haut en bas de l'échelle. Pour réaliser cette unité, il nous faut encore travailler beaucoup et sérieusement.

Les cas ne sont pas rares où les décisions du Comité central ne sont adoptées que pour la forme, alors qu'en pratique, on les applique à la base, d'une manière tout à fait déformée.

Il y a toujours parmi nous des « seigneurs », des « satrapes » et des « tyranneaux » qui, s'appuyant sur leurs mérites réels ou imaginaires, acquis dans le passé ou sur les postes qu'ils occupent, n'observent pas les lois, les règlements et agissent à leur guise.

Il y a toujours des radoteurs, des fantaisistes, des vaniteux aux ambitions vastes et malades, qui prétendent tout savoir et tout pouvoir et qui n'ont ni l'aptitude, ni le désir de travailler et de diriger systématiquement, méthodiquement, de mener à bonne fin l'œuvre entreprise.

Ce sont là des gens qui n'aiment pas s'instruire et qui sont susceptibles de faire échouer toute œuvre vivante et utile au Parti.

Nous lutterons impitoyablement, en paroles et en actes, contre les manifestations et les éléments malsains de ce genre, par un travail d'éclaircissement et en remettant sur la bonne voie les égarés, et en écartant, sans hésitation, les incorrigibles, même des rangs du Parti.

Le Parti sera épuré des prétendus communistes, qui s'y sont glissés, soit par un malentendu, soit dans un but arriviste et intéressé.

Nous travaillerons de toutes nos forces pour créer, du haut en bas de l'échelle, l'unité d'action bolchevik, gage fondamental du succès de notre grande œuvre. Pour consolider continuellement et fermement notre Parti, il est nécessaire avant tout d'entreprendre ce qui suit :

1. **Épurer** ses organisations des éléments hostiles, arrivistes ou accidentels qui s'y sont faufileés ;
2. Lors de l'admission de nouveaux membres ou de candidats, effectuer un choix sévère, régulariser la composition sociale du Parti, dans la stricte observation de ses statuts et par l'accomplissement systématique de l'élément ouvrier en son sein ;
3. Développer davantage la démocratie à l'intérieur du Parti, par la liquidation complète des survivances de l'esprit de commandement. Examiner et résoudre collectivement, dans les comités et les organisations, les questions relatives au travail du Parti. Confier des tâches concrètes à tout membre et en suivre de près l'exécution. Encourager une saine critique et autocritique dans le Parti, ranimer l'activité générale des membres, resserrer la discipline et l'unité dans les organisations ;
4. Donner une plus large envergure que jusqu'à présent à l'instruction marxiste-léniniste méthodique, collective et individuelle de tous les membres et candidats. Tous ceux qui ne désirent pas, qui ne veulent pas s'instruire et se développer, ne sont pas et ne peuvent être de véritables membres du Parti.

Vers la fin de l'année 1947, certaines modifications ont été apportées à la structure de l'organisation de notre Parti.

Etant donné la réorganisation de l'appareil de l'Etat et la suppression des régions administratives, il nous fallait liquider également nos comités régionaux.

C'était là une mesure inévitable, car notre Parti, en tant que force dirigeante dans le gouvernement du pays, ne peut avoir une structure différente de celle de l'organisation de l'Etat.

Les directions des comités régionaux étant supprimées, une partie de leurs membres fut engagée dans l'appareil de l'Etat, dans la capitale ou dans les différentes localités, et l'autre s'en vint renforcer les organisations du Parti et du Front de la Patrie, dans les districts et les

villes.

Par l'abolition des comités régionaux, le Comité central se vit offrir la possibilité de se rapprocher des 95 comités de districts et des 7 comités urbains, pour pouvoir ainsi les diriger plus directement.

Il acquit une connaissance meilleure de l'état réel des organisations, il est à même d'exercer un contrôle immédiat sur leur activité, ainsi que de leur prêter l'assistance indispensable.

De leur côté, les comités directeurs de districts firent preuve d'une plus grande initiative et formèrent des cadres, aptes à diriger d'une manière indépendante les organisations du Parti.

Parallèlement aux côtés positifs de cette réorganisation, il est nécessaire d'y voir aussi les quelques faiblesses sérieuses.

Certains comités de districts, n'ayant pas encore acquis la stabilité nécessaire, se sont vus privés de l'aide quotidienne qu'ils recevaient dans le passé des comités régionaux.

Le Comité central se trouvait fort éloigné d'eux et son appareil, au lieu de se renforcer, était provisoirement affaibli.

Il est nécessaire de relever que, malgré les mesures prises sous ce rapport, après la XVI^e session plénière, cet appareil est loin d'être suffisamment renforcé. Que faut-il faire dans ce domaine ?

1. Il est indispensable de renforcer les mesures pour raffermir les cadres d'instructeurs auprès du Comité central ; d'améliorer et d'augmenter l'aide prêtée par ce Comité aux comités de districts ; ses membres, ainsi que les autres camarades dirigeants, devant se rendre eux-mêmes plus fréquemment dans les organisations de districts et de villes.

2. Renforcer également les comités de districts en permettant à de nouveaux camarades, issus des jeunes cadres — en plein

développement — de notre Parti, des organisations de base, tout spécialement de celles près les entreprises industrielles, de faire montre de leurs capacités. Les secrétaires de districts qui se sont distingués, doivent être maintenus à leurs postes plus longtemps ; leur autorité de militants locaux influents, jouissant de l'estime de la population, doit être consolidée.

Au cours des quatre années écoulées, depuis que notre Parti est un parti dirigeant, il a dû procéder à des déplacements de ses forces, afin d'en assurer la direction et d'améliorer le travail dans une série d'échelons importants de l'appareil administratif et économique.

Il s'avéra également nécessaire de choisir et de recruter 3.533 personnes pour l'armée nationale, 2.000 pour le ministère de l'Intérieur, 1.010 pour le ministère de l'Industrie et 5.576 personnes au total pour d'autres services ; soit plus de 12.000 membres du Parti qui furent choisis, formés et chargés d'accomplir un travail dirigeant dans l'appareil économique et dans celui de l'État. Ce n'était pas une tâche facile et sa réalisation se heurta à des difficultés de toutes sortes.

On devait s'attendre à ce que l'admission d'un nombre aussi élevé de communistes dans l'économie et l'administration contribue considérablement à surmonter les tendances bureaucratiques.

Malheureusement, dans de nombreux cas, on obtint des résultats contraires.

La facilité avec laquelle certains de nos camarades, au lieu d'extirper cet esprit, deviennent eux-mêmes des bureaucrates, est remarquable !

Certes, la lutte contre la bureaucratie n'est guère facile. Elle exigera beaucoup d'efforts et beaucoup de constance.

Pour surmonter cette tendance, la participation des masses au gouvernement et au contrôle public s'avère indispensable. Sous ce rapport, les commissions près les différentes sections des conseils populaires, auront à jouer, avec la large participation des travailleurs,

un rôle considérable. Tout cela est lié à l'élévation du niveau culturel et politique de la population.

La lutte contre l'indifférence et les vices bureaucratiques doit toujours rester à l'ordre du jour. Il faut démasquer et frapper impitoyablement toutes les manifestations concrètes de la bureaucratie.

Nous ne devons pas oublier non plus, que les grands succès de notre Parti favorisent chez certains militants et à certains échelons, le sentiment de quiétude, de suffisance et de vertige.

Pour que le Parti puisse se développer judicieusement et accomplir ses tâches difficiles, il est obligé de lutter de toutes ses forces pour surmonter ce danger contre lequel nos grands maîtres, Lénine et Staline, avaient plus d'une fois mis en garde les Partis communistes.

C'est ainsi qu'au cours des quatre années du gouvernement populaire, établi après le 9 septembre 1944, notre Parti a grandi et s'est développé en un parti politique de premier ordre, s'avérant une force décisive, motrice et dirigeante, dans l'édification de la vie nouvelle, sur la voie de la démocratie populaire et du socialisme.

Par une critique et une autocritique bolcheviks hardies, le Parti lutte contre les faiblesses inhérentes à sa rapide croissance et s'affirme toujours davantage comme un véritable parti marxiste-léniniste.

Il a sous les yeux l'exemple du grand Parti bolchevik, dont le Comité central et le chef génial, Staline, lui ont plus d'une fois prêté une aide inégalable par leurs conseils.

Notre Parti, qui prend une part active aux travaux du Bureau d'information des Partis communistes et ouvriers, est fier de se trouver dans la grande famille des communistes du monde entier, avec, à sa tête, le Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S. et le guide génial de l'humanité progressiste tout entière, Joseph Vissarionovitch Staline.

Nous considérons que ne peut être un vrai marxiste, celui qui n'est pas

un vrai léniniste, et que ne peut être un vrai léniniste, celui qui n'est pas stalinien.

Je termine mon rapport par le cri de ralliement du Parti :

Sous le drapeau invincible de Marx-Engels-Lénine-Staline, en avant et toujours de l'avant vers le socialisme, vers le communisme !